Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques,
les programmes de développement, les médias et
les entreprises en RDC

Un capital social pour le pays :

les migrants congolais et leurs liens avec la RDC



La revue du Département d'anthropologie
de l'Université de Kinshasa

Vol 11 N° 6 - novembre 2026

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques, les programmes de développement, les médias et les entreprises en DRC

Un capital social pour le pays

les migrants congolais et leurs liens avec la RDC

La revue du département d'anthropologie de l'Université de Kinshasa

Vol 11 No 6 – novembre 2026

ISSN 2665-9875

© 2026

Éditions Kimpa Vita

En couverture : Lé d’un ntshak

Au Royaume du signe

1988, éditions Adam Biro

Équipe Éditoriale

Directrice de rédaction et de publication : Julie Ndaya Tshiteku (UNIKIN)
julie.ndaya@unikin.ac.cd / j.ndaya@gmail.com
Rédacteur en chef adjoint : Delphin Kayembe Katayi (UNIKIN)
delkayembe@gmail.com
Directeur de publication adjoint : Gaby Bamana (Normandale, Bloomington MN, USA) gabybamana@gmail.com
Éditeur: Camille Kamba (Université de Lubumbashi)
camillekamba85@gmail.com
Éditeur: Léon Tsambu (Université de Kinshasa)
leon.tsambu@gmail.com
Éditeur: Ignace Ndongola (Université de Kinshasa)
studiumunikin@gmail.com
Chargé de liaison : Gauthier Musenge Mwanza (UNIKIN)
Graphiste éditorial : Karel Duran

Comité de lecture

Basile Osokonda Okenge (professeur à l'Université de Kinshasa UNIKIN)
basile.osokonda@gmail.com
Pius Mosima (Professeur à l'Université Bamenda/Cameroun)
piusmosima@yahoo.com
Samuel T. L. Yemey (Professeur au 'Good Samaritan Theological University/USA) syemey26@gmail.com
Katrien Pype (Professeure à l'Université Catholique de Louvain KULeuven/Belgique) katrien.pype@kuleuven.be
Bruno Lapika Dimonfu (Professeur à l'Université de Kinshasa UNIKIN)
lapikadi@yahoo.fr
Maalu Bungi Crispin (Professeur à l'Université de Kinshasa UNIKIN)
crismaalu@gmail.com
Jean Debéthel Bitumba (Doctorant à l'Université de Kinshasa UNIKIN)
jeanbit3@gmail.com
Bambie Ceuppens (Chercheure au musée de Tervuren/Belgique)
bambi.ceuppens@africamuseum.be
Mfuamba Katende (Professeur à l'Institut Supérieur Pédagogique ISP/Kananga) mazarink59@gmail.com

Contact :

info@lecarrefourcongolais.org
Téléphone : +243 822 945 496 / +243 824 064 360

La revue du département d'anthropologie de l'Université de Kinshasa

Volume 11 Numéro 6

novembre 2026

Sommaire

Les Contributeurs 9

Éditorial par Julie Ndaya Tshiteku 11

On a joué avec le cœur : la diaspora congolaise et les liens avec le pays par Julie Ndaya Tshiteku..... 15

Competitive Globalization and High-Skilled Global Migration: Africa's Structural Disadvantage in the Emerging Knowledge Economy par Benjamin Mwadi Makengo 35

Les migrations en Afrique: entre défis et opportunités par Matiti Mbuta Didier.... 63

L'achat de médicaments spécialisés comme facteur des transferts d'argent vers Kinshasa par les Congolais de la diaspora par Lubanza Mananasi Symphorien 83

Diaspora congolaise et le développement : une migration sans déracinement par Makukila Kihosambuta Garry 97

Les envois des glacières de nourriture aux migrants congolais par Kilau Nkangula Augustine & Mutombo Masuta Anaclet 123

De la marginalité à la reconnaissance : parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora par Eder Kitapandi Luzau..... 137

Le pseudo-conflit Yaka-Teke et ses conséquences sur la sécurité alimentaire à Kinshasa par Didier Kutakani, Ruphine Tumba Mukiana, Willy Muyololo Kadi, Celestine Mbo Nsele, Jacquie Mfwakang Muniar, Florence Nzeba Lubala, Blanchard Mulopo Kamba, Manassé Ibinda & Guélord Kutudila Mbemba..... 173

Les Contributeurs

Ibinda, Manassé est chercheur au CERDAS

Kilau Nkangula, Augustine est professeure à la faculté de faculté des sciences sociales, administratives et politiques de l'Université de Kinshasa.

Kitapandi Luzau, Eder est doctorant à la faculté des sciences sociales, administratives et politiques. Université de Kinshasa.

Kutakani, Didier est Chef des travaux et chercheur au CERDAS

Kutudila Mbemba, Guélord est chercheur au CERDAS

Lubanza Mananasi, Symphorien est professeur d'anthropologie à l'Université de Kinshasa au département d'anthropologie, domaine de recherche anthropologie médicale.

Makukila Kihosambuta, Garry est chef de travaux en sociologie à l'Université de Kinshasa**.**
Il est Chargé d'étude à la CCDH (Chair Congolaise des Droits de l'Homme en RDC)

Matiti Mbuta, Didier est chercheur en Sciences Historiques au Centre de Coordination des Recherches et de Documentation en Sciences Sociales Desservant l'Afrique subsaharienne (CERDAS), et documentaliste à l'Université de Kinshasa (UNIKIN).
Son Domaine de Recherche : Histoire médicale et coloniale, Bibliothéconomie et la Gestion du Patrimoine Archivistique National.

Mbo Nsele, Célestine est chercheure au CERDAS

Mfwakang Munia, Jacquie est *c*hercheure au CERDAS

Mulopo Kamba, Blanchard est chercheur au CERDAS

Mutombo Masuta, Anaclet est chef de travaux à la faculté des sciences sociales, administratives et politiques de l'Université de Kinshasa.

Muyololo Kadi, Willy est chercheur au CERDAS

Mwadi Makengo, Benjamin est professeur a la faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Université de Kinshasa

Ndaya Tshiteku, Julie est docteure en anthropologie en professeure ordinaire à l'Université de Kinshasa. Elle est rédactrice en chef de la revue *Le carrefour congolais* et directrice du centre de recherche Les Christianismes africains, femmes et savoirs endogènes.

Nzeba Lubala, Florence est chercheure au CERDAS

Tumba Mukiana, Ruphine est chercheure au CERDAS

Éditorial

par Julie Ndaya Tshiteku

Ce nouveau numéro du *Carrefour congolais* est consacré à une question qui traverse la société congolaise contemporaine : ce que les migrants congolais apportent à leur pays. Placé sous le titre "Un capital pour le pays : les migrants congolais et leurs liens avec la RDC" il rassemble six contributions qui, par la diversité de leurs échelles d'analyse et de leurs terrains, éclairent les multiples liens que les Congolais établis à l'étranger entretiennent avec la République démocratique du Congo. Des cadres mondiaux de la compétition pour les talents aux pratiques quotidiennes des familles kinoises, des transferts d'argent à l'envoi de denrées alimentaires, de la citoyenneté à distance aux parcours des jeunes femmes en diaspora, les articles réunis ici invitent à dépasser une vision strictement comptable de la migration. Ils montrent que la mobilité des Congolais ne se réduit ni à une perte ni à une rupture : elle engage des solidarités, des ressources et des formes d'appartenance qu'il importe de comprendre dans leur complexité.

Un premier ensemble de contributions replace la question congolaise dans le cadre plus large des migrations africaines et de la mondialisation. Julie Ndaya Tshiteku examine la diaspora congolaise, son histoire, sa répartition géographique et ses liens avec la République démocratique du Congo. Son article retrace les migrations, des mobilités coloniales aux départs provoqués par les crises économiques et politiques et les changements des politiques migratoires européennes. Il décrit la diversité des communautés à l'étranger : générations, étudiants, travailleurs, réfugiés et entrepreneurs. À partir de travaux et de données statistiques, il souligne la prédominance des destinations africaines et l'importance de l'Europe. Enfin, il étudie les transferts de fonds, les associations, les réseaux religieux et les mobilisations qui

entretiennent les liens avec le pays d'origine. Benjamin Mwadi Makengo s'intéresse à la compétition mondiale pour les talents et à la place qu'y occupe l'Afrique. Mobilisant une approche qualitative d'économie politique et le concept de pouvoir fondé sur le savoir, il soutient que la migration hautement qualifiée est devenue un mécanisme stratégique par lequel les États accumulent du capital humain et consolident leurs systèmes d'innovation. L'Afrique y apparaît en situation de désavantage structurel, en raison notamment de la dépendance historique, de la fragilité des systèmes de recherche et de la rareté des opportunités locales. Si les diasporas contribuent par les transferts de fonds, les réseaux professionnels et le transfert de connaissances, ces apports demeurent insuffisants lorsqu'ils ne s'appuient pas sur des institutions solides. L'auteur propose dès lors de reformuler la fuite des cerveaux comme une inégalité géopolitique et plaide pour une circulation structurée des compétences plutôt que pour une limitation de la mobilité. Matiti Mbuta Didier propose pour sa part une lecture d'ensemble des migrations en Afrique, phénomène multiforme que façonnent les conflits, les changements climatiques, la pauvreté et la quête d'opportunités économiques. Son article montre que ces mouvements ouvrent des perspectives de développement économique et social, notamment par les transferts de fonds et les échanges culturels, mais qu'ils posent aussi des défis de sécurité, d'intégration et de protection des droits humains. L'auteur appelle ainsi à une gestion concertée et inclusive, associant les États, les organisations régionales et les acteurs non étatiques.

Ces cadres généraux trouvent un prolongement concret dans deux études consacrées aux apports de la diaspora aux ménages kinois. Lubanza Mananasi Symphorien examine l'achat de médicaments spécialisés comme l'un des facteurs des transferts d'argent des Congolais d'Europe vers Kinshasa. À partir d'entretiens semi-directifs menés auprès de vingt chefs de ménage des communes de Lemba et de Masina, l'étude montre que les envois répondent à des motivations

multiples, parmi lesquelles les dépenses de santé occupent une place importante, les médicaments étant souvent difficiles d'accès ou coûteux en RDC. Ces fonds servent également à couvrir l'alimentation, l'éducation, le logement et les situations d'urgence. La diaspora apparaît ainsi comme un acteur économique majeur, qui renforce la capacité des familles restées au pays à faire face à leurs besoins essentiels. Kilau Nkangula Augustine et Mutombo Masuta Anaclet s'intéressent, quant à eux, à une pratique plus singulière : l'envoi de glacières de nourriture à l'extérieur de la RDC. Leur contribution met en lumière le long circuit qui mène de la production à la consommation et la multitude d'acteurs, souvent invisibles, qu'il mobilise : producteurs, vendeurs, acheteurs, débrouillards, aides, nettoyeurs de légumes, pileurs de feuilles de manioc, fabricants et vendeurs de mortiers et de pilons, manufacturiers, industriels. L'envoi d'une glacière apparaît ainsi comme bien plus qu'un geste familial : c'est une activité génératrice de revenus, qui irrigue toute une économie locale.

La dimension sociale et symbolique de ces échanges est au cœur de la contribution de Makukila Kihosambuta Garry. L'auteur observe que les Congolais sont nombreux à s'établir hors de leur pays à la suite de déséquilibres politiques, démographiques et socio-économiques, mais qu'ils « voyagent avec leur équipement culturel » et contribuent au développement du pays à distance, par des transferts d'argent et de biens, ainsi que par les connaissances, les expériences et les compétences acquises dans les pays d'accueil. Sur le plan sociologique, ces apports manifestent une solidarité à l'égard des compatriotes restés au pays. L'auteur y voit une « citoyenneté à distance » et qualifie cette diaspora de « migration sans déracinement ». Il la présente non comme une diaspora « au rabais », mais comme une diaspora en pleine construction. Cette réflexion trouve un écho dans l'étude d'Eder Kitapandi Luzau consacrée aux jeunes femmes congolaises en diaspora. Fondée sur une démarche qualitative qui mobilise la sociologie des migrations, la théorie de la reconnaissance et les perspectives transnationales, l'étude analyse les mécanismes qui favorisent le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale. Elle montre que,

malgré les discriminations et les obstacles structurels, ces jeunes femmes mobilisent leurs ressources éducatives, professionnelles, relationnelles et entrepreneuriales pour construire des trajectoires d'intégration. Elles contribuent ainsi au développement des sociétés d'accueil comme à celui de la RDC. L'article plaide en faveur d'une gouvernance inclusive, qui valorise leurs compétences, leur engagement citoyen et leur rôle dans le développement transnational.

Pris dans leur ensemble, les articles de ce numéro dessinent une image nuancée de ce que les migrants congolais apportent à leur pays. Cet apport prend des formes variées : transferts financiers, envois de biens, circulation des savoirs, engagement citoyen, dynamiques de reconnaissance. Il s'inscrit dans des contextes marqués par des contraintes, qu'il s'agisse des inégalités mondiales dans l'accès aux talents, de la fragilité institutionnelle ou des discriminations. La valeur de la diaspora ne se réalise donc pleinement que si des institutions et des politiques publiques sont capables de l'accompagner. Une même question traverse ainsi ce numéro : comment faire de liens souvent informels, enracinés dans la solidarité familiale, des ressources durables pour le pays, sans nier ce qu'ils doivent aux acteurs eux-mêmes ? C'est précisément dans cette tension entre mobilité et attachement, entre ressources individuelles et institutions collectives, entre expériences locales et dynamiques mondiales, que les sciences sociales trouvent l'un de leurs objets privilégiés. Les contributions réunies dans ce numéro invitent à poursuivre la réflexion à partir des réalités congolaises elles-mêmes, en donnant toute leur place aux pratiques, aux expériences et aux savoirs des migrants et de leurs familles.

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 15-34

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.1

On a joué avec le cœur : la diaspora congolaise et les liens avec le pays

par Julie Ndaya Tshiteku

Abstract

This article examines the Congolese diaspora, its historical formation, geographical distribution and continuing relationships with the Democratic Republic of the Congo. It situates migration within colonial mobilities, independence, economic and political crises, and changing European immigration policies. It outlines the diversity of contemporary Congolese communities, including successive generations, students, workers, refugees and entrepreneurs. Drawing on studies and statistical sources, the article highlights the predominance of African destinations, while identifying Europe as an area of settlement. Finally, it considers remittances, associations, religious networks and political and cultural mobilizations as ways through which diaspora members maintain connections with their country of origin.

Résumé

Cet article examine la diaspora congolaise, son histoire, sa répartition géographique et ses liens avec la République démocratique du Congo. Il retrace les migrations, des mobilités coloniales aux départs provoqués par les crises économiques et politiques et les changements des politiques migratoires européennes. Il décrit la diversité des communautés à l'étranger : générations, étudiants, travailleurs, réfugiés et entrepreneurs. À partir de travaux et de données statistiques, il souligne la prédominance des destinations africaines et l'importance de

l'Europe. Enfin, il étudie les transferts de fonds, les associations, les réseaux religieux et les mobilisations qui entretiennent les liens avec le pays d'origine.

Introduction

Interviewé après le match de huitième de finale de la Coupe du monde 2026, Lionel Mpasi, gardien de l'équipe congolaise, les Léopards, déclarait : « Nous avons joué avec le cœur, on s'est battu, on est en mission pour le pays. On a marqué l'histoire, notre génération sera gravée à jamais dans l'histoire du Congo » (Leduc, 2026). Cette performance marquait un retour historique, 52 ans après l'unique participation du pays encore sous le nom de Zaïre au mondial, en 1974. Par ces mots, le jeune joueur met l'accent sur l'attachement plus que sur le jeu. Il exprime la transmission d'un lien patriotique envers un pays où il n'est pas né et n'a pas grandi, et que ses parents ont probablement quitté il y a plus de trente ans. En effet, lorsqu'on examine qui sont les jeunes joueurs de l'équipe nationale congolaise, on s'aperçoit que plusieurs sont nés et ont grandi dans les grands foyers de la diaspora congolaise, en France, en Belgique et en Grande-Bretagne, à des milliers de kilomètres du pays qu'ils défendent. Ils forment la deuxième génération de migrants congolais en Occident, mais le lien avec le Congo reste présent.

Cet exemple du patriotisme, transmis par les parents aux jeunes joueurs illustre le lien permanent que les Congolais de l'étranger maintiennent avec leur pays d'origine.

Dans cet article, nous présenterons d'abord les caractéristiques de la diaspora en général. Nous nous pencherons ensuite sur la diaspora congolaise, son histoire migratoire ou le contexte de la migration et, en troisième lieu, nous esquisserons les liens qu'elle maintient avec le pays.

Diaspora: origine et extension du terme

Le terme « diaspora » vient du grec *diaspeirein* (« disperser », de *dia*, « à travers », et *speirein*, « semer »). Il désigne la dispersion. Le mot a d'abord servi à nommer la dispersion du peuple juif hors de la Palestine, puis il a été appliqué aux Arméniens et aux Grecs, avant d'être étendu à de nombreux groupes à partir des années 1980-1990. Son usage s'est enfin élargi aux Africains vivant à l'extérieur de leur pays (Kaké, 1976).

Les travaux de chercheurs sur la diaspora, par exemple ceux de Clifford (Clifford, 1994, p. 3, 1997) et de Safran (1991, p. 83-84) ont montré que la langue et la religion unissent la diaspora. Selon l'approche classique de Safran, le mot « diaspora » renvoie à une minorité dispersée à partir d'un « centre » vers des lieux périphériques. Cette minorité conserve une mémoire ou un mythe collectif de la terre d'origine, a le sentiment de ne pas être pleinement acceptée dans le pays d'accueil, rêve d'un retour, s'engage pour le maintien de la patrie d'origine et définit sa solidarité par la relation continue avec celle-ci.

L'une des spécificités est alors la reproduction, dans le pays d'exil, des expériences valorisées du pays d'origine, par le maintien de la langue et par le regroupement dans des associations. Au sein de celles-ci, les personnes peuvent reproduire, maintenir et transmettre aux générations futures les traditions et la mémoire collective. C'est pourquoi Clifford utilise l'expression *home away from home* pour désigner les associations de migrants (Clifford, 1994, 1997; Ndaya Tshiteku, 2003, 2008; Safran, 1991). Et selon Clifford, la culture de la migration est une culture hybride. Le déplacement donnerait lieu à la création d'un nouveau produit culturel, d'une nouvelle identité hybride, configuration des idiomes de la culture du pays d'accueil et de ceux du pays d'origine. C'est cette identité qu'Assayag & Bénéï (2000, p. 18) nomment *hyphenated identities*, ou « identités à trait d'union ». Le contact avec l'étranger provoquerait ainsi une interaction qui met en marche un jeu de sélection, c'est-à-dire de rejet et d'appropriation

d'idées locales et mondiales. C'est pourquoi les notions de continuité et de discontinuité sont aussi mobilisées à propos de la culture diasporique. Et pour sa part, Sheffer (1986, 2003) considère les migrants comme une minorité ethnique qui vit et agit dans des pays d'accueil tout en gardant des liens sentimentaux et matériels forts avec leur pays d'origine. Il appelle « diasporisme » l'ensemble des caractéristiques structurelles, organisationnelles et comportementales de ces communautés vivant à l'étranger et entretenant des liens particuliers avec leur pays d'origine (Sheffer, 2003, p. 10, 12). Dans un sens élargi, Cohen (1997) insiste sur la dispersion, sur les liens avec la patrie et sur la conscience collective du groupe. Brubaker (2006) ajoute l'orientation vers un lieu d'origine réel ou imaginé et le maintien d'une frontière par rapport à la société d'accueil, et voit dans la diaspora moins un groupe fixe qu'une catégorie de pratique et un positionnement. On peut dire qu' une diaspora est un ensemble de personnes issues d'une dispersion à partir d'un lieu d'origine, qui entretiennent, réellement ou symboliquement, une conscience collective et des liens avec ce lieu d'origine et entre elles, par-delà les frontières des États. Cette conscience collective suppose des pratiques durables avec l'origine et des formes d'organisation. Le concept est toutefois critiqué parce qu'il suppose une unité de l'identité d'origine (Brubaker, 2006). Mais selon nos recherches antérieures (Ndaya Tshiteku, 2008), c'est le maintien des liens avec le pays, comme l'illustre l'engagement des jeunes joueurs, qui fait des Congolais de l'étranger un ensemble, même si les motifs de départ et les pays de résidence sont diversifiés comme nous l'aborderons dans cet article.

La grande migration des Congolais

La migration congolaise vers l'Europe, présentée à tort comme un phénomène récent, s'inscrit dans une histoire faite de ruptures et de recompositions successives. Elle reste aussi minoritaire : la majorité des Congolais qui migrent se déplacent à l'intérieur du continent. Retracer ses phases permet de comprendre que les flux actuels sont le produit de

liens coloniaux, de besoins économiques, de conflits et de politiques migratoires changeantes.

Héritage colonial et indépendances: mobilités limitées mais fondatrices (avant 1945)

Les premiers déplacements sont étroitement liés à la colonisation. Ils concernent surtout des soldats mobilisés dans les deux guerres mondiales, des marins, quelques étudiants et des personnes ramenées du Congo en Belgique pour être exposées, comme lors de l'exposition universelle. Les effectifs sont faibles, mais ces mobilités créent des liens durables entre anciennes métropoles et colonies : la langue, les réseaux familiaux et les circuits administratifs orienteront les flux des décennies suivantes. La migration est alors surtout masculine. Les relations entre la RDC et la Belgique ont très tôt créé des circulations d'étudiants, de fonctionnaires, de religieux et d'autres membres des élites. La Belgique a donc historiquement constitué le principal point d'ancrage européen de la migration congolaise (Demart, 2013)

Les Congolais ont aussi été massivement recrutés, souvent de force, comme soldats et porteurs durant les deux guerres mondiales, au sein de la Force publique, l'armée coloniale du Congo belge créée en 1885. Dès l'entrée en guerre, la Belgique la mobilise pour défendre sa colonie et attaquer les positions allemandes en Afrique centrale et orientale. Environ 260 000 à 300 000 Congolais sont engagés au total, soldats et porteurs confondus (Nongo, 2018). Entre 1914 et la fin de 1917, on dénombre 1 895 soldats et 7 124 porteurs congolais morts au combat ou d'épuisement (État-Major de l'Armée, Section de l'Historique, 1932). Le rôle des porteurs, souvent réquisitionnés de force pour transporter armes et vivres sur des terrains sans routes, a été particulièrement meurtrier et largement passé sous silence dans les récits officiels.

Durant la Seconde Guerre mondiale, la Force publique congolaise participe activement aux opérations alliées en Afrique

orientale. Lors de la campagne d'Éthiopie, qui culmine avec la capitulation italienne à Saïo, le 3 juillet 1941, les troupes belgo-congolaises contribuent à la capture de milliers de soldats italiens, dont 370 officiers (Kesteloot, s. d.).

Les contingents congolais sont ensuite déployés au Nigeria, en Égypte et en Palestine. Parallèlement, une unité médicale belgo-congolaise intervient à Madagascar, à Ceylan et en Birmanie aux côtés des forces britanniques (Mbungu Nkandamana, 2008).

À la veille de la guerre, la Force publique compte environ 15 000 à 18 000 hommes, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers de porteurs (Mbungu Nkandamana, 2008).

Les indépendances et le choc pétrolier. crises politiques et économiques

Après l'indépendance de 1960, les migrations se diversifient progressivement. Les étudiants constituent une composante importante des flux vers la France et la Belgique, et des travaux historiques montrent l'importance de la présence d'étudiants congolais en France autour de l'indépendance (Blum-Le Coat, 2005). Le choc pétrolier de 1973, suivi d'une récession économique et d'une hausse du chômage, marque un tournant dans les politiques migratoires européennes. À partir de 1973-1974, la plupart des pays d'Europe occidentale mettent fin au recrutement actif de travailleurs étrangers ou imposent des restrictions importantes à l'immigration de travail (OECD & European Union, 2016; Van Mol & de Valk, 2016).

Et pour les Congolais, c'est entre 1970-1980, puis surtout dans les années 1990 que, suite aux crises économiques, politiques et militaires que la migration fut importante qu'elle s'est aussi fortement modifié les trajectoires migratoires. Les travaux de l'OCDE (2001) montrent que les flux vers les pays occidentaux ont augmenté à partir du milieu des années 1990, tandis que les destinations se sont

diversifiées. La Belgique est restée centrale, mais la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et le Royaume-Uni ont pris une importance croissante. En effet, Mobutu avait progressivement perdu le soutien de ses alliés occidentaux. Les mesures d'assainissement exigées par les bailleurs de fonds bilatéraux, ainsi que par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, qui ont suivi l'explosion de la dette extérieure, ont contribué à la chute du secteur administratif. Enfin, les pillages de septembre 1991 et de 1993 ont dévasté une partie de l'appareil industriel et commercial de Kinshasa et d'autres villes du pays, portant un coup fatal à une économie déjà agonisante (Devisch, 1996).

À la fin des années 1980, l'économie zaïroise était en décomposition et le Congo semblait ingouvernable. L'atmosphère était au « sauve-qui-peut ». Chaque personne qui pouvait se le permettre venait s'ajouter à la foule qui se bousculait nuit et jour devant l'ambassade de Belgique à Kinshasa, avec l'espoir de transmettre son dossier et de voir un jour son nom inscrit sur la liste de ceux qui avaient reçu un visa (Ndaya Tshiteku, 2008). L'Europe attire les Congolais, peu importe le pays et sa politique envers les étrangers, dont ils ne s'aperçoivent que plus tard : il faut d'abord arriver en Europe, puis s'orienter à partir de là. Pour des raisons historiques et par facilité linguistique, les Congolais ont toujours préféré s'établir dans les pays francophones. La Belgique exerce encore une forte attraction en raison de ses liens historiques avec le Congo. La présence en Belgique d'un grand nombre de ressortissants congolais (environ 22 000 selon les estimations de 1995) n'a donc rien d'exceptionnel. Mais au cours des dernières décennies, les difficultés d'obtention du permis de séjour en Belgique ont réorienté une partie des candidats vers d'autres pays. Et en outre, avec la fin de la guerre froide et les conflits qui secouaient plusieurs régions africaines, l'asile devient une voie d'entrée importante. Parallèlement, la migration étudiante et qualifiée s'accroît, nourrissant le débat sur la « fuite des cerveaux ». Les destinations se diversifient : l'Espagne, l'Italie et le Portugal, longtemps pays d'émigration, deviennent des pays d'accueil. Dans le même temps,

l'espace Schengen renforce le contrôle des frontières extérieures et les voies légales se réduisent, ce qui pousse une partie des candidats vers des routes irrégulières à partir du milieu des années 2000. Et à partir de cette période, le flux migratoire des Congolais a connu aussi une diversification et deuxième génération. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'une population de migrants récemment arrivés. La « diaspora congolaise » ne constitue pas un groupe homogène. Mais elle comprend notamment :

- des personnes arrivées enfants en Europe, et d'autres nées en Europe de parents congolais ;
- des familles installées depuis plusieurs décennies ou plusieurs générations ;
- des étudiants et des chercheurs ;
- des travailleurs et des entrepreneurs ;
- des réfugiés et des demandeurs d'asile ;
- des artistes, des musiciens et des acteurs du monde culturel ;
- des personnes ayant acquis la nationalité du pays d'accueil ;
- des associations communautaires, religieuses et professionnelles ;
- une nouvelle génération de jeunes nés ou ayant grandi en Europe, souvent à cheval entre plusieurs identités culturelles.

Un projet migratoire qui demeure

Aujourd'hui encore, malgré les politiques de plus en plus hostiles à l'égard des migrants dans les pays d'immigration, où ils sont souvent considérés comme des boucs émissaires des problèmes sociaux, malgré les drames humains relayés par les médias et malgré la marginalisation que rencontrent les migrants congolais de retour au pays, le désir de « voyager », de quitter le pays, demeure un projet majeur pour de nombreux Congolais. (Eriksson Baaz, 2015)

Les mauvaises conditions socio-économiques (bas salaires, chômage, sous-emploi, pauvreté) exacerbent les dynamiques

migratoires. S'y ajoutent des facteurs politiques et sociaux, comme la corruption, le népotisme et la mauvaise gouvernance, qui influencent fortement la décision d'émigrer. Depuis 2016, la migration légale (étudiants, travailleurs qualifiés, professionnels de santé) reste importante et alimente à la fois des opportunités pour les pays d'accueil et des inquiétudes sur les départs de compétences. (Flahaux & Schoumaker, 2016)

C'est donc davantage une diaspora transgénérationnelle qu'une simple population immigrée. La vie des Congolais présents en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord et ailleurs se caractérise par des circulations constantes de personnes, de biens, de valeurs, de pratiques et de références identitaires entre les espaces d'origine et les sociétés d'accueil.

On peut dégager de tout ceci quatre constats au sujet de la dispersion des Congolais dans le monde. Les flux suivent les liens historiques et économiques : les diasporas s'installent là où existent des langues, des réseaux et des besoins de main-d'œuvre. Ensuite, chaque durcissement des politiques migratoires a transformé les trajectoires plutôt que de les faire cesser, avec des routes plus longues, plus coûteuses et plus dangereuses. La migration congolaise ne se réduit ni à la traversée maritime ni à l'urgence humanitaire : elle inclut des étudiants, des travailleurs, des familles et des entrepreneurs qui construisent des espaces transnationaux entre les deux continents. Et enfin, la diaspora ne fonctionne pas uniquement comme une communauté tournée vers le Congo: elle participe aussi à la production de la ville européenne elle-même.

Ampleur et répartition

On ne connaît pas exactement le nombre de Congolais vivant à l'étranger, car beaucoup ne sont pas enregistrés. En dehors des déplacés internes, estimés à environ 6,9 millions de personnes, environ 2,1 millions de personnes nées en RDC vivent à l'étranger, soit environ 2 % de la population totale du pays. Cela fait des migrants congolais la

36e plus grande diaspora au monde (United Nations, 2025). En 2024, l'ONU estime à environ 2 millions le nombre d'émigrants originaires de RDC dans le monde.

Certaines organisations humanitaires et certains médias évaluent la taille de la diaspora entre 500 000 et 2 millions de personnes, voire entre 3 et 6 millions. Ils précisent que le chiffre réel est probablement bien plus élevé dans les pays africains voisins.

De plus, suivant le rapport de l' ONU (2025) contrairement à une idée répandue, la majorité des Congolais vivant hors de RDC ne se trouve pas en Europe. La grande partie vit dans les pays africains voisins, notamment en Ouganda (environ 637 000), au Rwanda (environ 236 000), au Burundi (environ 224 000) et au Congo-Brazzaville (environ 168 000)) et en Afrique du Sud.

Les Congolais en Europe

Il n'existe pas de chiffre unique fiable pour « les Congolais d'Europe ». La meilleure façon de procéder est d'examiner séparément chaque pays et de préciser ce que mesure chaque statistique. Il faut aussi éviter de considérer l'Europe occidentale comme l'unique espace de la diaspora, comme on l'a vu plus haut. Il est à noter d'abord que la Belgique reste un centre historique majeur, en raison de l'histoire coloniale, des liens linguistiques et des migrations politiques, étudiantes, familiales et économiques. Une estimation fondée sur l'International Migrant Stock (United Nations, 2025) donne environ 88 900 personnes originaires de RDC vivant en Belgique. Ce chiffre porte sur les personnes nées en RDC et n'inclut pas leurs enfants nés en Belgique. La réalité sociale de la communauté est donc plus importante que ce seul chiffre. Bruxelles est la capitale historique et symbolique de cette diaspora, en particulier le quartier de Matonge. Les recherches de la VUB (Swyngedouw & Swyngedouw, 2009) décrivent Matonge comme un espace où se croisent les dimensions locales, européennes et transnationales de l'identité congolaise.

La France, autre grand pôle

La France est devenue progressivement un autre grand centre de la diaspora congolaise. Les sources donnent des chiffres différents : environ 83 700 personnes de RDC en 2022 selon les données du ministère de l'Intérieur (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2026) mais 92 774 immigrés nés en RDC selon l'Insee pour la même année. (Institut national de la statistique et des études économiques, 2025) Cette différence illustre un problème méthodologique : « personne née en RDC » et « ressortissant congolais » ne sont pas des catégories identiques. Ces chiffres ne comprennent pas les descendants nés en France. En 2024, la France a enregistré 4 400 nouveaux immigrés nés en RDC, soit 1,4 % de l'ensemble des immigrés entrés cette année-là. (Institut national de la statistique et des études économiques, 2025)

Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni et autres pays

L'Allemagne possède une communauté congolaise plus petite que celles de la France ou de la Belgique, mais établie de longue date. Les statistiques allemandes recensaient déjà plus de 14 800 ressortissants de la RDC en 2000. Leur nombre était d'environ 9 700 en 2022. (Statistisches Bundesamt (Destatis), 2026) Les chiffres actuels doivent toutefois être lus avec précaution, car les naturalisations font qu'une partie des personnes d'origine congolaise n'apparaît plus dans les statistiques de nationalité. Les Pays-Bas ont constitué à partir des années quatre-vingt-dix une autres pôles de la migration congolaise. L'orientation vers ce pays s'expliquait par le climat socio-économique du Congo de l'époque alors en proie aux pillages. Selon une enquête effectuée en 1999 il y avait aux Pays-Bas 4462 personnes de nationalité congolaise (Ndaya Tshiteku, 2008, p. 39). Cette population se plaçait en sixième position parmi le nombre d'Africains recensés sur le territoire néerlandais. Environ 40% s étaient constitué des femmes

Mais à cause des barrières linguistiques ce nombre n'a pas augmenté. Les statistiques néerlandaises (Centraal bureau voor de statistiek, s. d.) ont enregistré en 2025, 190 arrivées de personnes nées en RDC et 14 départs, soit un solde migratoire de 176 personnes. Ce chiffre est un flux annuel, et non la taille de la diaspora congolaise néerlandaise. En 2026, le CBS enregistrait un total de 4651 personnes nées en RDC sur le sol néerlandais. En plus 5286 personnes dont une ou deux parents sont nées en RDC. 1462 personnes ont la nationalité congolaise. Et enfin, le Royaume-Uni constitue un autre pôle important, particulièrement à Londres. La diaspora congolaise britannique a développé des formes particulières d'engagement associatif, religieux, politique et numérique. Des recherches de Gabin et Godin (2013) et montrent le rôle des associations de femmes, des jeunes, des organisations religieuses et des militants de première génération.

On trouve également d'importantes communautés en Italie, en Espagne, au Portugal, en Suède et au Luxembourg, entre autres, où les communautés sont plus dispersées, avec des concentrations dans certaines grandes villes.

Un capital social pour le pays: des liens qui demeurent

Les liens de la diaspora congolaise avec le pays demeurent. Elle transmet ce patriotisme à ses enfants par l'éducation, comme le montre l'introduction de cet article. Diverses pratiques illustrent aussi le dynamisme des Congolais de l'étranger dans leurs relations avec la RDC. Le transfert de fonds, aussi appelé « rémittence, Mindanda (2000) en est un exemple. Pour de nombreux ménages en RDC, les transferts de fonds de la diaspora constituent une source importante de ressources pour l'économie congolaise. Ils contribuent directement au revenu des ménages et représentent un flux financier complémentaire à l'aide publique au développement et à l'aide humanitaire internationale. Leur importance économique est également soulignée par le rapport *The State of the Humanitarian System* (ALNAP, 2022, p. 72), qui compare

les transferts de fonds aux différents flux financiers internationaux destinés à la RDC.

Selon la Banque mondiale les Congolais vivant à l'étranger ont envoyé environ 3,3 milliards de dollars en 2023. C'est ainsi qu'à l'approche des fêtes de fin d'année, on observe une fréquentation accrue des agences de transfert d'argent disséminées à travers la RDC, telles que Western Union, Ria, M-Pesa et Orange Money. Ces agences sont submergées par des personnes venues recevoir l'argent envoyé par leurs proches vivant à l'étranger, afin de leur permettre « de bien fêter », comme le disent les expéditeurs. Grâce à la rémittence, les migrants financent régulièrement : les besoins primaires : nourriture, loyer, factures d'eau et d'électricité ; la scolarité et les soins médicaux ; le logement et la construction de maisons ; les événements familiaux ; des projets commerciaux ; des activités religieuses ou communautaires.

Une grande partie de la diaspora investit aussi dans l'immobilier, le commerce, le transport, l'agriculture, la restauration, les services, l'import-export, la technologie et l'éducation.

En dehors de la rémittence, les associations se multiplient et constituent l'une des infrastructures essentielles de la diaspora. On trouve notamment. On peut citer des associations de ressortissants d'une ville ou d'une province ; des associations de femmes ; des organisations de jeunes ; des associations professionnelles ; des organisations religieuses, dépendances d'Églises créées au Congo ; des associations humanitaires ; des structures culturelles ; des organisations politiques ou militantes. Elles assurent un soutien aux nouveaux arrivants et sont régulièrement engagées dans la collecte de fonds pour la RDC.

Mais les organisations religieuses, comme les églises de réveil constituent des espaces de socialisation, d'entraide, de transmission culturelle, de rencontres, de soutien aux nouveaux arrivants et de création de réseaux professionnels (Ndaya Tshiteku, 2008, 2024). Dans son étude consacrée aux Congolais de Bruxelles et des Pays Bas, Ndaya

constate que certaines Églises pentecôtistes jouent un rôle dans l'insertion sociale et professionnelle, par l'intermédiaire de réseaux et d'aide sociale. Ces communautés religieuses peuvent donc fonctionner simultanément comme institution religieuse, réseau social et infrastructure communautaire.

Mais les liens des Congolais avec leur pays d'origine ne se limitent pas à l'aide financière. À travers diverses actions et associations, ils se mobilisent, où qu'ils se trouvent, autour des enjeux nationaux. Ils font entendre la voix du Congo et assurent sa reconnaissance internationale, y compris dans le monde académique, comme dans le cas de V.-Y. Mudimbe (Mbima Kutwela, 2025). Ils s'allient aussi à d'autres minorités en organisant des manifestations ou en y participant pour dénoncer une cause ou une injustice (Ndaya Tshiteku & van Kessel, 2009).On peut citer la mobilisation sans précédent en soutien à Charles Onana lors du procès intenté contre lui en décembre 2024 à Paris à propos de son livre *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise : Quand les archives parlent* (2019)

De plus, ce type de mobilisation se sont rendues possibles et s'intensifient grâce à la démocratisation d'internet. Les Congolais créent des stations de radio et de télévision qui diffusent de l'information sur le Congo et mobilisent les compatriotes autour d'une cause qui concerne le pays, surtout politique. Le développement et la pénétration d'internet en RDC donnent aussi à la population l'accès à une base quasi illimitée de ressources numériques. Internet y est aujourd'hui le principal moyen de communication et d'échange entre les Congolaises de l'étranger, et il est devenu une véritable arme de combat pour de « nouveaux types de Congolais ».

Et ceci n'est toutefois pas nouveau. La diaspora congolaise entretient depuis longtemps un rapport très fort avec la politique de la RDC sous différentes formes : des manifestations et lobbying ; des campagnes médiatiques ; le financement d'initiatives ; soutien à des candidats ou à des mouvements… Il n'existe cependant pas de position

politique unique de la diaspora congolaise. On observe plutôt une sphère politique diasporique fragmentée entre générations, ethnicités, organisations religieuses, femmes.

« Nous portons le Congo, mais nous n'avons ni voix ni droits »

Si les Congolais de l'étranger ont développé une dynamique qui place le Congo au centre de leurs activités, leur voix, malgré leurs apports, n'est pas écoutée. Suivant les premières observations, plusieurs personnes se plaignent des difficiles démarches administratives pour par exemple obtenir un passeport pour soi-même ou pour ses enfants. Le droit de vote est presque inexistant et l'accompagnement lors du retour au pays est nul. Ils sont, dans la plupart des cas, victimes de discriminations lorsqu' ils désirent s'insérer dans les circuits professionnels, car ils n'ont pas « inhalé les gaz lacrymogènes » utilisés lors des manifestations politiques, comme disent les Congolais. On les discrimine selon l'affiliation politique ou ethnique. On les nomme péjorativement *diassa diassa* ou encore les oiseaux pour exprimer qu'ils sont des profiteurs. Il n'existe pas non plus des avantages qui permettrait à la diaspora de réduire les frais d'envoi et de les capter au profit des caisses publiques.

Conclusion

Dans cet article, nous avons montré l'importance de la diaspora congolaise dans le monde. Sans entrer dans le détail, nous avons présenté les motifs d'émigration et quelques-uns des liens qu'elle entretient avec le pays. Les pratiques diasporiques montrent combien les ressortissants congolais à l'étranger sont précieux pour le Congo. Cette diaspora dispose de nombreux atouts, avec des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs pays européens. C'est un capital humain, qui comprend des diplômés, professionnels, entrepreneurs ; C'est un capital économique qui transfert l'argent, les entreprises et les investissements ; c'est un capital culturel qui s'inspire de la musique, de la mode, de la gastronomie, et des médias pour donner l'impulse et

renouveler ces secteurs en RDC; c'est un capital relationnel des réseaux familiaux, religieux et professionnels.

Mais ces ressources sont souvent dispersées. Il s'agit d'une diaspora très influente individuellement, sans être nécessairement très coordonnée collectivement. Par ailleurs, la majorité des transferts privés ne sont pas destinés à des investissements à long terme : ils servent d'abord à faire vivre les familles et à répondre aux besoins quotidiens.

La RDC semble pas vouloir utiliser au maximum ce capital humain. Il y a même de plus en plus mise en cause des diplômes acquis à l'étranger, refus d'un espace d'expression libre et indépendant. Des lois ont été adoptées ces dernières années pour réguler le secteur, mais leur applicabilité reste floue.

Les recherches approfondies sur l'importance de la diaspora congolaise sont très importantes. Elles permettraient de mieux comprendre sa précieuse pour la RDC, afin de sensibiliser les politiques et les organisations à mettre au service du pays ce capital humain.

BIBLIOGRAPHIE

ALNAP. (2022). *The state of the humanitarian system, 2022 edition*. ALNAP/ODI.

Assayag, J., & Bénéï, V. (2000). À demeure en diaspora : Asie du Sud, Europe, États-Unis. *L'Homme*, *156*. https://doi.org/https://doi.org/10.4000/lhomme.152

Blum-Le Coat, J.-Y. (2005). *Les étudiants congolais en France à l'époque de l'indépendance*. https://doi.org/10.3406/homig.2005.4368

Brubaker, R. (2006). The "diaspora" diaspora. *Ethnic and Racial Studies*, *28*(1), 1-19. https://doi.org/https://doi.org/10.1080/0141987042000289997

Centraal bureau voor de statistiek. (s. d.). *Population ; sexe, âge et nationalité au 1er janvier* [Jeu de données]. CBS StatLine. Consulté 18 novembre 2026, à l'adresse https://opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/nl/dataset/85510NED/table

Clifford, J. (1994). Diasporas. *Cultural Anthropology*, *9*(3), 302-338.

Clifford, J. (1997). *Routes : Travel and translation in the late twentieth century*. Harvard University Press.

Cohen, R. (1997). *Global diasporas : An introduction*. UCL Press.

Demart, S. (2013). Congolese migration to Belgium and postcolonial perspectives. *African Diaspora*, *6*(1), 1-20. https://doi.org/https://doi.org/10.1163/18725457-12341239

Devisch, R. (1996). Le pillage de Jésus : Les églises de guérison et la villagisation de Kinshasa. In G. de Villers (Dir.), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique* (p. 91-138). L'Harmattan ; CEDAF ; ASDOC.

Eriksson Baaz, M. (2015). Successive flops and occasional feats : Development contributions and thorny social navigation among Congolese return migrants. In L. Åkesson & M. Eriksson Baaz (Éds.), *Africa's return migrants : The new developers?* (p. 23-43). Zed Books.

État-Major de l'Armée, Section de l'Historique. (1932). *La campagne de Mahenge, 1917 ; événements de l'année 1918* (Les campagnes coloniales belges, 1914–1918 3). Ministère de la Défense nationale.

Flahaux, M.-L., & Schoumaker. (2016, avril 20). *Democratic Republic of the Congo : A Migration History Marked by Crises and Restrictions*. Migration Policy Institute. Migration Information Source. https://www.migrationpolicy.org/journal/country-profile/democratic-republic-congo-migration-history-marked-crises-and-restrictions

Garbin, D., & Godin, M. (2013). 'Saving the Congo' : Transnational social fields and politics of home in the Congolese diaspora. *African and Black Diaspora: An International Journal*, *52*(3), 113-130. https://doi.org/https://doi.org/10.1080/17528631.2013.793133

Institut national de la statistique et des études économiques. (2025, juin 26). *IMG1B - Population immigrée par sexe, âge et pays de naissance en2022 − France métropolitaine −Étrangers—Immigrés en 2022 | Insee*. https://www.insee.fr/fr/statistiques/8582067?geo=METRO-1&sommaire=8582090

Kaké, I. B. (1976). *La diaspora noire*. ABC (Afrique Biblio Club).

Kesteloot, C. (s. d.). *Bataille de Saïo (La)*. CegeSoma / Archives de l'État. Belgium WWII. Consulté 18 novembre 2026, à l'adresse https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/bataille-de-saio-la.html

Leduc, B. (2026). *« Nos noms seront gravés dans l'histoire du Congo », Mpasi revient sur la qualification historique de la RDC au Mondial 2026*. https://fr.allafrica.com/stories/202604100208.html

Mbima Kutwela, R. (2025). La fuite des cerveaux en Afrique : Le cas emblématique de V. Y. Mudimbe (RDC). *Le Carrefour Congolais, 10*(3), 117-126. https://doi.org/https://doi.org/10.4314/lcc.v10i3.4

Mbungu Nkandamana, J. (2008). *L'indépendance du Congo belge et l'avènement de Lumumba : Témoignage d'un acteur politique*. L'Harmattan.

Mindanda, M. (2000). Kongolezen : Gemeenschapsvorming door organisaties. In I. van Kessel & N. Tellegen (Éds.), *Afrikanen in Nederland* (p. 147-163). Koninklijk Instituut voor de Tropen; Afrika-Studiecentrum.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2026). *République démocratique du Congo—Relations bilatérales | France Diplomatie*. France Diplomatie. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/republique-democratique-du-congo/relations-bilaterales

Ndaya Tshiteku, J. (2003). Mi-figues, Mi-raisins. Une réponse des Congolaises à travers le mouvement religieux le Combat Spirituel. *ASC seminar*.

Ndaya Tshiteku, J. (2008). *Prendre le bic* [PhD Thesis, Erasmus Universiteit Rotterdam (EUR)]. https://pure.eur.nl/en/publications/2bbd81c2-a3eb-4fae-8274-77ea6d7c8057

Ndaya Tshiteku, J. (2024). *Le combat des mamans : Femmes, thérapies et revendications identitaires en République du Congo*. Morcelliana.

Ndaya Tshiteku, J., & van Kessel, I. (2009). *Afrika is geen speeltuin*.

Nongo, E. (2018). Un autre front : Les officiers, soldats et porteurs des troupes coloniales belges lors de la bataille de Tabora. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, (272), 21-34.

OECD, & European Union. (2016). *Recruiting Immigrant Workers : Europe 2016*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/9789264257290-en

Onana, C. (2019). *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise : Quand les archives parlent*. Éditions du Toucan.

Organisation for Economic Co-operation and Development. (2001). *Trends in international migration : SOPEMI 2001 edition*. OECD Publishing. https://doi.org/https://doi.org/10.1787/migr_outlook-2001-en

Safran, W. (1991). Diasporas in modern societies : Myths of homeland and return. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, *1*(1), 83-99. https://doi.org/https://doi.org/10.3138/diaspora.1.1.83

Sheffer, G. (Éd.). (1986). *Modern diasporas in international politics*. Croom Helm.

Sheffer, G. (2003). *Diaspora politics : At home abroad*. Cambridge University Press.

Statistisches Bundesamt (Destatis). (2026, avril). *Ausländische Bevölkerung nach ausgewählten Staatsangehörigkeiten*. Migration und Integration. https://www.destatis.de/DE/Themen/Gesellschaft-Umwelt/Bevoelkerung/Migration-Integration/Tabellen/auslaendische-bevoelkerung-staatsangehoerigkeit-jahre.html

Swyngedouw, E., & Swyngedouw, E. (2009). The Congolese diaspora in Brussels and hybrid identity formation : Multi-scalarity and diasporic citizenship. *Urban Research & Practice*, *2*(1), 68-90. https://doi.org/10.1080/17535060902727074

United Nations. (2025). *International Migrant Stock 2024 : Key facts and figures*. https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesa_pd_2025_intlmigstock_2024_key_facts_and_figures_advance-unedited.pdf

Van Mol, C., & de Valk, H. (2016). Migration and Immigrants in Europe : A Historical and Demographic Perspective. In B. Garcés-Mascareñas & R. Penninx (Éds.), *Integration Processes and Policies in Europe : Contexts, Levels and Actors* (p. 31-55). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-21674-4_3

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 5 (septembre 2026) pp. 35 - 62

OPEN ACCESS

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.2

CC BY SA

Competitive Globalization and High-Skilled Global Migration: Africa's Structural Disadvantage in the Emerging Knowledge Economy

par Benjamin Mwadi Makengo

Abstract

The contemporary phase of globalization is increasingly shaped by knowledge production, technological innovation and the international mobility of highly skilled professionals. In this context, high-skilled migration has become more than a labour-market phenomenon: it is now a strategic mechanism through which states accumulate human capital, strengthen innovation systems and consolidate their position in the global knowledge economy. This article examines Africa's structural disadvantage in the emerging global competition for talent. Drawing on a qualitative political economy approach and the concept of knowledge-based power, it argues that Africa's vulnerability is rooted in historical dependency, weak research systems, institutional fragility, educational mismatch, limited domestic opportunities and unequal global regimes of talent attraction. Using secondary data from the OECD, UNESCO Institute for Statistics, the World Bank and other international sources, the article shows that although African diasporas contribute through remittances, professional networks and knowledge transfer, these contributions remain insufficient when they are not supported by strong domestic institutions and organized mechanisms of brain circulation. The article therefore reframes brain drain as a form of geopolitical inequality in the knowledge economy: countries that attract and retain skilled professionals accumulate strategic capacity, while countries that lose them without effective reinvestment

mechanisms experience long-term institutional and developmental weakening. It concludes that Africa's priority should not be to prevent mobility, but to transform one-way brain drain into structured brain circulation through stronger universities, research financing, innovation ecosystems, regional talent mobility and strategic diaspora engagement.

Keywords: competitive globalization; high-skilled migration; brain drain; African diaspora; knowledge-based power.

1. Introduction

Globalization has entered a phase in which knowledge production, technological innovation, digital transformation and the mobility of highly skilled human capital are central to state power. Earlier forms of globalization were organized around territory, industrial production, trade, finance and natural resources; the current phase increasingly rewards countries able to produce, retain, attract and mobilize scientists, engineers, doctors, researchers, digital specialists, academics, entrepreneurs and policy experts.

This transformation has intensified competitive globalization: a global order in which states, universities, research centers, firms, platforms and innovation ecosystems compete for strategic talent. High-skilled migration has consequently become a major mechanism in the redistribution of knowledge, productivity and geopolitical influence. Docquier and Rapoport (2012) show that high-skill migration is now a defining feature of globalization, while Brown and Tannock (2009) link the global competition for talent to unequal opportunities in education and labor markets.

Recent data confirm this shift. Permanent-type migration to OECD countries reached 6.5 million people in 2023, a 10% increase compared with 2022 and 28% above the 2019 pre-pandemic level (OECD, 2024). At the same time, research capacity remains highly unequal: in 2023, the world counted about 1,486 researchers per million

inhabitants, compared with 4,358 in Europe and Northern America and only 88 in Sub-Saharan Africa (UNESCO Institute for Statistics, 2026).

Table 1. Global disparities in research capacity and migration attraction

Indicator	Region / Group	Value	Year
Permanent-type migration	OECD countries	6.5 million migrants	2023
Annual increase in permanent-type migration	OECD countries	+10% compared with 2022	2023
Increase compared with pre-pandemic level	OECD countries	+28% compared with 2019	2023
Researchers per million inhabitants	World average	1,486	2023
Researchers per million inhabitants	Europe and Northern America	4,358	2023
Researchers per million inhabitants	Sub-Saharan Africa	88	2023

Source: OECD (2024); UNESCO Institute for Statistics (2026).

The table 1 shows that advanced economies are intensifying talent attraction while Africa enters the knowledge economy with a very weak research base. The gap between Europe and Northern America and Sub-Saharan Africa demonstrates that the global competition for talent is structurally unequal.

Africa therefore faces a strategic paradox. It is young, increasingly urbanized, digitally connected and rich in human potential, but it remains weakly positioned in global knowledge production. Without stronger universities, research financing, innovation ecosystems, industrial policy, institutional stability and attractive professional opportunities, demographic dynamism may generate frustration, unemployment and outward migration rather than strategic power.

The problem is not migration itself. Migration can generate remittances, investment, professional networks, scientific cooperation and diaspora engagement. Remittance flows to Sub-Saharan Africa reached about US$54 billion in 2023 (World Bank, 2024). Yet financial transfers cannot replace the strategic value of doctors in hospitals, lecturers in universities, engineers in industries, researchers in laboratories or policy experts in public administrations. As Saxenian

(2005) argues, diasporas become development assets only when mobility is connected to productive institutions and transnational innovation networks.

The central question of this article is: why does Africa remain structurally disadvantaged in the global competition for highly skilled migration in the emerging knowledge economy? The article argues that Africa's vulnerability results from historical dependency, weak innovation systems, institutional fragility, educational mismatch, limited domestic opportunities and unequal global regimes of talent attraction. Its originality lies in reframing brain drain not only as a development problem or diaspora opportunity, but as a form of geopolitical inequality in which human capital becomes a strategic resource comparable to energy, minerals, technology and military capability.

The article proceeds in nine sections: introduction; literature review and theoretical framework; methodology; Africa's position in successive global transformations; structural causes of disadvantage; sectoral impacts; diaspora engagement; discussion; and conclusion with limitations and policy recommendations.

2. Literature Review and Theoretical Framework

The literature on high-skilled migration has moved from an economic debate on human-capital loss to a broader discussion of global talent competition, diaspora networks and the strategic value of knowledge. The brain drain perspective emphasizes the costs borne by countries of origin when highly educated professionals migrate. For Docquier and Rapoport (2012), skilled emigration can reduce the stock of human capital available to developing countries, especially when strategic sectors are affected and domestic institutions cannot replace or reconnect with those who leave.

The brain gain perspective offers a more conditional view. Stark (2004) argues that the possibility of migration may encourage individuals to invest more in education because skills can generate higher returns abroad. This effect, however, benefits origin countries only when a significant share of trained people remains, returns or maintains productive links with domestic institutions. In Africa, where universities are often underfunded and labor markets narrow, migration aspirations may raise educational ambition without necessarily strengthening national capacity.

The brain circulation approach shifts attention to diaspora networks. Saxenian (2005) shows that skilled diasporas can support development when they link host-country innovation systems to home-country institutions. Meyer (2001) and Kapur (2001) similarly argue that expatriate professionals may contribute through knowledge transfer, scientific cooperation, investment and institutional learning. However, such contributions require organized mechanisms: databases, research partnerships, temporary return programs, investment channels and credible domestic institutions.

The literature on global talent competition further shows that high-skilled migration is not neutral. Advanced economies actively use immigration policies, scholarships, research grants, start-up visas, university rankings and innovation ecosystems to attract skilled workers. Brown and Tannock (2009) and Brown, Lauder, and Ashton (2011) show that the global economy increasingly rewards actors capable of capturing and organizing high-level skills. This creates asymmetry because many developing countries finance education while stronger economies capture part of the long-term value of that human capital.

To connect these debates, this article uses the concept of knowledge-based power, defined as the capacity of states and societies to produce, retain, attract, organize and strategically use human capital for development, innovation, institutional performance and international influence. The framework draws on human capital theory

(Becker, 1964), institutional theory (North, 1990) and innovation-systems literature (Lundvall, 1992; Nelson, 1993). It allows brain drain to be analysed as a geopolitical issue, explains why diaspora contributions remain insufficient without strong institutions, and shows that Africa's challenge is to transform mobility into organized circulation, reinvestment and institutional strengthening.

The article contributes to the literature by linking high-skilled migration to Africa's historical position in globalization and to the redistribution of knowledge power. While existing studies often separate brain drain, diaspora engagement and talent competition, this study argues that these processes are connected: skilled migration transfers strategic capacity from weaker knowledge systems to stronger ones when origin countries cannot retain, attract or reconnect with their own talent.

3. Methodology

This article adopts a qualitative research design grounded in international political economy. Its objective is not to estimate high-skilled migration econometrically, but to interpret the structural conditions that place Africa in a disadvantaged position within global talent competition. Qualitative inquiry is appropriate for analysing complex social and political processes where meaning, institutions and historical context matter (Creswell & Poth, 2018).

The study relies on secondary data from international organizations, academic publications and policy reports, including the OECD, UNESCO Institute for Statistics, World Bank, International Labour Organization, World Health Organization, UNCTAD and African Union. These sources provide evidence on migration, research capacity, remittances, labour-market dynamics, education systems, health workforce shortages, innovation and regional integration. Academic literature supplies the conceptual foundation on brain drain,

brain gain, brain circulation, institutions, human capital and innovation systems.

Table 2. Main categories of sources used in the study

Category	Examples	Contribution
International statistical databases	OECD, UNESCO Institute for Statistics, World Bank, ILO, WHO	Evidence on migration, research capacity, remittances, labour-market trends and health workforce shortages
Policy and institutional reports	OECD migration reports, World Bank briefs, WHO reports, AU documents	Context on public policies, institutional constraints and regional strategies
Academic literature	Docquier & Rapoport; Saxenian; Stark; Kapur; North; Becker; Lundvall	Theoretical foundations on skilled migration, institutions, human capital and innovation systems
Historical and political economy literature	Rodney; dependency theory; development studies	Historical explanation of Africa's structural vulnerability
Comparative regional data	Africa, OECD countries, Europe and Northern America, Sub-Saharan Africa	Comparison with advanced knowledge-producing regions

Source: Author's construction based on the methodological design of the study.

The table 2 summarizes the triangulation of sources. Statistical data establish empirical patterns, policy reports contextualize institutional constraints, and academic literature supports conceptual interpretation.

Three techniques are used. Documentary analysis examines reports, databases, policy documents and peer-reviewed studies related to migration and the knowledge economy; such analysis is appropriate for interpreting institutional discourses and structural trends (Bowen, 2009). Comparative analysis situates Africa in relation to more advanced knowledge-producing regions, particularly OECD countries, Europe and Northern America. Historical analysis connects present vulnerability to colonial extraction, postcolonial dependency, weak industrialization and limited technological transformation.

The analysis proceeds through four stages: Africa's position in successive global transformations; structural factors limiting talent retention and attraction; sectoral effects of high-skilled migration; and the role of diasporas in transforming mobility into brain circulation.

Table 3. Analytical structure of the article

Stage	Main question	Analytical focus
1	How has Africa been positioned in successive phases of globalization?	Historical dependency, industrial marginalization, technological dependency and weak knowledge production
2	Why does Africa struggle to retain and attract skilled professionals?	Institutions, education, research financing, labour markets, innovation systems and global asymmetries
3	What are the consequences of high-skilled migration?	Health, universities, research, technology, public administration and state capacity
4	Can diasporas compensate for brain drain?	Remittances, knowledge transfer, brain circulation, return migration and institutional mechanisms

Source: Author's construction.

The analytical sequence avoids treating migration as an isolated phenomenon. It links history, institutions, labour markets, knowledge systems and diaspora governance.

The study has a continental focus on Africa, with particular attention to Sub-Saharan Africa, where data availability and structural challenges make the issue especially visible. It does not claim that all African countries experience skilled migration in the same way; countries such as South Africa, Nigeria, Kenya, Ghana, Rwanda, Morocco, Senegal and the Democratic Republic of Congo differ in institutional quality, university systems, labour markets, diaspora policies and innovation capacity.

Because it relies mainly on secondary data, the study cannot capture all personal motivations of migrants or internal governmental decision-making processes. It also does not establish statistical causality between institutional weakness and high-skilled emigration. Its contribution is analytical and policy-oriented: it reframes skilled migration as a strategic issue for Africa's development and geopolitical positioning in the knowledge economy.

4. Africa and Missed Global Transformations

Africa's disadvantage in global talent competition must be situated within its historical relationship with major waves of global transformation. From the industrial revolution to the knowledge economy, Africa has often been integrated into global systems as a supplier of raw materials, labour and markets rather than as a center of industrial production, technological innovation or scientific knowledge creation. This matters because skilled migration is linked to how African economies, universities, labour markets and research systems have been structured over time.

During the industrial revolution, Europe consolidated manufacturing, machinery, transport and capitalist accumulation, while Africa was incorporated through colonial extraction. The continent supplied minerals, agricultural commodities and labour, but was not allowed to develop autonomous industrial and technological systems. Rodney (1972) argues that colonialism weakened the conditions necessary for technological and institutional transformation. Education was shaped more toward administration and basic labour needs than toward scientific research, engineering and industrial planning.

After independence, many African states pursued industrialization and modernization, but these efforts were constrained by external dependency, debt, political instability, limited technical capacity and weak institutional continuity. Dependency theorists argue that underdevelopment results from unequal integration into global capitalism rather than from a simple absence of development (Amin, 1976; Frank, 1967). Even where education expanded, many economies lacked the industrial depth needed to absorb engineers, scientists and researchers.

The digital revolution created opportunities through mobile telephony, internet access, digital finance and start-up ecosystems. Examples such as mobile money in Kenya, fintech innovation in Nigeria, digital entrepreneurship in South Africa and ICT policy in

Rwanda show Africa's capacity for innovation. Yet integration remains uneven: broadband access, data centers, artificial intelligence research, advanced computing and high-level technological training are concentrated in a few countries and urban centers. Africa increasingly consumes digital technologies without sufficiently controlling their infrastructure and production systems.

The knowledge economy deepens this challenge because competitiveness now depends on research intensity, innovation ecosystems, high-quality universities, scientific production, technological sovereignty and talent retention. In 2023, Sub-Saharan Africa had only 88 researchers per million inhabitants, compared with 4,358 in Europe and Northern America (UNESCO Institute for Statistics, 2026). The risk is that Africa may reproduce earlier dependency in a new form: exporting not only raw materials, but also highly skilled human capital.

Table 4. Africa's position in successive phases of global transformation

Phase	Dominant source of power	Africa's dominant position	Main structural consequence
Industrial revolution	Manufacturing, machinery, industrial capital	Supplier of raw materials and labour under colonial extraction	Weak industrial base and limited technological autonomy
Postcolonial technological era	Industrial upgrading, research institutions, technical capacity	Consumer of imported technologies and dependent economies	Limited domestic absorption of skilled professionals
Digital revolution	Connectivity, data, platforms and digital infrastructure	Rapid but uneven digital integration	Growth of digital use without sufficient control of digital production systems
Knowledge economy	Research, innovation, human capital and scientific networks	Producer of skilled individuals but weak retainer of strategic talent	Risk of exporting highly skilled human capital and deepening knowledge dependency

Source: Author's construction based on Rodney (1972), Amin (1976), Frank (1967), Lundvall (1992), Nelson (1993), and UNESCO Institute for Statistics (2026).

The table 4 shows a shift from resource dependency to knowledge dependency. Each global transformation created a different

form of vulnerability: extractive, technological, digital and now human-capital dependency.

The central issue is therefore the transition from resource dependency to knowledge dependency. Resource dependency refers to the historical reliance on exporting raw materials with limited domestic transformation; knowledge dependency refers to the weak capacity to produce, retain and use advanced knowledge for national development. When doctors, engineers, researchers, digital specialists, academics and policy experts migrate without structured return, collaboration or reinvestment, the result is not only labour loss but strategic weakening.

5. Explaining Africa's Structural Disadvantage in Global Talent Competition

Africa's disadvantage in global talent competition results from the interaction between weak domestic retention capacity and strong external attraction mechanisms. Skilled professionals leave not only because advanced economies are attractive, but also because many African systems do not provide sufficient conditions for professional development, research, innovation, merit-based careers and long-term stability.

Institutional quality is a major determinant of talent retention. Skilled professionals are more likely to remain where institutions are predictable, transparent, merit-based and capable of rewarding competence. Weak governance, administrative inefficiency, corruption, political interference, insecurity and limited professional recognition reduce incentives to stay. North (1990) argues that institutions structure incentives and reduce uncertainty, while Acemoglu and Robinson (2012) show that inclusive institutions support investment, innovation and participation.

Universities and research institutions are equally central. They train professionals, generate knowledge and sustain intellectual communities, but many African higher education systems remain

underfunded, overcrowded and weakly connected to industry and public policy. Weak laboratories, low academic salaries, limited doctoral training, poor research grants and insufficient digital libraries push academics and researchers toward environments where they can publish, supervise and innovate.

Educational mismatch compounds the problem. Many countries have expanded higher education without sufficient quality assurance, labour-market alignment, technical training, research culture or innovation-oriented curricula. Skills mismatch contributes to unemployment, underemployment and labour-market frustration, especially among young people (International Labour Organization, 2022). In this context, migration becomes both an individual strategy and a symptom of limited domestic absorption.

Talent retention also depends on productive environments. Engineers need infrastructure projects and industries; researchers need laboratories and grants; digital specialists need data infrastructure and venture capital; policy experts need professionalized administrations. As Lundvall (1992) and Nelson (1993) argue, innovation depends on systems, not isolated individuals. Skills become productive only when universities, firms, governments, research institutions and financial actors interact coherently.

Africa's retention problem is intensified by global asymmetries of attraction. Advanced economies use selective immigration policies, scholarships, work permits, research funding, start-up visas and professional recognition systems to attract foreign talent. Brown and Tannock (2009) show that global talent competition reflects unequal opportunities in education and labour markets. The result is an indirect transfer of human-capital value from weaker systems that educate skilled people to stronger systems that employ and reward them.

Finally, weak intra-African mobility limits regional brain circulation. Visa barriers, non-recognition of qualifications, weak

accreditation, linguistic fragmentation and limited research collaboration make it easier for some skilled Africans to integrate into Europe, North America or the Gulf than into another African country. The African Continental Free Trade Area could support a continental market for skills, but this requires qualification recognition, academic mobility, professional accreditation and harmonized visa regimes.

Table 5. Push-pull factors shaping high-skilled migration from Africa

Dimension	Push factors in many African countries	Pull factors in advanced economies	Strategic consequence for Africa
Institutions	Weak governance, corruption, uncertainty and political interference	Predictable institutions, rule of law and professional autonomy	Loss of confidence in domestic careers
Higher education and research	Underfunded universities, weak laboratories and limited research grants	Strong universities, laboratories, grants and doctoral opportunities	Migration of academics, researchers and doctoral graduates
Labour markets	Unemployment, underemployment and narrow opportunities	Higher salaries, specialized jobs and clearer career pathways	Weak absorption of skilled professionals
Innovation systems	Limited venture capital, weak industrial base and fragile technology ecosystems	Innovation hubs, start-up financing and advanced infrastructure	Migration of engineers, digital specialists and entrepreneurs
Professional recognition	Limited meritocracy, slow promotion and patronage	Performance-based careers, global recognition and mobility	Demotivation of qualified professionals
Regional mobility	Visa barriers, non-recognition of qualifications and weak research networks	Easier integration into structured global labour markets	External migration instead of African brain circulation

Source: Author's construction based on North (1990), Brown and Tannock (2009), Docquier and Rapoport (2012), International Labour Organization (2022), Lundvall (1992), Nelson (1993), and UNESCO Institute for Statistics (2026).

The table 5 shows that skilled migration is produced by both domestic constraints and external opportunities. Africa's challenge is not simply to produce talent, but to build institutions and productive systems able to retain, attract and mobilize it.

Africa's structural disadvantage therefore comes from the gap between human potential and institutional absorption. The continent has demographic energy, expanding universities and growing diasporas, but these assets remain insufficient when domestic systems cannot convert

them into scientific, technological and productive capacity. Talent retention should therefore be treated as a strategic development priority involving governance, education, research financing, innovation policy, public administration and regional integration.

6. Impacts of High-Skilled Migration on Africa's Strategic Capacity

High-skilled migration affects Africa beyond the numerical departure of qualified professionals. Its consequences are sectoral, institutional and strategic: when doctors, researchers, engineers, academics, digital specialists or policy experts leave fragile systems, the institutions that provide services, produce knowledge, innovate and govern are weakened.

The health sector is one of the most affected areas. Many African countries already face shortages of doctors, nurses, midwives, pharmacists, laboratory technicians and specialists. The World Health Organization Regional Office for Africa (2026) estimates that the African Region faces a projected shortage of about 5.85 million health workers by 2030. In such conditions, medical migration weakens access to care, disease surveillance, maternal and child health, emergency response and health-system resilience.

Higher education and research are also vulnerable. Universities train future professionals, support national expertise and produce knowledge. When lecturers, doctoral supervisors and researchers leave, teaching quality, postgraduate supervision, publication and institutional continuity decline. The researcher-density gap reported by UNESCO Institute for Statistics (2026) means that even limited losses can be significant in countries with narrow scientific bases.

Technology and digital transformation depend on engineers, software developers, data scientists, artificial intelligence specialists, cybersecurity experts and innovation entrepreneurs. When these

profiles migrate, African economies risk becoming consumers of imported digital technologies rather than producers of local solutions. The problem is not the absence of African talent, but the weakness of ecosystems capable of financing, retaining and scaling it.

Public administration and economic competitiveness are equally affected. Modern states require economists, statisticians, legal experts, planners, diplomats, engineers and policy specialists to design policies, regulate markets, manage public finances and implement reforms. Their migration or underuse reinforces dependence on external consultants and weakens state capacity. In the private sector, the departure of managers, engineers, financial experts and entrepreneurs reduces productivity, industrial diversification and high-value employment creation.

Diasporas partly offset these losses through remittances, investment, professional networks, academic cooperation, medical missions and knowledge transfer. Remittances to Sub-Saharan Africa reached about US$54 billion in 2023 (World Bank, 2024), but financial transfers cannot replace institutional presence. Diaspora contributions become transformative only when organized through research partnerships, temporary return programs, investment vehicles and professional networks.

Table 6. Sectoral effects of high-skilled migration on Africa's strategic capacity

Sector	Skilled profiles affected	Main effects of migration	Strategic implication
Health	Doctors, nurses, pharmacists, specialists and laboratory technicians	Reduced access to care and weaker public health systems	Human security and health resilience are weakened
Higher education	Lecturers, professors, doctoral supervisors and researchers	Lower teaching quality, weak supervision and reduced continuity	Future skilled generations are less effectively trained
Scientific research	Researchers, scientists and laboratory specialists	Decline in research output and dependence on external expertise	Internal knowledge production remains limited
Technology and digital economy	Engineers, software developers, data scientists, AI and cybersecurity experts	Loss of digital expertise and reliance on imported platforms	Technological sovereignty and competitiveness are constrained

Public administration	Economists, statisticians, legal experts, planners and policy specialists	Weak policy design and dependence on external assistance	State capacity and governance performance decline
Private sector and industry	Managers, engineers, entrepreneurs and finance experts	Lower productivity and slow growth of high-value sectors	Economic diversification becomes more difficult
Diaspora contribution	Expatriate professionals and transnational networks	Remittances, knowledge transfer and investment	Positive impact depends on organized brain circulation

Source: Author's construction based on World Health Organization Regional Office for Africa (2026), UNESCO Institute for Statistics (2026), World Bank (2024), Lundvall (1992), Nelson (1993), and Docquier and Rapoport (2012).

The table 6 demonstrates that brain drain affects the institutional foundations of development. Its impact becomes cumulative when several strategic sectors lose skilled professionals at the same time.

The overall effect is cumulative. A country that loses doctors weakens health systems; one that loses academics weakens universities; one that loses researchers weakens innovation; one that loses policy experts weakens state capacity. Mobility becomes beneficial only when supported by return, investment, knowledge transfer and institutional partnerships. Africa's challenge is therefore to move from unmanaged brain drain to organized brain circulation.

7. The Ambivalent Role of African Diasporas

The African diaspora is both a resource and a policy challenge. It contributes through remittances, investment, professional networks, scientific collaboration, entrepreneurship and international visibility, but it cannot automatically compensate for the structural losses created by brain drain. Its value depends on the capacity of African states and institutions to organize diaspora engagement through credible policies, reliable data and long-term mechanisms of knowledge circulation.

Financial transfers remain important because they support households, education, health expenses, housing, small businesses and consumption. Yet their developmental impact depends on the institutional environment. When financial systems are fragile,

investment channels unclear and property rights insecure, diaspora savings rarely become large-scale productive capital. Beyond money, diasporas provide knowledge, skills and networks. Kapur (2001) links diasporas to technology transfer and institutional learning, while Meyer (2001) shows that knowledge networks can move the debate beyond the opposition between brain drain and brain gain.

For diaspora engagement to become strategic, African states must move beyond a remittance-centered approach. Knowledge transfer can occur through visiting professorships, joint research, scientific mentoring, medical missions, technology partnerships, digital teaching, innovation networks and policy advisory platforms. Saxenian (2005) shows that skilled diasporas contributed to regional upgrading in India and China when embedded in transnational networks linking host and home institutions. The lesson for Africa is clear: diaspora expertise becomes productive only when domestic institutions can receive, adapt and use it.

Permanent return is valuable but cannot be the only solution. Low salaries, administrative rigidity, weak meritocracy, political instability, poor research infrastructure and limited career prospects discourage many skilled professionals from returning permanently. Flexible engagement - short-term missions, remote teaching, online supervision, joint publications, temporary return, diaspora investment funds and sectoral networks - is often more realistic. De Haas (2010) emphasizes that migration supports development only under favorable structural and institutional conditions.

Diasporas also have diplomatic and reputational value. They can promote investment, academic cooperation, cultural diplomacy and international advocacy. However, Brinkerhoff (2012) shows that their development impact depends on enabling policies and credible partnerships. African diaspora diplomacy should therefore be connected to higher education, research, health, technology, investment, public policy and regional integration.

Table 7. Policy mechanisms for transforming African diasporas into brain circulation networks

Mechanism	Objective	Expected contribution	Institutional condition
Skilled diaspora databases	Identify professionals by sector and location	Target expertise, investment and collaboration	Reliable data and regular updating
Visiting professorship schemes	Connect diaspora academics to universities	Teaching, supervision, curricula and joint research	University partnerships and funding
Temporary return programs	Facilitate short-term missions	Medical missions, technical training and policy advice	Clear mandates and incentives
Joint research grants	Link local and diaspora scholars	Publications, laboratories and doctoral training	Competitive funding and transparent selection
Diaspora investment funds	Channel savings into productive sectors	Start-ups, SMEs, technology and infrastructure	Financial regulation, guarantees and trust
Digital knowledge platforms	Enable remote teaching and advisory services	Continuous exchange without permanent return	Digital infrastructure and coordination
Professional networks by sector	Organize doctors, engineers, academics and entrepreneurs	Sector-specific solutions and policy input	Professional associations and state support
Regional diaspora strategy	Link diaspora engagement to regional integration	Continental knowledge circulation	Coordination between states, AU and regional communities

Source: Author's construction based on Kapur (2001), Meyer (2001), Saxenian (2005), De Haas (2010), Brinkerhoff (2012), and Newland and Tanaka (2010).

The table 7 shows that diaspora engagement requires organized instruments rather than symbolic appeals. Its effectiveness depends less on migrant goodwill than on institutional credibility, data, sectoral networks and trust.

The African diaspora should therefore be understood neither as a simple loss nor as a miracle solution. It is a strategic resource whose value depends on governance. If poorly organized, diaspora contributions remain private and dispersed; if institutionalized, they can support brain circulation, innovation, investment and international positioning.

8. Discussion: Brain Drain as Geopolitical Inequality in the Knowledge Economy

The preceding analysis shows that high-skilled migration is not only an individual choice, labour-market adjustment or demographic phenomenon. In the knowledge economy, it also redistributes strategic capacity. Countries that attract and retain skilled professionals strengthen universities, laboratories, hospitals, firms, public administrations and innovation ecosystems; countries that lose them without return, reinvestment or circulation mechanisms experience cumulative weakening.

The African case must therefore be interpreted beyond the opposition between migration as loss and migration as opportunity. Brain drain, brain gain and brain circulation are useful concepts, but they become more powerful when connected to the unequal global distribution of knowledge, institutions and innovation capacity. High-skilled migration is thus not only the movement of people; it is the movement of strategic capacity from weaker knowledge systems to stronger ones.

Becker's (1964) human capital theory emphasizes the economic value of education and skills, but in the current global context human capital also supports technological sovereignty, policy capacity, scientific competitiveness, institutional performance and international influence. Docquier and Rapoport (2012) show that skilled migration produces both costs and benefits, but the African case indicates that the balance depends on whether institutions can retain, reconnect with or reinvest diaspora skills.

A key implication is the unequal capture of human-capital value. African families, communities, schools, universities and public institutions contribute to the formation of skilled professionals, yet destination countries often capture much of their long-term productive value. This transfer is different from colonial extraction because it operates through voluntary mobility, but it is shaped by unequal

opportunity structures: income gaps, research infrastructure, institutional stability and professional recognition.

The concept of knowledge-based power clarifies this process. Africa has demographic potential, expanding universities, digital connectivity and active diasporas, but these advantages remain limited when research systems, labour markets, institutions and innovation ecosystems are weak. The result is a paradox: Africa needs skilled professionals to strengthen institutions, but weak institutions push many skilled professionals away.

This dynamic points to a transition from resource dependency to talent dependency. In the industrial era, many African economies supplied raw materials; in the technological era, they depended on imported machinery and expertise; in the digital era, they became connected without fully controlling platforms and infrastructure. In the knowledge era, they risk producing skilled people whose expertise is absorbed by stronger global systems.

Diaspora optimism must therefore be balanced by institutional realism. Saxenian (2005) and Meyer (2001) show that diaspora networks can support development, but such potential becomes effective only through credible institutions, transparent investment channels, research partnerships, digital platforms, professional accreditation and trust. Without these mechanisms, diaspora engagement may support households and individual projects without rebuilding universities, hospitals, laboratories, industries or public administrations.

Table 8. Brain drain as geopolitical inequality

Dimension	Strong knowledge systems	Weak knowledge systems	Resulting inequality
Human capital	Attract, retain and reward skilled professionals	Train some professionals but struggle to retain them	Unequal distribution of expertise

Research capacity	Strong universities, laboratories and grants	Underfunded universities and limited infrastructure	Unequal scientific production
Innovation systems	Dense links between universities, firms and governments	Weak coordination between education, industry and policy	Unequal technological competitiveness
State capacity	Experts support planning, regulation and policy	Loss or underuse of technical professionals	Unequal governance performance
Diaspora engagement	Structured networks and partnerships	Fragmented or remittance-centered engagement	Unequal conversion of mobility into development
Global influence	Knowledge supports economic and geopolitical power	Dependence on external expertise and imported solutions	Reproduction of global hierarchy

Source: Author's construction based on Becker (1964), North (1990), Lundvall (1992), Nelson (1993), Meyer (2001), Saxenian (2005), and Docquier and Rapoport (2012).

The table 8 shows that brain drain produces inequality across expertise, research, innovation, governance, diaspora mobilization and global influence. Strong systems transform skilled migration into accumulated capacity, while weak systems experience it as strategic loss.

For Africa, the implications are clear: talent retention must become central to development policy; diaspora engagement must move beyond remittances and symbolism; and regional integration must include a genuine market for skills. A continental talent space would allow professionals to circulate within Africa rather than being absorbed mainly by advanced economies.

9. Conclusion, Limitations, Future Research and Policy Recommendations

This article examined Africa's position in the global competition for highly skilled migration in the emerging knowledge economy. It argued that contemporary globalization is increasingly shaped by knowledge production, technological innovation, research capacity and the mobility of highly qualified professionals. The ability to produce, retain, attract and mobilize skilled human capital has therefore become a central dimension of development, sovereignty and geopolitical power.

The analysis showed that Africa's vulnerability is rooted in historical dependency, weak industrialization, technological dependence, institutional fragility and limited investment in knowledge systems. It also showed that high-skilled migration is ambivalent: it can generate remittances, investment, networks and knowledge transfer, but these benefits do not automatically compensate for losses in health, higher education, research, technology, public administration and innovation.

The central finding is that brain drain is a form of geopolitical inequality in the knowledge economy. Advanced economies attract and absorb global talent through strong institutions, research funding, selective migration policies, better salaries and innovation ecosystems. African countries often contribute to the formation of skilled professionals without fully benefiting from their long-term contribution. This produces an indirect transfer of knowledge capacity from weaker systems to stronger ones.

The study has three main limitations. It relies primarily on secondary data, which limits direct insight into the motivations of migrants, policymakers and diaspora actors. It adopts a continental perspective, which may understate differences between countries such as Nigeria, South Africa, Kenya, Ghana, Rwanda, Morocco, Senegal and the Democratic Republic of Congo. Finally, it does not use econometric modelling to establish causal relations between institutional quality, research financing, unemployment, wage gaps and skilled emigration.

Future research should therefore conduct sector-specific studies on doctors, nurses, engineers, academics, software developers, researchers and policy experts; develop comparative African case studies; assess the effectiveness of diaspora policies; and examine how regional integration can support a continental market for skills through qualification recognition, professional accreditation, academic mobility and research networks.

Policy responses should be systemic. African states should strengthen universities and research systems through funding, academic salaries, laboratories, doctoral training, digital libraries and research grants. They should build national talent retention strategies for health, engineering, technology, education, research and public administration. They should develop innovation ecosystems through technology parks, incubators, digital infrastructure, industrial clusters and university-industry partnerships. They should also organize diaspora engagement through visiting professorships, temporary return, joint research, medical missions, online teaching, investment funds and sectoral professional networks.

Regional mobility and institutional reform are equally important. African Union institutions, regional communities and national governments should accelerate recognition of qualifications, professional accreditation and skilled labour mobility. At the same time, states must improve meritocracy, reduce political interference, protect academic freedom, fight corruption and build reliable databases on skilled diasporas.

Table 9. Policy framework for transforming brain drain into brain circulation

Policy area	Problem addressed	Recommended action	Expected effect
Higher education and research	Weak universities and limited scientific production	Fund research, improve salaries, modernize laboratories and support doctoral training	Stronger domestic knowledge production
Talent retention	Loss of skilled workers in critical sectors	Create merit-based careers and professional incentives	Reduced permanent emigration of strategic professionals
Innovation ecosystems	Weak absorption of skilled labour	Develop technology parks, incubators and industry-university partnerships	Skills converted into innovation and employment
Diaspora engagement	Fragmented and remittance-centered policies	Establish professorships, temporary return, joint research and investment funds	Structured brain circulation and knowledge transfer

Regional mobility	External migration stronger than intra-African mobility	Recognize qualifications and facilitate skilled labour mobility	Retention of expertise within Africa
Institutional reform	Weak meritocracy and low trust	Improve governance and protect professional autonomy	Confidence in domestic career systems
Migration data systems	Lack of reliable diaspora information	Build national and regional databases	Evidence-based retention and diaspora policies

Source: Author's construction based on Docquier and Rapoport (2012), Saxenian (2005), Meyer (2001), Brinkerhoff (2012), North (1990), Lundvall (1992), and Nelson (1993).

The table 9 confirms that brain drain cannot be addressed through a single measure. Africa must connect education, research, innovation, diaspora engagement, regional mobility, institutional reform and data governance.

Africa is not condemned to be a passive supplier of talent in the global knowledge economy. It possesses demographic energy, intellectual potential, expanding diasporas and growing digital connectivity. These assets will become strategic only if they are converted into organized knowledge power. The decisive issue is not whether Africans move, but whether African states and institutions can transform mobility into development, innovation and strategic capacity.

References

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business. https://www.penguinrandomhouse.com/books/213327/why-nations-fail-by-daron-acemoglu-and-james-a-robinson/

Amin, S. (1976). *Unequal development: An essay on the social formations of peripheral capitalism*. Monthly Review Press. https://monthlyreview.org/product/unequal_development/

Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. University of Chicago Press. https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/H/bo3684031.html

Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative research method. *Qualitative Research Journal, 9*(2), 27–40. https://doi.org/10.3316/QRJ0902027

Brinkerhoff, J. M. (2012). Creating an enabling environment for diasporas' participation in homeland development. *International Migration, 50*(1), 75–95. https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2009.00542.x

Brown, P., Lauder, H., & Ashton, D. (2011). *The global auction: The broken promises of education, jobs, and incomes*. Oxford University Press. https://global.oup.com/academic/product/the-global-auction-9780199926442

Brown, P., & Tannock, S. (2009). Education, meritocracy and the global war for talent. *Journal of Education Policy, 24*(4), 377–392. https://doi.org/10.1080/02680930802669938

Creswell, J. W., & Poth, C. N. (2018). *Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches* (4th ed.). SAGE Publications. https://us.sagepub.com/en-us/nam/qualitative-inquiry-and-research-design/book246896

De Haas, H. (2010). Migration and development: A theoretical perspective. *International Migration Review, 44*(1), 227–264. https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2009.00804.x

Docquier, F., & Rapoport, H. (2012). Globalization, brain drain, and development. *Journal of Economic Literature, 50*(3), 681–730. https://doi.org/10.1257/jel.50.3.681

Frank, A. G. (1967). *Capitalism and underdevelopment in Latin America: Historical studies of Chile and Brazil*. Monthly Review Press. https://monthlyreview.org/product/capitalism_and_underdevelopment_in_latin_america/

International Labour Organization. (2022). *Global employment trends for youth 2022: Investing in transforming futures for young people*. International Labour Office. https://www.ilo.org/publications/major-publications/global-employment-trends-youth-2022-investing-transforming-futures-young

Kapur, D. (2001). Diasporas and technology transfer. *Journal of Human Development, 2*(2), 265–286. https://doi.org/10.1080/14649880120067284

Lundvall, B.-Å. (Ed.). (1992). *National systems of innovation: Toward a theory of innovation and interactive learning*. Pinter Publishers. https://research.cbs.dk/en/publications/national-systems-of-innovation-towards-a-theory-of-innovation-and

Meyer, J.-B. (2001). Network approach versus brain drain: Lessons from the diaspora. *International Migration, 39*(5), 91–110. https://doi.org/10.1111/1468-2435.00173

Nelson, R. R. (Ed.). (1993). *National innovation systems: A comparative analysis*. Oxford University Press. https://global.oup.com/academic/product/national-innovation-systems-9780195076172

Newland, K., & Tanaka, H. (2010). *Mobilizing diaspora entrepreneurship for development*. Migration Policy Institute. https://www.migrationpolicy.org/research/mobilizing-diaspora-entrepreneurship-development

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/CBO9780511808678

OECD. (2024). *International migration outlook 2024*. OECD Publishing. https://www.oecd.org/en/publications/2024/11/international-migration-outlook-2024_c6f3e803.html

Rodney, W. (1972). *How Europe underdeveloped Africa*. Bogle-L'Ouverture Publications. https://archive.org/details/how-europe-underdeveloped-africa

Saxenian, A. (2005). From brain drain to brain circulation: Transnational communities and regional upgrading in India and China. *Studies in Comparative International Development, 40*(2), 35–61. https://doi.org/10.1007/BF02686293

Stark, O. (2004). Rethinking the brain drain. *World Development, 32*(1), 15–22. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2003.06.013

UNESCO Institute for Statistics. (2026). *2026 R&D data release: Insights on R&D investments and the research workforce*. UNESCO Institute for Statistics. https://www.uis.unesco.org/en/2026-rd-data-release

World Bank. (2024). *Migration and development brief 40: Remittances slowed in 2023, expected to grow faster in 2024*. World Bank. https://documents1.worldbank.org/curated/en/099714008132436612/pdf/IDU-a9cf73b5-fcad-425a-a0dd-cc8f2f3331ce.pdf

World Health Organization Regional Office for Africa. (2026). *State of the health workforce in Africa 2026*. World Health Organization. https://iris.who.int/bitstreams/b5fbc1af-2e28-4f54-9af1-7db1e128770e/download

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 63- 82

OPEN ACCESS

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.3

CC BY SA

Les migrations en Afrique: entre défis et opportunités

par Matiti Mbuta Didier

Résumé

Les migrations en Afrique constituent un phénomène multiforme, influencé par des facteurs tels que les conflits, les changements climatiques, la pauvreté et la recherche d'opportunités économiques. Ces mouvements migratoires offrent des opportunités de développement économique et social, notamment à travers les transferts de fonds et les échanges culturels. Cependant, ils posent également des défis en termes de sécurité, d'intégration et de protection des droits humains. Une gestion concertée et inclusive, impliquant les États, les organisations régionales et les acteurs non étatiques, est nécessaire pour maximiser les bénéfices et atténuer les risques associés aux migrations en Afrique.

Mots-clés : Migrations, Afrique, Défis, Opportunités.

Migration in Africa: between challenges and opportunities

Abstract

Migrations in Africa are a multifaceted phenomenon, influenced by factors such as conflicts, climate change, poverty, and the search for economic opportunities. These migratory movements offer opportunities for economic and social development, particularly through remittances and cultural exchanges. However, they also pose challenges in terms of security, integration, and protection of human rights. Concerted and inclusive management, involving states,

regional organizations, and non-state actors, is needed to maximize benefits and mitigate risks associated with migrations in Africa.

Keywords: Migrations, Africa, Challenges, Opportunities.

Introduction

Les migrations en Afrique constituent un phénomène complexe et multiforme, comme le souligne Adepoju (2008), mêlant des dynamiques intra-africaines et extra-continentales. Entre défis sécuritaires, économiques et opportunités de développement, ce sujet mérite une analyse approfondie pour comprendre les enjeux actuels et futurs du continent. Les migrations sont une réalité qui façonne les sociétés africaines et leurs relations avec le reste du monde. Selon la Banque mondiale (2019), les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique dépassent les 80 milliards de dollars par an, soulignant l'importance économique de ces flux. Les migrations sont donc un enjeu crucial pour le développement du continent.

Les causes des migrations en Afrique sont multiples : conflits armés, changements climatiques, pauvreté, recherche d'opportunités économiques. (Amin, 2018). Ces facteurs poussent des millions de personnes à quitter leurs régions d'origine, souvent dans des conditions difficiles. Les migrations intra-africaines sont particulièrement importantes, avec des pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria ou le Kenya qui attirent des migrants de toute la région. Les migrations vers l'Europe ou le Moyen-Orient sont également significatives, malgré les risques liés aux traversées périlleuses de la Méditerranée (UNHCR, 2020). Les migrations sont donc un enjeu crucial pour le développement du continent, influençant les dynamiques démographiques, économiques et culturelles. Dans ce contexte, comprendre les défis et opportunités des migrations en Afrique est essentiel pour élaborer des politiques adaptées.

Cette étude est pertinente car elle contribue à la compréhension des migrations en Afrique, un phénomène complexe et multiforme. Elle identifie les défis et les opportunités liés aux migrations en Afrique, et propose des recommandations pour les décideurs politiques et les acteurs concernés. Ainsi, elle vise à informer les débats et les décisions sur les politiques migratoires en Afrique. Les migrations en Afrique sont un phénomène complexe et multiforme, qui touche de nombreux pays du continent. Les facteurs qui poussent les populations à migrer sont nombreux, allant de la pauvreté et du chômage à la violence et aux conflits armés. Cependant, ces migrations peuvent également être une source d'opportunités pour les pays d'origine et d'accueil, notamment en termes de transferts de fonds et de partage des connaissances.

Malgré ces opportunités, les migrations en Afrique sont souvent perçues comme un problème, notamment en raison des défis qu'elles posent en termes de gestion des flux migratoires, de protection des droits des migrants et d'intégration des populations migrantes. Les politiques migratoires actuelles sont souvent insuffisantes ou inadaptées, ce qui peut aggraver les vulnérabilités des migrants et créer des tensions entre les communautés. Dans ce contexte, il est essentiel de mieux comprendre les dynamiques migratoires en Afrique et de développer des politiques migratoires plus efficaces et plus humaines. C'est dans ce cadre que se pose la question suivante : Comment les migrations en Afrique peuvent-elles être gérées de manière à maximiser les opportunités de développement tout en relevant les défis sécuritaires, économiques et sociaux ?

Les migrations en Afrique offrent des opportunités significatives pour le développement économique et social du continent, notamment à travers les transferts de fonds et les échanges culturels. Les défis liés aux migrations (sécurité, intégration, droits humains) peuvent être atténués par des politiques migratoires adaptées et une coopération régionale renforcée. La gestion concertée des migrations en Afrique nécessité une approche inclusive impliquant les États, les organisations régionales et les acteurs non étatiques.

La présente étude vise à analyser les migrations en Afrique, en mettant en évidence les défis et les opportunités liés à ce phénomène. Pour atteindre cet objectif, nous avons effectué une revue exhaustive de la littérature existante sur les migrations en Afrique, en nous appuyant sur des articles scientifiques, des rapports d'organisations internationales et des données statistiques. Cette revue de littérature nous a permis de définir la problématique des migrations en Afrique et d'identifier les axes de recherche prioritaires. Les résultats de notre analyse sont présentés et discutés à la lumière de la littérature existante, afin de mettre en évidence les défis et les opportunités liés aux migrations en Afrique. Cette approche nous permet de proposer des recommandations pour les décideurs politiques et les acteurs concernés, en vue de maximiser les bénéfices et de réduire les risques associés aux migrations en Afrique.

1. Contexte des migrations en Afrique

Les mouvements migratoires en Afrique sont caractérisés par une diversité de flux, tant à l'intérieur du continent qu'en direction de l'Europe ou du Moyen-Orient. Ces migrations sont souvent déclenchées par des facteurs tels que les conflits armés, les changements climatiques, la pauvreté ou la recherche de meilleures opportunités économiques (Amin, 2018). Les pays comme le Nigeria, l'Éthiopie ou la République démocratique du Congo sont concernés par ces dynamiques. Les migrations sont également influencées par les déséquilibres démographiques et économiques entre régions.

Les migrations intra-africaines sont marquées par une grande mobilité des populations, souvent pour des raisons économiques ou liées à la sécurité. Les communautés de migrants sont présentes dans presque tous les pays du continent, contribuant aux économies locales et aux échanges culturels. Les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, sont des points de départ importants pour les migrations vers l'Europe. Les routes migratoires

sont souvent dangereuses, exposant les migrants à des risques d'exploitation ou de violence (UNHCR, 2020).

Les facteurs environnementaux jouent un rôle croissant dans les migrations en Afrique, notamment les sécheresses, les inondations et la désertification. Ces phénomènes poussent des populations à se déplacer, souvent vers des zones urbaines ou des régions plus fertiles. Les migrations liées au climat sont un enjeu futur important pour le continent (IPCC, 2021). Les politiques de gestion des risques environnementaux et des migrations sont donc cruciales.

Les migrations en Afrique sont également influencées par les dynamiques globales, notamment les politiques migratoires des pays d'accueil en Europe ou ailleurs. Les restrictions à la mobilité et les politiques de contrôle des frontières impactent les choix et les parcours des migrants. Les accords de partenariat entre l'Union Européenne et les pays africains sur les migrations illustrent ces dynamiques (CEDEAO, 2020).

Les migrations sont une composante essentielle des sociétés africaines, avec des impacts sur les économies, les cultures et les structures démographiques. Comprendre ces dynamiques est crucial pour élaborer des politiques adaptées.

2. Défis liées aux migrations

Les migrations posent des défis majeurs, notamment en termes de sécurité et de protection des droits humains. L'UNCHR (2020) souligne les risques de traite des personnes et les difficultés d'accès aux services de base pour les migrants. L'intégration des migrants dans les pays d'accueil est également un enjeu crucial, souvent compliquée par des tensions sociales et des cadres légaux restrictifs. Les migrants sont souvent victimes d'exploitation ou de discrimination.

Les défis sécuritaires liés aux migrations incluent les trafics humains, les enlèvements contre rançon et les violences aux frontières. Les groupes criminels profitent des vulnérabilités des migrants pour les

exploiter (UNODC, 2019). Les réponses des États incluent souvent des mesures de contrôle renforcées, mais la protection des droits des migrants reste un défi.

L'accès aux services de base comme la santé, l'éducation et le logement est un défi pour les migrants, surtout dans les zones urbaines où les infrastructures sont limitées. Les politiques d'intégration sont cruciales pour assurer l'accès à ces services. Les migrants contribuent pourtant aux économies locales par leur travail et leurs compétences.

Les migrations peuvent également créer des tensions sociales dans les zones d'accueil, notamment en période de crise économique ou de chômage élevé. Les perceptions négatives des migrants sont parfois exploitées par des discours politiques (IOM, 2020). La sensibilisation et le dialogue communautaire sont essentiels pour atténuer ces tensions.

Les cadres légaux et politiques pour la protection des migrants sont souvent insuffisants ou mal appliqués. Les conventions internationales comme celles de l'OIT, ou de l'ONU sont pourtant claires sur les droits des migrants. Les pays africains doivent renforcer leurs politiques pour protéger ces droits.

2.1. Les causes de la migration

Les conflits armés et les violences sont l'une des principales causes de la migration en Afrique, comme le souligne le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR, 2020). La pauvreté et le manque d'opportunités économiques sont également des facteurs importants, comme le montre une étude de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2019). Les changements climatiques et les catastrophes naturelles, tels que les sécheresses et les inondations, poussent également les populations à migrer, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC, 2021).

La pauvreté structurelle et le sous – emploi des jeunes demeurent les moteurs premiers des mobilités africaines. Comme le

soulignent Flahaux et De Haas, « le développement économique initial tend à accroître l'émigration avant de la réduire » (Flahaux & De Haas, 2016, p. 9). Les dérèglements climatiques amplifient ces départs depuis les zones rurales. La Banque mondiale estime que 86 millions d'Africains pourraient être déplacés internes à cause du climat d'ici 2050 si aucune action n'est menée (Rigaud et al., 2018).

Les conflits armés et l'instabilité politique provoquent des flux massifs et brutaux. Le cas du Soudan illustre cette réalité : plus de 10 millions de déplacés depuis avril 2023, selon le HCR (UNHCR, 2024). Les réseaux migratoires transnationaux réduisent le coût et le risque du départ. Bakewell note que « la présence de parents à l'étranger est l'un des prédicteurs les plus forts de l'intention de migrer » (Bakewell, 2008, p. 1346). L'accès à l'enseignement supérieur et aux soins spécialisés pousse aussi les classes moyennes urbaines à partir. Cette « migration d'aspiration » concerne surtout le Nigeria, le Kenya et le Ghana (Awumbila et al., 2014). L'échec des politiques agricoles et la pression foncière chassent les jeunes ruraux vers les villes, puis vers l'international. Le phénomène est particulièrement visible au Sahel.

2.2. Les conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires de la migration sont dramatiques. Selon le HCR (2020), il y'a actuellement plus de 4,5 millions de réfugiés en Afrique. Les victimes de la traite des êtres humains sont également nombreuses, avec 40,3 millions de personnes victimes de la traite dans le monde, selon l'Organisation internationale du travail (OIT, 2017). Les problèmes de santé et de protection sont également courants, notamment l'accès limité aux soins et la violence sexuelle, comme le souligne une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS, 2019).

Les routes migratoires, notamment sahariennes et méditerranéennes, restent parmi les plus meurtrières au monde. L'OIM a comptabilisé plus de 28 000 décès en Méditerranée entre 2014 et 2023 (OIM, 2024). Les camps de réfugiés prolongent la précarité. A Dadaab

au Kenya, « l'aide humanitaire est devenue un mode de vie permanent pour trois générations. »

Les femmes et les mineurs non accompagnés sont surexposés aux violences sexuelles et à la traite. Amnesty International dénonce un « Cycle d'abus systématique » en Libye (Amnesty, 2020, p. 4). La séparation familiale et l'incertitude administrative génèrent des traumatismes durables.

Malgré cela, des formes de résilience émergent. Betts observe que les réfugiés développent des économies propres et des innovations sociales dans les camps ougandais (Beets, 2017). Les États de transit sont débordés. Au Niger, la ville d'Agadez a vu ses infrastructures sanitaires saturer dès 2015 sous l'effet des refoulements (Brachet, 2018).

2.3. Les défis économiques

La migration peut avoir des impacts économiques négatifs, tels que la perte de main – d'œuvre qualifiée, connue sous le nom de ‘’fuite des cerveaux’’. Les pays d'origine perdent ainsi des compétences et des ressources précieuses. La pression sur les ressources, telles que l'eau et la nourriture, est également un défi important, selon une étude de la FAO (2019).

La fuite des cerveaux prive plusieurs états de compétences vitales. Docquier et Rapoport calculent que « plus de 20% des médecins nés au Mozambique ou en Angola exercent à l'étranger » (Docquier & Rapoport, 2018, p. 284). Les transferts de fonds atteignent 54 milliards USD en 2023 pour l'Afrique subsaharienne, dépassent l'aide publique et les IDE (Banque mondiale, 2023). Cette manne stabilise la consommation mais crée une dépendance. L'impact des remises sur la pauvreté est réel mais inégal. Adams démontre qu'elles réduisent la sévérité de la pauvreté de 11% au Ghana, surtout en milieu rural.

Dans les pays d'accueil, la concurrence sur le marché informel attise les xénophobies. En Afrique du Sud, Facchini et Mayda lient « l'augmentation du chômage local et les attitudes anti – immigrés » (Facchini & Mayda, 2008, p. 702). La non – reconnaissance des diplômes bloque l'intégration qualifiée. Un ingénieur congolais devient souvent chauffeur à Johannesbourg, illustrant le gaspillage de capital humain. L'économie de transit se criminalise. Au Sahel, « la migration est devenue la principale ressource des groupes armés » via le racket et le trafic.

2.4. Les défis sécuritaires

La migration peut également poser des défis sécuritaires, tels que le terrorisme et les groupes armés. Les pays d'origine et d'accueil doivent travailler ensemble pour lutter contre ces menaces. La criminalité transnationale, telle que le trafic de drogue et d'armes, est également un défi important, selon une étude de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC, 2020).

Les réseaux de passeurs se professionnalisent et se militarisent. Andersson parle d'une véritable « industrie de l'illégalité » qui prospère sur la fermeture des frontières (Andersson, 2014, p. 7). L'externalisation des frontières européennes délègue la répression à des états fragiles. La Libye est ainsi devenue « le sous – traitant de la politique migratoire européenne » avec des centres de détention dénoncés par l'ONU (ONU, 2021).

Le lien migratoire – terrorisme relève davantage du narratif que des faits. Moins de 0,1% des migrants ont un lien avéré avec des groupes extrémistes. Au niveau local, l'arrivée de déplacés ravive les tensions foncières. De Waal documente comment la guerre au Darfour a été aggravée par la compétition pour la terre entre agriculteurs et pasteurs déplacés (De Waal, 2007).

La fermeture des routes légales rend les parcours plus dangereux sans réduire les flux. « Chaque mur construit produit son tunnel ». La

porosité des frontières ouest- africaines rend l'approche sécuritaire coûteuse et peu efficace, selon l'OCDE (OCDE/CSAQ, 2020).

3. Opportunités des migrations

Malgré les défis, les migrations offrent des opportunités économiques et sociales importantes. Les transferts de fonds des migrants vers leurs pays d'origine contribuent significativement aux économies locales (Banque mondiale, 2019). De plus, les migrations favorisent les échanges culturels et les dynamiques démographiques dans les zones d'accueil. Les migrants apportent des compétences et des innovations.

Les transferts de fonds sont une source majeure de revenus pour de nombreux ménages en Afrique, contribuant à la réduction de la pauvreté et au financement des services de base. Selon la Banque mondiale (2019), les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont dépassé les 50 milliards de dollars en 2018. Ces fonds sont souvent plus stables que les investissements directs étrangers.

Les migrations contribuent à la croissance démographique et économique des zones d'accueil, notamment dans les villes en expansion rapide. Les migrants occupent souvent des emplois dans des secteurs clés comme l'agriculture, la construction ou les services (OIT, 2017). Leur contribution fiscale est également significative.

Les diasporas africaines jouent un rôle important dans le développement de leurs pays d'origine, à travers des investissements, des transferts de compétences ou des initiatives entrepreneuriales. Les politiques de mobilisation des diasporas sont donc cruciales pour maximiser ces opportunités.

Les migrations favorisent les échanges culturels et les innovations, enrichissant les sociétés d'accueil et d'origine. Les communautés de migrants sont souvent des ponts entre cultures et économies.

3.1. La contribution des migrants au développement économique

Les migrants contribuent de manière significative au développement économique de leur pays d'origine. Les remises envoyées par les migrants représentent une source importante de devises pour de nombreux pays africains, avec 80 milliards de dollars en 2020, selon la Banque mondiale (BM, 2020). Les investissements des migrants dans leur pays d'origine peuvent également créer des opportunités d'emploi et stimuler la croissance économique, comme le montre une étude de l'OCDE (2019).

3.2. L'échange culturel et le transfert de compétences

La migration peut également favoriser l'échange culturel et le transfert de compétences. Les migrants peuvent partager leurs connaissances et leurs compétences avec les communautés d'accueil, ce qui peut enrichir la culture et l'économie locale. La diaspora constitue un canal majeur de « transferts sociaux ». Levitt définit ces derniers comme « les idées, comportements et capitaux sociaux qui circulent avec les migrants » (Levitt, 1998, p. 926). Les retours d'entrepreneurs diplômés dynamisent l'innovation locale. Black étudie le cas du Ghana où les migrants de retour ont créé 40% des entreprises TIC à Accra (Black, 2004). Les étudiants formés à l'étranger diffusent de nouvelles pratiques. Dans le secteur médical sénégalais, les retours de France ont introduit la chirurgie laparoscopique. La scène artistique africaine est nourrie par les allers – retours. Njami affirme que « l'art contemporain africain est né dans les aéroports » tant la circulation est constitutive. Les migrants qualifiés créent des ponts technologiques, à l'image des ingénieurs nigérians de la Silicon Valley qui investissent à Lagos. C'est ce que Saxenian nomme les « nouveaux argonautes » (Saxenian, 2006). Ces circulations brouillent l'opposition simpliste entre fuite des cerveaux et gain de cerveaux. La réalité est celle d'une « circulation des cerveaux » (Meyer, 2004).

3.3. La création d'opportunités d'affaires et d'emploi

La migration peut créer des opportunités d'affaires et d'emploi, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services (Amin, 2018). Les migrants peuvent également créer des entreprises et des start-ups, ce qui peut stimuler la croissance économique et créer des emplois. Les migrants occupent des niches délaissées dans l'agriculture et le BTP. L'OIT rappelle que « sans main – d'œuvre migrante, la saison agricole en Côte d'Ivoire s'effondrerait » (OIT, 2021, p. 3). L'entrepreneuriat migrant structure des corridors commerciaux. Eyebiyi décrit les réseaux de commerçantes béninoises qui connectent Cotonou à Guangzhou (Eyebiyi, 2016).

3.4. La contribution à la diversité et à la richesse culturelle

La migration peut enrichir la diversité et la richesse culturelle des communautés d'accueil. Les migrants apportent avec eux leurs traditions, leurs langues et leurs cultures, ce qui peut enrichir la vie culturelle et sociale des communautés d'accueil. Les métropoles africaines sont des laboratoires de cosmopolitisme par le bas. Simone décrit Johannesbourg comme « une ville faite de villages migrantes » où chaque quartier réinvente le vivre – ensemble (Simone, 2004, p. 15). La musique illustre cette hybridation permanente. Shain explique que l'afrobeat contemporain « digère Lagos, Accra, Londres et Atlanta dans le même beat ».

La littérature de la diaspora renouvelle les imaginaires. Pour Mabanckou, « écrire depuis Pointe – Noire ou Paris, c'est la même géographie mentale » (Mabanckou, 2012, p. 89). Les pratiques religieuses voyagent et se recomposent. Les églises pentecôtistes nigérianes essaiment de Windhoek à Turin, créant des communautés transnationales (Fourchard, 2009). Cette diversité est un capital. Diagne soutient que « le pluralisme culturel africain est la meilleure réponse à la mondialisation » (Diagne, 2013, p. 104). Loin de dissoudre les

identités, la migration produit de nouvelles formes d'africanités, urbaines et connectées (Mbembe, 2010).

4. Perspectives et recommandations

Face à ces enjeux, il est crucial de renforcer les politiques migratoires au niveau national et régional. La coopération entre l'Union africaine et d'autres organisations est essentielle pour gérer efficacement les flux migratoires et protéger les droits des migrants. Les politiques doivent être inclusives et adaptées aux réalités locales.

Les gouvernements doivent renforcer les cadres légaux pour protéger les droits des migrants et prévenir les abus. La ratification et la mise en œuvre des conventions internationales sont des étapes importantes. Les politiques d'intégration doivent être renforcées pour favoriser la cohésion sociale.

La coopération régionale et internationale est cruciale pour gérer les migrations de manière efficace et humaine. Les partenariats entre pays d'origine, de transit et de destination peuvent aider à adresser les causes profondes des migrations. Les initiatives de développement dans les zones d'origine peuvent réduire les incitations à migrer.

Les politiques de développement doivent intégrer les dynamiques migratoires pour maximiser les bénéfices et réduire les risques. Les investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures sont essentiels pour améliorer les conditions de vie et réduire les pressions migratoires.

4.1. Renforcer la coopération régionale et internationale

Il est essentiel de renforcer la coopération régionale et internationale pour gérer les flux migratoires de manière efficace. Les pays d'origine et d'accueil doivent travailler ensemble pour lutter contre la traite des êtres humains, le terrorisme et la criminalité transnationale.

4.2. Promouvoir la protection des droits de l'homme et la dignité des migrants

Il est essentiel de promouvoir la protection des droits de l'homme et la dignité des migrants (OHCHR, 2018). Les pays d'accueil doivent garantir l'accès aux soins, à l'éducation et à la protection sociale pour les migrants.

4.3. Investir dans le développement économique et la création d'opportunités d'emploi

Il est essentiel d'investir dans le développement économique et la création d'opportunités d'emploi pour réduire la pauvreté et les inégalités (Banque mondiale, 2019). Les pays d'origine et d'accueil doivent travailler ensemble pour promouvoir l'investissement, la croissance économique et la création d'emplois.

4.4. Encourager le dialogue et la compréhension entre les communautés

Il est essentiel d'encourager le dialogue et la compréhension entre les communautés pour promouvoir la cohésion sociale et la tolérance (UNECA, 2017). Les initiatives de dialogue et de médiation peuvent aider à réduire les tensions et à promouvoir la compréhension mutuelle.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, il apparaît clairement que les migrations en Afrique ne sauraient être réduites à une simple crise humanitaire ou à un problème sécuritaire. Elles constituent un phénomène structurel, ancré dans l'histoire longue du continent et remodelé aujourd'hui par la mondialisation, les mutations climatiques et les déséquilibres économiques. Comprendre ce phénomène exige donc de dépasser les lectures simplistes qui opposent systématiquement

pays de départ et pays d'accueil, pour saisir la complexité des trajectoires, des motivations et des effets induits.

Les défis soulevés par ces mobilités restent considérables. Sur le plan interne, l'exode rural massif désorganise les campagnes et exerce une pression croissante sur des villes africaines souvent mal préparées à absorber ces flux. Sur le plan régional, la persistance des conflits, l'instabilité politique et la fragilité des économies continuent d'alimenter des déplacements forcés qui mettent à l'épreuve les mécanismes de solidarité communautaire et les capacités des états. A l'échelle internationale, la migration africaine demeure prisonnière de discours stigmatisants, qui occultent sa diversité et réduisent les migrants à des chiffres dans les statistiques de la misère ou de la clandestinité.

Pourtant, ces défis ne doivent pas masquer l'autre versant de la réalité migratoire : celui des opportunités. Les diasporas africaines représentent aujourd'hui une force économique majeure, avec des transferts de fonds qui dépassent largement l'aide publique au développement et qui soutiennent des millions de familles. Au – delà de l'aspect financier, les migrants sont aussi des vecteurs de compétences, d'innovations et de transferts culturels. Le retour, temporaire ou définitif, de cadres formés à l'étranger contribue à renforcer les universités, les hôpitaux et les entreprises locales. De même, la circulation intra – africaine des commerçants, des étudiants et des travailleurs qualifiés participe à l'intégration régionale et à la construction d'une citoyenneté africaine en devenir.

Face à cette dualité, la réponse des états et des institutions régionales demeure encore timide et fragmentée. Si des instruments juridiques existent, à l'image de la Convention de l'Union africaine sur les personnes déplacées ou des protocoles de libre circulation de la CEDEAO, leur mise en œuvre se heurte à la faiblesse des moyens, au manque de volonté politique et à la persistance des logiques sécuritaires. Il est urgent de passer d'une gestion réactive et défensive des migrations à une politique proactive, fondée sur l'anticipation, la coopération et le

respect des droits humains. Cela suppose d'investir dans les données fiables, de renforcer les capacités administratives et de bâtir des partenariats équilibrés avec les pays du Nord, loin des accords asymétriques centrés sur le contrôle des frontières.

Penser l'avenir des migrations en Afrique, c'est donc refuser le fatalisme. Le continent dispose d'atouts démographiques uniques : une jeunesse nombreuse, mobile et créative, capable de transformer la mobilité en levier de développement. Encore faut – il créer les conditions pour que cette énergie ne se perde pas sur les routes de l'exil ou dans les traversées périlleuses de la Méditerranée. Cela passe par des politiques publiques audacieuses en matière d'éducation, d'emploi et de gouvernance, qui offrent des perspectives réelles sur place tout en garantissant une migration sûre, ordonnée et régulière pour ceux qui choisissent de partir.

En définitive, les migrations africaines sont le miroir des contradictions et des promesses du continent. Elles révèlent les fractures sociales, économiques et politiques, mais elles portent aussi en elles les germes d'une Afrique interconnectée, résiliente et ouverte sur le monde. Entre défis et opportunités, l'enjeu n'est pas d'arrêter les mouvements, mais de les accompagner intelligemment. C'est à cette condition que la mobilité cessera d'être perçue comme une pathologie pour devenir ce qu'elle a toujours été dans l'histoire de l'humanité : un moteur de changement, de rencontre et de progrès.

Bibliographie

Adepoju, A. (2008). Migration in Sub-Saharan Africa. *Current African Issues, 37*, 1- 43.

Amin, S. (2018). La migration et le développement économique. *Revue internationale du travail, 157*(2), 245-262.

Amnesty International. (2020). *Libye : Between Life and Death*. https://www.amnesty.org

Andersson, R. (2014). *Illegality, Inc*. University of California press. https://www.ucpress.edu/books/illegality-inc/

Awumbila, M., Benneh, Y., Teye, J. K., & Atiim, G. (2014). *Across Artificial Borders: An Assessment of Labour Migration in the ECOWAS Region*. ACP Observatory on Migration.

Bakewell, O. (2008). Keeping them in their place: The ambivalent relationship between development and migration in Africa. *Third World Quarterly, 29*(7), 1341-1358. https://doi.org/10.1080/01436590802386492

Banque africaine de développement (2015). *Etude sur les migrations et le développement en Afrique.* https://www.afdb.org/

Banque mondiale (2019). *Rapport sur les migrations*. https://www.worldbank.org/

Betts, A., & Collier, P. (2017). *Refuge: Transforming a broken refugee system*. London: Allen Lane.

Black, R. (2004). *Migration and Pro-Poor Policy in Africa.* Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty. https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08cbe40f0b649740013f0/WP-C6.pdf

Brachet, J. (2018). Manufacturing smugglers: From irregular to clandestine mobility in the Sahara. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, 676*(1), 16-35. https://doi.org/10.1177/0002716217744529

CEDEAO. (2020). *Politiques migratoires en Afrique de l'Ouest*. Economic Community of West African States

De Waal, A. (2007). *War in Darfur and the search for peace*. Harvard University Press. https://www.academia.edu/78040612

Diagne, A. (2013). Migration et développement en Afrique: enjeux et perspectives. Presence Africaines

Docquier, F., & Rapoport, H. (2018). La fuite des cerveaux : un défi pour les pays en développement. *Revue économique, 69*(3), 473-496.

Eyebiyi, E. P. (2016, 13–17 juin). Mobilités marchandes transnationales et entrepreneuriat informel : le réseau des commerçantes béninoises entre Cotonou et Guangzhou [Communication orale]. Atelier international du programme MIGDEVRI (Migration, mobilités et développement en Afrique), LASDEL, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Facchini, G., & Mayda, A. M. (2008). From individual attitudes towards migrants to migration policy outcomes: Theory and evidence. *Economic Policy, 23*(56), 651-713.

FAO (2019). *Migration*. FAO. https://www.fao.org/migration/fr/

Flahaux, M.-L., & De Haas, H. (2016). African migration : Trends, patterns, drivers. *Comparative Migration Studies, 4*(1), Article 1. https://doi.org/10.1186/s40878-015-0015-6

Fourchard, L. (2009). Dealing with 'strangers': Allocating urban space to migrants in Nigeria and French West Africa, end of the nineteenth century to 1960. In F. Locatelli & P. Nugent (Eds.), African cities: Competing claims on urban spaces (pp. 187–218).

IPCC. (2021). *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (V. Masson-Delmotte, P. Zhai, A. Pirani, S. L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M. I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J. B. R. Matthews, T. K. Maycock, T. Waterfield, O.

Yelekçi, R. Yu, & B. Zhou, Éds.). Cambridge University Press. ipcc.ch

International Organization for Migration. (2020). *Rapport sur les migrations en Afrique.* IOM.

Levitt, P. (1998). Social remittances: Migration driven local-level forms of cultural diffusion. *International Migration Review, 32*(4), 926-948. https://doi.org/10.1177/019791839803200404

Mabanckou, A. (2012). *Le sanglot de l'homme noir*. Fayad.

Mbembe, A. (2010). *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte, Coll. Cahiers Libres.

Meyer, J.-B. (2004). Network approach versus brain drain : Lessons from the diaspora. *International Migration, 42*(5), pp. 91-110.

Organisation internationale pour les migrations. (2024). McAuliffe, M., & Oucho, L. A. (Eds). *World Migration Report 2024*. OIM https://publications.iom.int/books/etat-de-la-migration-dans-le-monde-2024

Organisation Internationale du Travail (2017). *Travail et migrations en Afrique.* OMT. www.ilo.org/fr/publications/statistiques-sur-la-migration-du-travail-en-afrique

Organisation mondiale de la Santé. (2019). *Projet de plan d'action mondial pour promouvoir la santé des réfugiés et des migrants (2019-2023*). Genève : OMS https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240093928

Rigaud, K. K., de Sherbinin, A., Jones, B., Bergmann, J., Clement, V., Ober, K., Schewe, J., Adamo, S., McCusker, B., Heuser, S., & Midgley, A. (2018). *Groundswell : Preparing for Internal Climate Migration*. World Bank. http://hdl.handle.net/10986/29461

Saxenian, A. L. (2006). From brain drain to brain circulation : Transnational communities and regional upgrading in India and China. *Studies in Comparative International Development, 40*(2), pp. 35 – 61.

Simone, A. (2004). For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities. Duke University Press.

United Nations Economic Commission for Africa. (2017). *Free movement of persons in the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).* UNECA.

United Nations High Commissioner for Refugees. (2020). Données sur les migrations. UNHCR.org

United Nations High Commissioner for Refugees. (2024). *Sudan emergency: Regional refugee response plan (January-December 2024) – Mid-year update, June 2024*. UNHCR. https://data.unhcr.org/fr/documents/download/108854

United Nations Office on Drugs and Crime. (2019). *Traite des personnes en Afrique*. UNODC.org

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 83- 96

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.4

L'achat de médicaments spécialisés comme facteur des transferts d'argent vers Kinshasa par les Congolais de la diaspora

par Lubanza Mananasi Symphorien

Résumé

Cet article examine les achats de médicaments spécialisés comme l'un des facteurs influençant les transferts d'argent vers Kinshasa par les Congolais de la diaspora vivant en Europe. L'étude adopte une approche qualitative basée sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de vingt (20) chefs de ménage résidant dans les communes de Lemba et de Masina, à Kinshasa, et ayant au moins un membre de leur famille vivant en Europe. Les données ont été analysées selon une approche thématique afin d'identifier les principales motivations des transferts de fonds.

Les résultats montrent que les transferts d'argent répondent à des motivations multiples, parmi lesquelles les dépenses de santé occupent une place importante, notamment pour l'achat de médicaments spécialisés souvent difficiles d'accès ou coûteux en République démocratique du Congo. Les fonds envoyés servent également à couvrir d'autres besoins essentiels des ménages, tels que l'alimentation, l'éducation, le logement et les situations d'urgence. L'étude met en évidence que la diaspora constitue un acteur économique majeur en contribuant de manière significative au bien-être des familles restées à Kinshasa et en renforçant leur capacité à faire face aux dépenses de santé et aux autres besoins essentiels.

Mots-clés : diaspora congolaise, transferts de fonds, médicaments spécialisés, dépenses de santé, Kinshasa, République démocratique du Congo

Abstract

This article examines the purchase of specialized medications as one of the factors influencing remittances to Kinshasa by Congolese diaspora members living in Europe. The study adopts a qualitative approach based on semi-structured interviews conducted with twenty (20) heads of household residing in the Lemba and Masina communes of Kinshasa, each with at least one family member living in Europe. The data were analyzed using a thematic approach to identify the main motivations for these remittances.

The results show that remittances are driven by multiple motivations, among which healthcare expenditures play a significant role, particularly for the purchase of specialized medications that are often difficult to access or expensive in the Democratic Republic of Congo. The funds sent are also used to cover other essential household needs, such as food, education, housing, and emergency situations. The study highlights that the diaspora is a major economic player, contributing significantly to the well-being of families remaining in Kinshasa and strengthening their capacity to meet healthcare expenses and other essential needs.

Keywords: Congolese diaspora, remittances, specialized medicines, healthcare expenditures, Kinshasa, Democratic Republic of Congo

Introduction

Les migrations internationales ont profondément transformé les dynamiques économiques, sociales et sanitaires des pays d'origine.

Parmi les multiples formes de soutien apportées par les diasporas, les transferts de fonds occupent une place centrale en contribuant au financement des besoins essentiels des ménages, notamment l'alimentation, l'éducation, le logement et les soins de santé.

En République démocratique du Congo (RDC), et plus particulièrement à Kinshasa, les Congolais de la diaspora constituent un acteur majeur dans le soutien financier de leurs familles, dans un contexte où les insuffisances du système de santé et les difficultés d'accès aux médicaments spécialisés demeurent préoccupantes. L'accès aux médicaments spécialisés représente un défi majeur pour de nombreux patients atteints de maladies chroniques, rares ou nécessitant des traitements spécifiques.

Les ruptures d'approvisionnement, le coût élevé des produits pharmaceutiques, leur indisponibilité sur le marché local ainsi que les inégalités d'accès aux services de santé conduisent fréquemment les ménages à solliciter le soutien de leurs proches résidant à l'étranger. Dans ce contexte, les membres de la diaspora ne se limitent plus à envoyer des fonds destinés à la consommation courante ; ils participent également au financement, à l'achat et parfois à l'acheminement de médicaments spécialisés vers Kinshasa.

Cette évolution met en évidence une forme particulière de transfert financier motivée par des impératifs de santé. Contrairement aux transferts monétaires classiques, ces dépenses sont directement orientées vers l'acquisition de produits pharmaceutiques souvent coûteux et difficiles à obtenir localement. Elles traduisent non seulement les solidarités familiales transnationales, mais également les insuffisances structurelles du système de santé congolais, qui contraignent les ménages à recourir aux ressources de la diaspora pour assurer la continuité des traitements.

Malgré l'importance croissante de ce phénomène, peu de travaux se sont spécifiquement intéressés au rôle de l'achat des médicaments spécialisés comme facteur déterminant des transferts

d'argent vers Kinshasa. La littérature existante privilégie généralement l'analyse des transferts de fonds sous l'angle de la consommation, de l'investissement ou de la réduction de la pauvreté, en accordant une attention limitée aux dépenses de santé et, plus particulièrement, au financement des médicaments spécialisés.

Le présent article vise ainsi à analyser dans quelle mesure l'achat des médicaments spécialisés constitue un facteur explicatif des transferts d'argent effectués par les Congolais de la diaspora vers Kinshasa. Il cherche à comprendre les motivations des expéditeurs, à évaluer l'importance des dépenses pharmaceutiques dans les flux financiers transnationaux et à mettre en évidence les implications de cette pratique pour les ménages bénéficiaires ainsi que pour les politiques publiques de santé. Pour y parvenir, nous avons mené une étude qualitative dans la ville province de Kinshasa et en Europe. Un total de 20 entretiens approfondis était réalisé, après un consentement éclairé dans les communes de Lemba et Masina auprès des Chefs de ménages dont l'un de leurs membres de famille se trouve hors du pays, notamment ceux qui vivent en Europe, en Asie ou en Amérique par téléphone. Ainsi, notre réflexion est axée sur deux grands points notamment la généralité sur la maladie, les médicaments et la diaspora.

1. Généralité sur la maladie, les médicaments et la diaspora congolaise

1.1. La maladie

La maladie est la cause principale de la mortalité en République démocratique du Congo. Pour lutter contre la maladie, plusieurs recours thérapeutiques sont possibles entre autres, la biomédecine et la médecine traditionnelle. En cas d'une maladie causée par les microbes, les en milieu africain, les gens recourent à la médecine moderne. Si la maladie est jugée culturelle, dans la plupart des cas, on fait recours à la médecine traditionnelle. Une maladie, bien que la cause naturelle soit

connue, si elle dure dans le temps, elle prend l'allure d'une maladie culturelle, et son traitement est orienté vers la médecine traditionnelle.

1.2. Les médicaments

Tout Africain adulte a au moins une connaissance sur telle ou telle recette thérapeutique, pour une maladie donnée. Cette connaissance est transmise de bouche à l'oreille entre amis, parents et enfants, tradipraticien et patient, etc. c'est ce qui nous amène à dire que bon nombre d'Africains sont informés sur tel ou tel médicament à prendre en cas de maladie qui ne nécessite pas l'intervention des spécialistes traditionnels.

Donc, En Afrique comme ailleurs, les choix thérapeutiques dépendent en premier lieu de la perception de la maladie : « les codes de comportements face à la maladie seront directement déterminés par la reconnaissance et la classification des symptômes » (Barbieri, 1991). Les groupes ethniques d'Afrique de l'Ouest par exemple, possèdent des systèmes étiologiques spécifiques, appuyés sur des critères variables pour la reconnaissance, la dénomination et la classification des symptômes (Herzlich, 1969). Les populations partagent cependant une conception distinguant les maladies d'origine naturelle et les maladies d'origine sacrée, c'est-à-dire impliquant une dimension sociale ou divine (Hielscher & Sommerfeld, 1985).

En République Démocratique du Congo, le document sur la politique pharmaceutique , démontre que le médicament, un maillon essentiel du développement du système de Santé, connait beaucoup de problèmes notamment la définition des besoins du Pays en médicaments, la fragmentation des approvisionnements et la distribution, la disponibilité des médicaments essentiels génériques et intrants spécifiques dans les formations sanitaires, l'accessibilité géographique et économique pour la population à cause des multiples taxes et frais sur les médicaments comme objet de commerce plutôt qu'un objet stratégique et social, la qualité par l'absence d'un système

rigoureux de contrôle de qualité, la gestion et de l'usage rationnel par les prestataires Min. Santé (1997).

L'achat des produits pharmaceutiques en cas de maladie

En République démocratique du Congo, il existe plusieurs unités de production pharmaceutiques, principalement basées à Kinshasa et à Bukavu. Le pays ambitionne de renforcer sa production locale pour garantir la disponibilité de médicaments de qualité. Les principales usines sont Phatkin, Pharmakina, Zenufa…

Il y a des produits fabriqués sur place, et qui n'exigent pas une grosse somme d'argent pour les acheter, mais il y en a d'autres qui exigent beaucoup de moyens. C'est l'achat de ces médicaments dit spéciaux qui exigent l'intervention des Congolais de la diaspora. Avec la crise économique qui frappe le pays, bon nombre de Congolais ne sont pas à même de subvenir à leurs divers besoins vitaux.

En RDC, le seuil de pauvreté national est fixé à 3.680 Fc par mois. Ce niveau déprécarisé indique qu'environ 67,9% de la population congolaise, soit près de 64,2millions de personnes, vivent sous le seuil de pauvreté.

Selon les clés révélées par la récente Enquête sur les Conditions de vie des ménages (ECVM) menée par l'Institut National de la Statistique (INS) :

- Dépenses journalières : le seuil correspond à moins de 2073282 FC par personne et par an ;
- Disparités principales : La situation est très variable selon les régions. Par exemple, la province du Kasaï-central enregistre près de 80% de taux de pauvreté, tandis que la ville de Kinshasa affiche un taux de 52,5% ;
- Pauvreté rurale : Sept personnes pauvres sur dix vivent en milieu rural.

A Kinshasa, il sied de comprendre que dans la plupart des centres hospitaliers, les médicaments prescrits sont payés en dehors du centre où l'on est interné, c'est-à-dire dans des pharmacies. Il y a des produits qualifiés de spécialité qui coûtent énormément très chers. Pour les avoirs, il faut avoir des moyens financiers. Sinon, avec la solidarité africaine, on recourt à tous les membres de sa famille élargie pour les acheter. C'est là où on fait souvent appel aux Congolais de la diaspora, pour ceux qui ont leurs membres de famille à l'étranger pour venir à la rescousse.

L'aide financière de la diaspora destinée à l'achat des médicaments

A l'étranger, on trouve plusieurs Congolais qui y habitent pour une raison ou une autre. Il y en a qui ont changé de nationalité, mais qui continuent à s'attacher à leur mère patrie. Bon nombre y investissent surtout dans les immeubles et le transport.

Selon la Banque mondiale, la diaspora congolaise a envoyé 1,7 milliards de dollars au pays en, 2022 ce qui représente 15% du budget de l'État de cette année-là. (Gaston Mutamba Lukusa, 2016).

1.3. La diaspora

La diaspora congolaise fait partie des diasporas les plus importantes d'Afrique. Elle est estimée à environ 16 millions de personnes. Faute de recensement officiel, le chiffre n'est connu. La diaspora congolaise est constituée des hommes et des femmes qui, pour une raison ou une autre, ont quitté leur pays. La tendance de cette migration s'est amplifiée à partir des années 1990 à cause de la mauvaise gouvernance politique et économique ainsi que des conflits armés.il y en a des migrants légaux tout comme illégaux (les sans - papiers). Il y a des étudiants qui ne sont pas retournés au pays une fois le diplôme obtenu, il y a des anciens diplomates des médecins, des infirmiers, des religieux, pasteurs des églises, des musiciens, des sportifs, des professeurs d'universités etc.

En Afrique subsaharienne les transferts des migrants ont atteint 53 milliards de dollars en 2022. Les 10 plus grandes destinations sont, hormis la RDC, le Nigeria (20,1 milliards), le Ghana (4,7 milliards), le Kenya (4,1 milliards), le Zimbabwe (3,1 milliards), le Sénégal (2,5 milliards), le Mali (1,1 milliards), l'Afrique du Sud (0,9 milliards). (Gaston Mutamba Lukusa, 2016)

De cet argent, le fond destiné à l'achat des médicaments ou les frais de l'hospitalisation occupe une place non moins importante.

Les estimations des Congolais par pays :

1. Canada : 150000 personnes ;
2. Belgique 40 à 80000 personnes ;
3. France : 92000 ;
4. USA : 62000 ;
5. Angleterre : 20000, pour ne citer que ces quelques pays.

3. Résultats de terrain

Bon nombre de personnes interrogées ont indiqué qu'en cas d'achat des produits qui nécessitent beaucoup de moyens financiers, nous recourons aux nôtres qui sont en Europe.

Un Participant homme de 43 ans, résidant à Bruxelles déclare :

> Lorsque ma mère est tombée malade, les médecins ont prescrit un médicament spécialisé qui n'était pas disponible dans les pharmacies publiques. Le prix était très élevé pour ma famille à Kinshasa. J'ai donc envoyé de l'argent afin qu'ils puissent acheter dans une pharmacie privée. La plupart de mes transferts servent à couvrir les dépenses de santé plutôt que les besoins quotidiens.

Une participante femme de 65 ans habitant Lemba s'exprimée :

> […]j'ai un enfant qui étudie à l'université de Kinshasa. Quand il est tombé sérieusement malade et interné aux cliniques universitaires, c'est son grand frère qui est en Italie qui a pu intervenir pour les soins médicaux. Avec plus de 2000$ qu'ont coutés la prise en charge médicale, si c'était nous-mêmes, nous n'allions pas nous en sortir et il serait déjà mort […]

Pour certaines personnes interrogées, les médicaments qu'elles prennent sont très chères et importées. Dans la plupart des cas, ce sont les membres de leurs familles vivant à l'étranger qui les leur procurent, soit par expédition en nature, soit par l'envoi d'argent par mobile-money afin qu'ils les achètent sur place.

Un participant homme de 57 ans vivant Masina Petro Congo nous a fait connaitre :

> […]Moi je souffre d'une maladie chronique qui a déjà totalisé plus de dix ans. N'eût-été mon petit frère qui est en Belgique, je serai déjà mort, du fait qu'ici, je n'ai pas de moyens pour acheter ces médicaments couteux […]

Une participante femme de 38 ans résidant Paris se prononce :

> Chaque fois qu'un membre de ma famille souffre d'une maladie chronique, je dois intervenir financièrement. Les médicaments spécialisés coûtent très cher et mes proches n'ont pas les moyens de les acheter. Même lorsque le médicament est disponible, son prix dépasse leurs revenus mensuels. Je considère qu'il est de ma responsabilité de les soutenir, car sans mon aide, ils risqueraient d'interrompre leur traitement.

Discussion

Les résultats de cette étude montrent que le coût élevé des médicaments spécialisés, le soutien financier apporté aux proches malades et les faiblesses du système de santé constituent des facteurs majeurs expliquant le transfert d'argent vers Kinshasa par les Congolais vivant dans la diaspora. Ces observations confirment que les transferts de fonds ne répondent pas uniquement à des besoins de consommation courante, mais remplissent également une fonction essentielle de protection sociale et d'accès aux soins.

Le coût élevé des médicaments spécialisés apparaît comme un déterminant important des transferts financiers. En République démocratique du Congo, plusieurs médicaments destinés au traitement des maladies chroniques, des cancers, des maladies cardiovasculaires ou des pathologies rares sont souvent indisponibles dans les structures publiques ou commercialisés à des prix largement supérieurs au pouvoir d'achat de la majorité des ménages. Cette situation contraint les familles à solliciter le soutien des membres de la diaspora afin de financer l'achat des traitements. Ces résultats sont cohérents avec les travaux de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS, 2023), qui soulignent que les dépenses directes de santé (« out-of-pocket payments ») représentent encore une part importante du financement des soins dans plusieurs pays africains et exposent les ménages à un risque élevé de dépenses catastrophiques.

Le soutien apporté aux proches malades constitue également une motivation majeure des transferts de fonds. Les Congolais de la diaspora jouent souvent le rôle d'assurance familiale en prenant en charge les dépenses médicales de leurs parents restés au pays. Cette solidarité transnationale dépasse le simple envoi d'argent destiné aux besoins quotidiens et s'inscrit dans une logique de protection sociale informelle. Cette observation rejoint les analyses de de Haas (2021), selon lesquelles les transferts des migrants représentent un mécanisme essentiel de réduction de la vulnérabilité des ménages dans les pays à

revenu faible et intermédiaire, particulièrement en période de maladie ou de crise.

Par ailleurs, les insuffisances du système de santé congolais renforcent la dépendance des ménages vis-à-vis des ressources provenant de la diaspora. Les difficultés d'approvisionnement en médicaments spécialisés, l'insuffisance de la couverture sanitaire et la faiblesse des mécanismes de protection financière augmentent les besoins de transferts internationaux. Les familles sont alors amenées à mobiliser leurs réseaux migratoires afin d'assurer la continuité des traitements. Cette dynamique est conforme aux observations de la Banque mondiale (2024), qui montre que les transferts de fonds constituent une source importante de financement des dépenses de santé dans de nombreux pays en développement.

Ainsi, les résultats de cette étude suggèrent que l'achat des médicaments spécialisés ne représente pas uniquement une dépense médicale, mais également un moteur des flux financiers entre la diaspora congolaise et les ménages de Kinshasa. Les transferts permettent non seulement d'améliorer l'accès aux traitements, mais aussi de compenser les limites du système national de santé. Ces résultats mettent en évidence l'importance de renforcer les politiques de couverture sanitaire universelle, de réduire le coût des médicaments essentiels et spécialisés, et d'améliorer leur disponibilité afin de limiter la dépendance des ménages aux transferts internationaux.

Conclusion

Cette étude met en évidence que l'achat des médicaments spécialisés constitue un facteur important des transferts financiers effectués par les Congolais de la diaspora vers Kinshasa. Au-delà du soutien aux familles confrontées aux problèmes de santé, ces transferts participent également au développement socio-économique de la République démocratique du Congo en contribuant au financement des besoins essentiels des ménages et en renforçant leur capacité de résilience. La diaspora congolaise apparaît ainsi comme un acteur

majeur du développement national, en apportant un appui financier qui compense partiellement les limites du système de santé et les insuffisances des mécanismes de protection sociale. Toutefois, une meilleure intégration de ces contributions dans les stratégies nationales de développement permettrait de transformer davantage ces flux privés en leviers durables pour l'amélioration des conditions de vie et du système sanitaire congolais.

Bibliographie

Barbieri, M. (1991). *Les déterminants de la mortalité des enfants dans le tiers-monde*. Les Dossiers du CEDEP, no 18, Paris.

De Haas, H. (2021). *A theory of migration : The aspirations-capabilities framework*. Comparative Migration Studies, 9(1), 1-35.

Gaston Mutamba Lukusa (2016). *L'économie congolaise de 2007 à 2016 Persistance des facteurs d'enlisement en RDC*, l'Harmattan

Herzlich, C. (1969). *Santé et maladie : analyse d'une représentation sociale*. École pratique des hautes études ; Mouton.

Hielscher, S. & Sommerfeld, J. (1985). Concepts of illness and the utilization of health-care services in rural Malian village. *Social Science & Medecine, 21*(4), 469-481.

Institut National de la Statistique. (2024). *Rapport de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM) en RD Congo*. INS

Ministère de la santé. (1997). *Rapport ministère de la santé*, RD Congo

Organisation mondiale de la Santé. (2023). *Global Health Expenditure Database*. Genève, Suisse : OMS.

World Bank. (2024). *Migration and Development Brief*. Washington, DC : World Bank

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 97 - 122

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.5

Diaspora congolaise et le développement : une migration sans déracinement

par Makukila Kihosambuta Garry

Résumé

Cet article montre que les Congolais sont nombreux à s'en aller résider en dehors de leur pays, à la suite des déséquilibres politiques, démographiques et socio-économiques. « Ils voyagent avec leur équipement culturel » et préfèrent contribuer au développement du pays à distance par les transferts d'argents et des biens. En plus, ils font profiter à la République, les connaissances, les expériences, les compétences... qu'ils auront acquises lors de leurs séjours dans le pays d'accueil. Sur le plan sociologique, ces différentes contributions au développement constituent une manifestation de solidarité des migrants congolais à l'égard de leurs compatriotes restés au pays. Ceci prouve à suffisance que ces migrants congolais ne sont pas en rupture avec leur pays d'origine.

Ce qui nous pousse à dire que, la citoyenneté à distance qui caractérise cette diaspora fait d'elle une véritable migration sans déracinement. Mais contrairement à d'autres auteurs qui la qualifie d'être au rabais, nous pensons pour notre part que c'est une diaspora qui est en pleine construction.

Mots clés : Diaspora, Migration, Immigration, Développement, RD Congo.

Abstract

This article shows that many Congolese people leave to reside abroad due to political, demographic, and socio-economic imbalances. "They travel with their cultural baggage" and prefer to contribute to their country's development from afar through remittances of money and goods. Furthermore, they share the knowledge, experience, and skills acquired during their time in their host countries with the Republic. From a sociological perspective, these various contributions to development demonstrate the solidarity of Congolese migrants with their compatriots back home. This clearly shows that these Congolese migrants have not severed ties with their country of origin.

This leads us to argue that the "long-distance citizenship" characterizing this diaspora makes it a genuine form of migration, one that does not entail uprooting. However, unlike other authors who dismiss it as a "second-rate" diaspora, we believe it is a diaspora currently in the process of taking shape.

Keywords : Diaspora, Migration, Immigration, Development, DR Congo.

Introduction

L'Afrique en général et la RD Congo en particulier connait un important développement des mouvements migratoires. Ces derniers se font à l'intérieur du continent africain, ils se développent également en direction de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique, bref à travers le monde entier.

Les statistiques sur le nombre total des Congolais à l'extérieur différent selon les ressources consultées. D'après les chiffres du rapport sur le développement humain en 2009 du PNUD basés sur les estimations du Centre sur la migration, la globalisation et la pauvreté pour 2000-2002, en pourcentage du stock total d'émigrants, 79,9% des

migrants de la RDC résidaient en Afrique et 15,3% en Europe, 2,6% d'entre eux se trouvaient en Asie, 2,2% en Amérique du Nord, 0,2% en Amérique latine dans les Caraïbes (OIM, 2010).

Ces mouvements peuvent être volontaires c'est-à-dire dus à des facteurs d'attirance dans le pays de destination ou involontaires dus à des facteurs d'incitations dans le pays d'origine. Ils peuvent aussi être légaux ou illégaux et englobent toutes les catégories sociales comme : les réfugiés, les personnes déplacées, les boursiers, les sans-papiers.[1]

Actuellement, la RDC se trouve en position d'exportatrice des mains d'œuvre et d'expertises dans les différents domaines à travers le monde entier.

En effet, le contexte malsain du pays pousse un bon nombre des Congolais ayant des compétences, la force de production ainsi que des qualifications scientifiques, professionnelles ainsi que d'autres à s'exiler et à aller valoriser leurs compétences ailleurs. Ils préfèrent donc contribuer au développement du pays de loin. Leur retour au pays semble être hypothétique, car certains parmi eux attendent un nouvel ordre politique qui respecte le droit de l'Homme avant de retourner au pays.

De ce constat, il s'observe que ce phénomène a privé la RDC de la ressource la plus importante pour son développement, à savoir : les ressources humaines.

La migration quoi que très ancienne, constitue aujourd'hui un phénomène social majeur qui prend de l'ampleur car elle fait l'objet d'un traitement médiatique et politique particulier dicté par l'esprit selon lequel des immigrés sont considérés à la fois comme un problème ou$ une menace par la société d'accueil. Suite aux déséquilibres démographiques et économiques, l'émigré hier une force de production accueilli à bras ouvert devient aujourd'hui encombrant. Il est victime

[1] Lire à ce propos la position africaine commune des experts sur la migration et le développement du 3 au 5 avril 2006 à Alger, p. 1.

des propos xénophobes, racistes ainsi que des discours politiques d'exclusion de la part de certains pays qui aujourd'hui posent encore le problème du statut de ces immigrants en vérifiant la légalité et la régularité de leur séjour au moyen des procédures violents, tracasseries et sans humanisme. Aujourd'hui, on renforce les dispositifs sécuritaires aux frontières on durcit les lois pour réduire le flot des émigrés. A titre indicatif, l'Allemagne a, en 1993, envoyé 3.200 policiers le long des frontières polonaises et turques. Avec 200 chiens et des appareils de surveillance électronique avec radar et système infra rouge. En France, l'Ex Premier Ministre Michel Rocord a déclaré : « Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde. » Et pour Tobback, le ministre belge de l'intérieur, « le salon Européen est plein ».

C'est donc pour faire face aux contraintes et défis de survie des migrants et leur insertion dans le pays d'accueil que la RDC a décidé de créer un ministère des Congolais de l'étranger lequel a aussi le devoir d'inciter la diaspora congolaise à participer aux projets de développement du pays.

Dans cette étude, nous nous proposons de scruter non seulement les causes de la mobilité des Congolais ainsi que leur contribution au développement mais aussi de savoir si la diaspora congolaise est un gain ou une perte pour le pays.

Tel est la problématique qui fonde notre réflexion, structurée en quatre parties, à savoir :

- Notions et historique de la migration ;
- Les causes de l'émigration des Congolais ;
- La contribution de la diaspora congolaise au développement du Congo ;
- La diaspora congolaise est-ce un gain ou une perte pour le Congo ?

1. Notions et historique de la migration

1.1. Notions sur la migration

Parmi les multiples problèmes auxquels est confronté le monde aujourd'hui, figurent les problèmes liés au phénomène de migration. Celle-ci peut être défini comme étant le fait pour une personne de quitter son milieu de résidence habituelle, qui peut être son lieu de naissance, pour aller et mener sa vie dans un autre lieu de destination définitivement ou temporairement. (Lututala, 2018, p. 255).

Invité sur France 3 le 1er octobre 1993, le Secrétaire Général des Nations unies, Boutros Boutros Ghali déclarait que : « le plus grand défi auquel sera confronté le siècle qui va commencer bientôt sa course, sera la migration sud-nord. » Toujours au cours de la même année, le rapport des Nations unies pour la population (FNUAP) sur la marche du siècle a conclu que : « les migrations internationales pouvaient devenir la principale crise humaine de notre époque. »

Au regard de cette réalité, il faut savoir que le phénomène sous examen n'est pas un fait nouveau plutôt un phénomène vieux comme le monde.

En effet, dans les temps préhistoriques, les nécessités de la chasse et de la cueillette ont amené l'homme à partir à la recherche de nouvelles zones plus riches en plantes comestibles et en gibiers, ou sa survie serait mieux assurée. (Frederici, 1989, p. 53).

La civilisation gréco-romaine a connu un apport massif d'immigrés. Au moyen-âge, les croisades furent l'occasion des migrations importantes. Entre 1800 et 1900, 70 millions des migrants ont quitté l'Europe pour s'installer dans les pays neufs ou les terres vierges abondaient. Notez que la découverte de ces pays neufs fut l'occasion pour l'Afrique noire de connaître sa première grande hémorragie démographique qui est : « la traite des esclaves. »

A partir des années soixante, le mouvement s'inverse, l'Europe devient Une région d'immigration parce qu'elle avait besoin de main d'œuvre en cette période de forte croissance économique et d'expansion industrielle et minière.

Comme on peut le constater, l'humanité a peuplé la terre par des constantes migrations et cela sur des très longues distances. A la lumière de ce qui précède, nous pouvons donc dire que sur cette terre des hommes, tous les humains sont des immigrés de longue date. Mais quelle est alors l'histoire de la migration de la RDC ?

1.2. Brève histoire de la migration de la RDC

Il faut noter sur ce point que le Congo a connu les migrations internes ainsi que les migrations internationales. Mais pour des raisons d'économie du texte, c'est l'aspect international qui nous a intéressé.

En ce qui concerne ce type de migration, il faut savoir que la politique coloniale a consisté à empêcher le déplacement des Congolais, tout en favorisant l'émigration des Européens et des africains des pays limitrophes. En effet, la restructuration des mouvements congolais vers l'étranger fut l'une des pièces maîtresses de la politique belge en matière migratoire. La Belgique coloniale craignait que les migrations internationales ouvrent aux congolais la possibilité d'entrer en contact avec d'autres cultures, et éventuellement des mouvements progressistes, ce qui pouvait conduire selon elle, à la révolte et à la réclamation de l'indépendance. Il y a eu donc peu des Congolais qui ont migrés durant cette période. Les données des recensements belges datant d'avant l'année 1960 confirment nos propos. En effet, en 1910seuls 15 congolais avaient pu émigrer en Belgique, 28 en 1920, 98 en 1930 et 10 en 1947 (Mvuezolo, 2024, p. 52).

Après l'indépendance, les études ont démontré qu'au cours de la décennie 1960-1970, la sortie des Congolais du pays était un phénomène rare, limitée essentiellement aux élites (fonctionnaires, médecins, étudiants et stagiaires professionnels) envoyée en Europe

pour le perfectionnement. Ce n'est que durant la décennie 80-90 que les Congolais se sont véritablement engagés sur la voie de la migration internationale. C'est ce que confirme aussi Mangalu Mobhe quand il écrit : « le recours à l'immigration étrangère constitue un phénomène récent dans la stratégie des ménages congolais (Mangalu, cité par Muenzolo, 2024, p. 53). Cela est dû à la suite de la détérioration des conditions sécuritaires, politiques, économiques et sociales. Notez aussi que durant cette période, les Congolais émigraient plus vers les pays africains : Congo-Brazzaville, Angola et Afrique du Sud.

En ce qui concerne la migration vers l'Europe, la Belgique reste la destination de choix des Congolais eu égard aux liens historiques tissés du fait de la colonisation à l'instar de la France pour les Sénégalais, les Ivoiriens, les Congolais de Brazzaville … avant leur déploiement dans d'autres pays de l'espace Schengen ainsi que d'autres. Mais quelles sont alors les causes de l'émigration des Congolais ? C'est ce qui va faire l'objet du prochain point.

2. Les causes de l'émigration des Congolais

Les causes profondes de cette émigration sont multiples et complexes. Les différentes forces qui expliquent ce phénomène sont des facteurs d'attirance et les facteurs d'incitation, lesquels sont d'ordre politique et socio-économique.

2.1. Les causes socio-économiques

En Afrique en général et en RDC en particulier, les migrants partent des milieux d'origine où la main d'œuvre est abondante mais peu utilisée ou valorisée, vers ceux où elles sont plutôt rares et recherchées et valorisées. Nous le considérons ainsi comme étant un milieu répressif, car la mauvaise condition socio-économique, le revenu insuffisant pour se prendre en charge et encore moins pour prendre en charge toute une famille, l'absence de perspective d'avenir (Adam et al., 2002, p. 27), le taux élevé de chômage, le sous-emploi, le sous-payement, la pauvreté, etc. sont à la base de l'émigration des Congolais.

2.2. Les causes politiques

Ici, les divers facteurs politiques et sociaux incitent les congolais à la migration notamment la mauvaise gouvernance, le tribalisme, la corruption, la violation des droits de l'Homme, les conflits violents, les troubles civils, le climat d'insécurité, etc. ces migrants sont aussi à la recherche des opportunités, des meilleures conditions de vie et de travail, la bonne qualité d'éducation, et de soins de santé ou encore pour faire valoir leurs talents, leurs savoir-faire et leurs qualifications. Il convient de souligner que les causes évoquées ci-haut se sont progressivement combinées pour pousser les Congolais à l'émigration. A ces causes, plusieurs autres facteurs ont aussi une influence sur la migration d'un peuple.

2.3. Autres facteurs incitatifs à la migration

La dynamique migratoire ne relève pas uniquement sur le plan économique et politique. Les études, la musique, le phénomène DV loterie et d'autres sont aussi autant des facteurs incitant les milliers des Congolais à émigrer.

2.3.1. Les études

En RDC, les migrants vont dans les universités européennes et d'autres pays dotés des meilleures universités pour poursuivre leurs études. Cela suite à un certain nombre des maux notamment en ce qui concerne les conditions d'études. A ce sujet, il faut dire que les études universitaires et post-universitaires exigent un bon environnement d'apprentissage mais ce qui ne pas le cas en RDC, car le faible budget consenti par l'État ne permet pas d'avoir des enseignants bien payés, motivés, disponibles, des programmes d'enseignement variés, des bibliothèques biens étoffées, des laboratoires bien équipées et modernes, des conditions minimales nécessaires pour une bonne formation, un bon épanouissement intellectuel et des diplômes valorisés. Cette situation oblige les jeunes qui aspirent à une bonne formation et en particulier les doctorants à s'exiler vers les pays et

universités les plus nantis. Un autre problème qui mérite d'être souligner est que les personnels scientifiques et académiques étant mal payé, par conséquent, deviennent oisifs, se plaignant toujours de leurs conditions de vie en cherchant plutôt des postes politiques ou le salaire est fabuleux. Cette situation engendre une frustration qui se solde par la fuite des cerveaux. Les meilleurs scientifiques et professeurs quittent le pays et vont là où ils peuvent trouver leur salut. Ainsi, l'insuffisance du personnel se présente à la fois sous deux angles, qualitatif et quantitatif.

2.3.2. La musique

C'est ici le lieu de mentionner l'influence de la musique surtout populaire sur l'imaginaire migratoire. Plusieurs musiciens ont pris l'habitude de vanter les merveilles de l'Europe dans leurs chansons. Ce fait a pour conséquence d'amplifier dans les esprits des congolais, le souci d'aller en Europe qu'ils désignent sous l'appellation de « Poto », « Mikili »[2], etc. La musique constitue donc un facteur socio-culturel qui stimule le désir d'immigration des Congolais. Pour soutenir notre argumentaire, nous avons choisi quelques extraits des chansons, pour décrypter les messages incitatifs à l'émigration. Il s'agit des chansons « Matebu », « Proclamation », et « Ofela ». Dans ces différentes chansons, l'aspect le plus exploité est la « sape» ou la « religion kitendi » dont le brazzavillois Djo Ballard en est le Pape et Stervus Niarkos en est le roi. Ce dernier est passionné à vanter la haute couture européenne qu'il considère comme une religion telle qu'illustrée dans sa chansons « Proclamation » en ces termes : « *yoshi ya mamoto réglage ya somo yango nde religion na ngai »* qui se traduit par « Yoshi ya mamoto bien réglé c'est ça ma religion. »

---

[2] *Poto* et *Mikili* désignent l'étranger, le monde qui fait rêvé. Cependant, la démarcation entre ces deux termes tient au fait que *Poto* désigne le vieux monde, c'est-à-dire l'Europe. Dans la mentalité congolaise, *poto* c'est d'abord et avant tout la Belgique, puis la France et l'Angleterre. Quant aux autres pays européens, ils n'ont pas le même impact dans la conscience du congolais l'ont les trois précités. Pa contre, *Mikili,* qui a une acceptation beaucoup plus large, ajoute à l'Europe, l'Amérique, l'Asie et l'Océanie.

Dans la chanson « Matebu », le même artiste fait un récital des noms des « griffes » des habits luxueux des grands couturiers européens et des fabricants des chaussures de luxe comme : Valentino Garavani, Versace, Giorgio Armani, Yoshi Yamamoto, J.M Weston, etc. L'artiste exalte aussi les lieux mythiques en citant les noms de quelques villes et endroits considérés comme célèbres : Paris, Bruxelles, Tour Eiffel, Hôtel Sheraton, Place Vendôme, Arc de triomphe, etc.

De même que Niarkos, King Kester Emeneya lui aussi a fait la promotion de l'Europe et de la « Sape ».

En effet, en 1995 par exemple hors de son concert au bar « Porte noire » dans la commune de Lemba, il dit à ses mélomanes : « *Biso banso to kotelema na mazantomo* ». Il s'arrête et exhibe son costume (trois pièces) de marque « Mazontomo ». Il soulève les pieds et montre ses chaussures J.M Weston triple semelles et chaussettes Jean Paul Gautier venant des grands couturiers européens. L'assistance applaudit.

Comme ses prédécesseurs, Papa Wemba a, dans la chanson « Proclamation », fait une publicité tapageuse autour des habits luxueux de grande marque en provenance de l'Europe : « Chemise ya boulevard », « Marithé et François Girbaud » …

Le même auteur, dans la chanson « Kao koko korobo »[3] fait l'apologie de la « religion kitendi » où il évoque tout au long de la chanson, les noms de grands couturiers (Kallouchi, Versace, Comme des Garçons, Miyake, Yamamoto …) et il fait même en guise de de prélude, une courte prière à Kao koko korobo, le dieu de yankée. Dans cette oraison, papa Wemba demande que le dieu de yankée donne à ce dernier la force de neutraliser les flics et les poltrons et que le yankée règne sur terre comme Koa koko korobo règne dans les cieux.

---

[3] Kaa kokokorobo = Dieu tout puissant.
Traduction de la prière : Kao koko korobo, pesa biso nguya to baré ba zembe zembe na ba ntusa esprit, to régné lokola yo na likolo biso na bayanké na se Amen !

2.3.2.1. La métamorphose physique du migrant

En ce qui concerne la métamorphose physique, la photo à envoyer au pays natal est très importante et joue un grand rôle. Le migrant doit d'abord prendre du poids, être bien habillé, à mode avant de l'envoyer au pays. Ce celle-ci, une fois arrivée au pays, fait l'objet de beaucoup de commentaires qui se résument en une phrase : « *poto ezali kaka poto* » qui se traduit « l'Europe reste l'Europe ».

Voilà ce qui éblouit les Congolais qui veulent à tout prix aller en Europe. Bref, les musiciens congolais ne parlent que des vêtements, des maisons, des voitures et des femmes. *« Inzo ya ngolo », « Caminion ya ngolo », « Nkento mpi ya ngolo ».* Qui se traduit par : « une grande ou belle maison », « une belle voiture », « une grande dame *».*

Léon Nsambu a donc raison de dire que « les musiciens congolais sont totalement plongés dans le culte ostentatoire du matériel et des costumes parisiens (Nsumbu, 2003, p. 67). Ils passent le temps à vanter l'Europe. À ce sujet, les congolais se souviendront de Lita Bembo, musicien congolais vivant actuellement en Belgique qui de retour au pays criait lors des différentes productions de son orchestre : « *Lita Bembo awuti poto amoni pe ba mindele* », entendez : « Lita Bembo revient de l'Europe et a même vu les blancs *».* (Mayoyo Bitumba, 1995, p. 61).

Un autre fait à signaler est que les musiciens résidant en occident ont une influence sur l'émigration. A travers leurs chansons et propos, ils incitent les Congolais restés au pays à rêver l'Europe. L'illustration de l'extrait des chansons « Matebu » et « Ofela » peuvent bien soutenir notre argumentation.

« Matebu ééé, Yoka mobali nayo a kobelela yo, na kati ya Tour Eiffel ééé, Bisengo »[4]

[4] Traduction en français : « Matebu écoute ton amant qui pense à toi du haut de la Tour Eiffel, que du plaisir. »

Même son de cloche dans la chanson « ofela » de Lutumba Simaro de l'orchestre OK JAZZ.

« Ofela nangai, nake poto koluka vie, pasi ekaboli biso,
pasi eleki éé́é na vie na keyi komeka nzoto … mbala nionso
nako zala kokanisa yo, misère ekaboli biso »[5]

Comment ne pas rêver l'Europe en écoutant de telles chansons dans un pays pauvre comme la RDC ?

2.3.2.2. Mode, facteur d'aliénation

De manière générale, le congolais subit aveuglement la mode de l'Europe. Jamais il lui arrive d'émettre un jugement critique sur ce qu'on lui propose. L'expression lingala *« ewuti poto »* littéralement « ça vient de l'Europe » rend bien notre propos. L'Europe se présente donc aux yeux des Congolais comme canon incontestable à tous points de vue.

En tant que facteur d'aliénation, la mode présente beaucoup de conséquences.

2.3.2.3. Conséquences de la mode

Elles sont multiples, mais quels-unes seulement ont retenu notre attention, à savoir :

- L'obsession à la mode peut mener au vol, à l'escroquerie et à la débauche pour les femmes ;
- La mode engendre les conflits sociaux ;
- L'obsession à la mode peut détourner l'individu de tout comportement économique favorable au développement ;

[5] « Ofela, Je m'en vais en Europe à la recherché de la vie. Il y a tellement de souffrance ici, que je m'en vais y tenter ma chance. Où que j'aille, je ne cesserai de penser à toi, car c'est la misère qui vient de nous séparer. »

- L'obsession à la mode assure la promotion du paraitre au lieu de l'être et elle apporte une concurrence déloyale …

Actuellement, le pays est devenu le théâtre des antivaleurs et pour en finir, il faut cultiver chez le congolais une nouvelle mentalité qui privilégie les dépenses de l'investissement au lieu de celles de l'ostentation (Shomba Kinyamba & Kuyunsa Bidum, 2000, p. 92).

2.3.3. Le phénomène loterie

Il est un fait connu qu'aujourd'hui, les sociétés qui aspirent au développement sont celles qui présentent une attitude favorable de stimulation. Dans ce type de société, les génies, les hommes de talent de n'importe quel domaine (scientifique, sportif, artistique, culturel …) sont encouragés, honorés, respectés, protégés, il n'y qu'avoir les différents prix qui sont institués pour récompenser les meilleurs. Ces sociétés ne s'arrêtent pas là, plutôt, elles vont jusqu'à importer des talents d'ailleurs pour travailler à leur profit. L'illustration est faite par exemple dans le domaine de football notamment avec l'équipe nationale française ainsi que des grands clubs européens comme FC Barcelone, Réal de Madrid, Paris Saint Germain, Liverpool … qui chaque fois font appel aux joueurs talentueux d'ailleurs pour faire leur honneur.

Dans un autre domaine comme l'émigration, les pays qui sont à la recherche d'une main d'œuvre, mettent en place une série des mécanismes attractifs pour attirer d'autres peuples afin de travailler pour leur compte. C'est ce que Nicolas Sarkozy a jadis appelé « immigration choisie ».

2.3.3.1. L'immigration choisie

D'entrée de jeu, il faut savoir que l'immigration choisie fait référence à la politique migratoire proposée par Nicolas Sarkozy en 2000 visant à privilégier les immigrés qualifiés ou des travailleurs dont les compétences correspondent aux besoins économiques de la France. Par opposition à une migration considérée comme subie (réfugiés, exilés, etc.).

En effet, en Europe, le pacte européen sur l'immigration et l'asile, adopté en 2008 sur le fait de favoriser l'admission d'immigrants professionnels selon les besoins des marchés de travail de chaque État de l'Union Européenne et de renforcer l'attractivité pour les travailleurs qualifiés (Parant, 2011). Dans le même ordre d'idée, le Canada, la Nouvelle Zélande, les États-Unis d'Amérique avaient déjà opté pour cette Immigration choisie. En ce qui concerne les USA et le Canada par exemple, nous assistons depuis un certain temps à une politique volontariste de faire immigrer la main d'œuvre qualifiée et d'autres en provenance du monde entier à travers le DV loterie. Le Canada a aussi promulgué une nouvelle loi sur l'immigration qui est celle d'ouvrir grande la porte aux travailleurs qualifiés.

Toujours au Canada, la province de Québec a mis en place une politique séduisante pour favoriser l'immigration. Il s'agit entre autres :

1. La reconnaissance des phénomènes délivrés par d'autres pays ;
2. Un système d'enseignement et de recherche de qualité qui attire les étudiants étrangers ;
3. Une politique d'emploi qui prend en compte les contraintes familiales ;
4. Une accélération du traitement des demandes des visas ...

A propos de l'immigration, l'histoire nous renseigne que parfois les étrangers parviennent à bâtir un travail merveilleux de développement d'un pays que les nationaux eux-mêmes. Ce type d'hommes ont existés et existent encore. A titre indicatif, on dit des États-Unis d'Amérique d'être un pays où la majorité des savants sont des étrangers (Ebweme Yonzaba, 2003, p. 164).

Chegue Vara qui est argentin, s'est lié d'amitié avec le révolutionnaire cubain Fidèle Castro pour mener une guérilla pendant deux ans, laquelle a permis de renverser le dictateur Fulgencio Batista et à prendre le pouvoir en 1959. Le service rendu et son intelligence

obligent le Conseil de ministres du Cuba de faire de Chegue Vara un citoyen cubain et à lui confier plusieurs postes importants dont celui du ministre de l'Industrie au sein du gouvernement.

Plus près de nous, les Nigérians ont comme facteur principal d'intégration, le travail. En effet, ce qui caractérise les migrants nigérians en RDC, c'est le commerce des pièces de rechange pour automobiles importés de la Chine et du Japon. A Kinshasa, ces migrants ont investi tout un quartier dans la commune de Kasavubu où ils ont pratiquement le monopole de ce commerce. De ce fait, ayant créé et réussi à ce créneau d'affaires à Kinshasa, ils sont devenus tant soit peu une poignée des Congolais qu'ils embauchent dans ce commerce (Mvuezolo, 2006, p. 245).

Terminons ce chapitre d'illustration par le cas de Mgr Luc Gillon[6], Blagoje Vidinic[7] ainsi que Sébastien De Sarbre[8].

En effet, Mgr Luc Gillon, tout en étant belge, ne s'est pas empêché de construire en 1954 une belle cité universitaire (UNIKIN ex Lovanium) en RDC que les Congolais sont aujourd'hui incapables de construire mais qu'ils détruisent sans le moindre souci.

En 1974, l'équipe nationale de football : Les Léopards de la RDC, a été sacrée championne d'Afrique et a été la première équipe de l'Afrique noire à participer à la coupe du monde de football en Allemagne grâce à l'entraîneur étranger Blagoje Vidinic de nationalité yougoslave. Le même exploit venait d'être réalisé par monsieur Sébastien Desarbre de nationalité française qui a amené Les Léopards à la coupe du monde 2026.

---

6 Mgr Luc Gillon : Bâtisseur et ancien recteur de l'Université de Kinshasa, ex Lovanium.

7 Blagoje Vidinic, Ancien entraineur de l'équipe nationale de football de la RDC (Ex-Zaïre) "Les Léopards" en 1974.

8 Sebastien De Sabre, L'actuel entraineur de l'équipe nationale de football de la RDC « Les Léopards ».

Dans le domaine de développement, cette politique qui consiste à faire appel à des spécialistes d'ailleurs pour venir former ou recycler les nationaux s'appelle « stratégie ou tactique de développement ».

Ainsi, à travers ces quelques illustrations, l'on comprendra dès lors que le débat sur la nationalité (congolais de père et de mère) qui est d'actualité en RDC est un faux débat pour un État qui se veut moderne.

3. La contribution de la diaspora congolaise au développement du Congo

Les émigrés congolais sont des acteurs d'une citoyenneté à distance malgré leur éloignement de l'espace d'origine. Leur participation au développement s'effectue à travers plusieurs aspects notamment la lutte pour la démocratie et les investissements socio-économiques. Mais pour des raisons d'économie du texte, c'est l'aspect socio-économique qui a intéressé notre travail. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, nous allons tenter de démontrer que le migrant avant son départ pour l'étranger, est le fruit d'une sociabilité clanique et un investissement pour ce clan.

3.1. Le migrant ou un investissement clanique

Jadis, les études en Afrique en général et en RDC en particulier, étaient considérées comme le moyen le plus sûr de gagner la vie. C'est pourquoi nombreux de parents envoient leurs enfants à l'école. Mais aujourd'hui, avec la gestion chaotique du pays et l'effondrement de l'économie, les études n'ont pas la même considération. C'est envoyer l'enfant à l'occident qui est intéressant pour plusieurs parents. L'enfant est considéré comme un investissement de la famille. C'est pourquoi nombreux sont les migrants congolais qui sont arrivé en occident grâce à leurs familles c'est-à-dire après que leurs familles se soient réunies et eurent même vendu certains biens (bijoux, parcelles, maisons …) afin de financer le voyage. Aujourd'hui, on dit souvent à Kinshasa qu'un homme averti et ayant l'amour ou le souci de l'avenir de la famille doit

pousser ses enfants ou ses frères et sœurs en occident (*kotindaka ba ndeko na poto*) et quand on est déjà installé en occident, on a le devoir d'y tirer ses frères (*kobenda ba ndeko na poto*). Comme vous le constatez, la distance ou le contact avec l'occident ne détruisent pas la solidarité africaine. Au contraire, les personnes voyagent avec leur « équipement culturel ». Et pour Alejandro Grimson, « les cultures ne sont pas imperméables aux changements des contextes dans lesquels elles s'inscrivent (Grimson, 2015, p. 22. »

Après avoir présenté le migrant comme fruit de la solidarité ou investissement clanique, revenons à présent aux investissements socio-économiques proprement dits.

3.2. Le transfert d'argent et des biens

3.2.1. Envoi d'argent

De manière général, l'argent envoyé par les migrants contribue à la croissance socio-économique et au progrès social. Les migrants consacrent ces fonds à l'alimentation, l'habillement, la scolarisation des enfants, l'organisation des obsèques, des mariages, les soins de santé …

3.2.2. Le transfert des biens

Mvuezolo B. nous introduit dans ce type de contribution au développement. En effet, pour cet auteur, plusieurs biens sont envoyés par les migrants au pays à travers les membres de la famille. Il s'agit des appareils électroménagers, des ballots d'habits, des véhicules … Les véhicules sont par exemple utilisés dans le domaine de transport public (Mvuezolo, 2006., p. 12).

3.2.2.1. Le transport public

Avec l'explosion démographique, la gestion des villes congolaises spécialement dans le domaine de transport en commun, est un véritable casse-tête. Les migrants contribuent à pallier les insuffisances des pouvoirs publics, en ces matières. En RDC, les taxis bus, les muni bus et les bus fournis par les migrants sont nombreux. Ces véhicules d'occasion sont utilisés souvent pour le transport en commun

et c'est le cas de Mercedes 207, surnommés « esprit de mort » par les kinois à cause de la fréquence élevée des accidents de circulation que ces bus provoquent sur les routes de Kinshasa. Le musicien Fally Ipupa a, à travers sa chanson « 207 », stigmatisé ce véhicule en ce terme : « *207 oyo, 207 oyo ebomaka* » qui se traduit par : « ce 207 tue ».

Le phénomène « Bilokos » autrefois utilisés pour les problèmes de ménages, est aujourd'hui devenu un véritable créneau d'affaires tant pour les migrants que pour leurs proches restés au pays.

3.2.2.2.Les boutiques

Ces boutiques et alimentations sont aussi un autre domaine dans lequel les fonds des migrants sont investis. Ils se lancent surtout dans l'habillement. Ce qui vient d'être développé jusqu'ici, concerne l'affectation des capitaux et des avoirs que les migrants transfert aux siens. Notez aussi qu'en dehors de transfert d'argent et des biens, il y a aussi transfert du capital humain.

3.3. Transfert de savoir-faire et de compétence

La diaspora congolaise dispose de compétences variées, riches et de niveau divers. Elle regorge des cerveaux qualifiés qui, pour le moment, sont en exportation à travers le monde où ils contribuent au développement de ces pays. La diaspora congolaise est donc un gisement de compétences, d'expertises et de force de travail congolais exportés dans le monde entier.

Cet important gisement de force de travail peut être mis à contribution de par la volonté et l'organisation. Le transfert sous examen peut se faire à travers des actions comme : lancement des initiatives individuelles ou collectives en matière de développement, ateliers de formation des acteurs locaux, etc.

3.4. Motivation de la diaspora congolaise à contribuer au développement du Congo

Les expériences des Maliens de France, des Éthiopiens des Etats-Unis, des Indiens d'Afrique, des Nigérians d'Angleterre … sont des cas des diasporas qui ont réussi à s'organiser individuellement et collectivement pour transférer régulièrement des fonds et investir dans leurs pays. Ces exemples peuvent être des sources d'inspiration pour la diaspora congolaise (Mbaya Kankwenda, 2009). Une autre source d'inspiration nous renvoie au raffermissement des liens que les migrants sont appelés à entretenir avec leur terre d'origine ou leurs familles restées au pays natal, car la solidarité africaine oblige. Mentionnons aussi que la diaspora congolaise est victime d'interpellation notamment par le gouvernement, les religieux et les artistes musiciens à travers les chansons. La chanson « sai-sai » chantée par Papa Wemba en est une illustration ;

Ainsi, dans la chanson « Sai-Sai », l'artiste Papa Wemba attire l'attention des migrants sur le fait qu'ils doivent songer au pays natal. Voici l'extrait de son interpellation chantée en lingala :

> *« Kin services-expresse agence ya sûr, Djikin, Parisien zala mayele kokanisa kin totika ; bana Londres, bana Bundes, bino bana Kahemba ; Etats-Unis na Canada, bokanisa mboka. »*
>
> Traduction en français
>
> « Kin services-expresse est une agence sûre ; toi belgicain ou parisien, soit sage, songe à Kinshasa d'où nous sommes partis ; Et vous mes frères qui résidez à Londres, à Bundes, vous aussi mes compatriotes qui vivez à Kahemba, aux Etats-Unis et au Canada, songez aussi au pays. »

Pour Mvuezolo Banzonzi, cette interpellation est véritablement un appel patriotique pour la solidarité transnationale. Il estime que le message de la chanson est clair : « En dépit du fait que nous mikilistes, faisons la fête ici en occident, songeons aussi tout de même aux parents restés au pays. »

Après avoir brièvement parlé de la contribution de la diaspora au développement et leurs sources d'inspiration, le moment est venu pour nous de répondre à la question de savoir si la diaspora congolaise est une perte ou un gain pour la RDC.

4. La diaspora congolaise est-ce une perte ou un gain pour la RDC ?

A cette question, y a deux tendances qui s'affrontent. Pour les partenaires de la première tendance, la migration congolaise est un gain à la fois pour le pays d'accueil et pour la RDC. Les transferts des fonds et des biens qu'ils envoient ont un apport considérable sur le développement de la RDC notamment avec la construction des infrastructures socio-culturelles : écoles, salles des jeux, hôtels, les hôpitaux. Ici, le cas de l'hôpital Mutombo Dikembe à Masina peut être cité comme illustration. Il faut aussi ajouter l'organisation de transport en commun. Notez aussi que ces migrants font aussi profiter à la RDC les connaissances scientifiques ainsi que les compétences professionnelles qu'ils auront acquises pendant leur séjour dans le pays d'accueil.

Toutefois, nous disons avec Lututala Mampasi que ce gain n'est possible que si les migrants sont effectivement bien rémunérés dans les pays qui les accueillent, et surtout qu'ils réalisent des économies qui leur permettent de contribuer au développement des milieux et pays d'origine. Or, on sait que ce n'est pas toujours le cas en ce qui concerne les migrants congolais. Beaucoup d'entre eux exercent des emplois précaires ou sont dans l'informel (Lututala, 2009, pp. 127-145).

Pour les partenaires de la deuxième tendance à laquelle nous souscrivons, la migration congolaise est un gain pour le pays d'accueil, car avec les taxes et impôts qu'ils payent, contribuent plus au développement de ces pays. Mais constitue une perte pour la RDC, car le pays est privé de ses ressources humaines notamment les intellectuels, comme le démontre l'enquête ci-dessous.

En effet, les migrants congolais rencontrés par l'enquête MAFE en Belgique qui sont détenteurs d'un diplôme de licence représentant 34,5% et 16,3% pour ceux qui ont rencontrés en Grande Bretagne. Enfin, 7,79% des migrants rencontrés en Belgique et 1,81% de ceux rencontrés en Grande Bretagne sont détenteurs d'un diplôme de maitrise ; ceux ayant un diplôme de doctorat représentent 5,20% et 1,21% respectivement en Belgique et en Grande Bretagne (Lututala, 2009, p. 263).

Comme vous le constatez, le départ de ces migrants instruits constitue une perte des ressources humaines indispensables pour la production des biens et des services.

4.1. Les reproches faites aux migrants congolais

Outre les qualités évoquées ci-haut, il y a lieu de signaler le complexe de supériorité que ceux-ci nourrissent à l'endroit de leurs compatriotes restés au pays. Ce complexe s'est largement manifesté lors de la prise du pouvoir par l'AFDL. Les révolutionnaires de la diaspora qui ont accompagné Laurent Désiré Kabila ont dirigé le pays en considérant les Congolais restés au pays comme des ignorants ou des incompétents. Une fissure s'est alors vite créée entre cette diaspora qui prétendait détenir les secrets pour la reconstruction rapide du pays et les intellectuels restés au pays qui maitrisaient mieux les rouages et les pesanteurs du « mal congolais ». Après leurs échecs, ces migrants (diasporas) ont vite été qualifiés de « diaspouri ». Malheureusement cette situation persiste jusqu'aujourd'hui.

4.2. Piste de solution en guise des recommandations

Pour mieux canaliser la participation de la diaspora congolaise au développement, nous proposons l'intégration dans la politique migratoire de la RDC, les mesures suivantes :

- Appuyer les initiatives de développement des migrants au pays;
- Améliorer le climat des affaires pour encourager les migrants investisseurs ;
- Assouplir la surtaxation (Mvuezolo, 2015, p. 174) ;
- Mettre en place un réseau de solidarité mondiale de la diaspora congolaise pour mener des actions concrètes pour la paix et le développement ;
- Impliquer la diaspora dans le projet de développement et d'une gouvernance responsable ;
- Mobiliser les moyens financiers, matériels et humains pour l'application des actions communes ;
- Créer une banque de la diaspora congolaise, où chaque membre devrait contribuer au moins 120$ par an, en raison de 10$ le mois.

Conclusion

En rapport avec le développement, les chances de la RDC demeurent intactes. Par ses richesses et ses potentialités. Mais surtout par ses ressources humaines, celles restées au pays et celles de la diaspora. Pour Pierre Akele Adan, la RDC reste contre vents et marées, une terre de vie et d'avenir. Il appartient aux congolais de travailler pour la réalisation de cette vocation nationale à la prospérité avec l'appui des partenaires amis qui trouveront également dans ces perspectives des raisons économiques et stratégiques de s'associer à cette entreprise (Akele Adan, 2009, p. 69). A notre avis, tout ceci est possible que grâce à un leadership éclairé, visionnaire, un leadership du développement.

La diaspora congolaise en tant que société civile, peut donc œuvrer à la promotion et l'émancipation de ce leadership qui existe parmi plusieurs congolais ingénieux et vertueux vivant au pays et à l'étranger. Cette diaspora peut user de l'expérience qu'elle détient de sa présence dans des pays mieux organisés pour soutenir l'action de la société civile en œuvre au pays et participer au développement par des initiatives d'investissement collectives et individuelles ou en fournissant au pays d'expertise expérimenté d'un personnel qualifié dont elle se muni.

Elle contribuera aussi à la paix, au développement par un rôle d'espion du peuple, un travail de plaidoirie, de lobbying, d'encouragement et d'incitation à l'investissement des compagnies étrangères au pays.

Bibliographie

Adam, I., Ben Mohamed, N., Kagné, B., Martiniello, M., & Rea, A. (2002). *Histoire sans-papiers*. Éditions Vista.

Akele Adan, P. (2009, 14–15 février). *Société civile (diaspora-RSA) et sécurité de l'État congolais* [Communication présentée à l'atelier de formation de la diaspora congolaise en Afrique du Sud].

Ebweme Yonzaba, J. (2003). *Quel type d'hommes pour le développement durable en RDC : un regard sur la nationalité, la citoyenneté et le développement* [Communication présentée aux Premières journées scientifiques de la FSSAP, Université de Kinshasa, Kinshasa].

Federici, N. (1989). Les causes des migrations internationales. In R. Appleyard (Ed.), *L'incidence des migrations internationales sur les pays en développement* (pp. 53–69). Centre de développement de l'OCDE.

Grimson, A. (2015). *Douze idées reçues sur les migrations*. Alternatives Sud, 22(1), 23–32. https://www.cetri.be/IMG/pdf/as_migrations_pdf_final_2015_-_1.pdf

Kankwenda, M. (2009). *Marabouts ou marchands du développement en Afrique ?* L'Harmattan.

Lututala, M. B. (2009). *À l'heure de l'émergence : atouts et défis de la RDC*. Presses universitaires de Kinshasa.

Lututala, M. B. (2014). Les migrants congolais en Belgique et en Grande-Bretagne : entre rêves et frustrations. *Dounia (7) : revue des populations et des défis du développement en Afrique subsaharienne*, (7), [pagination à vérifier].

Lututala, M. B. (2018). L'exode des cerveaux en Afrique : quelques évidences pour la RDC. Dans Nzita Kikhela (dir.) *À l'heure de l'émergence : atouts et défis de la RDC* (pp. [pagination à vérifier]). Presses universitaires de Kinshasa.

Mayoyo Bitumba, J. (1995). *Migration Sud-Nord : levier ou obstacle ? Les Zaïrois en Belgique*. L'Harmattan.

Mvuezolo Bazonzi, J. (2006). Considérations théoriques et empiriques sur le concept d'immigration : cas des migrants nigérians à Kinshasa. *Les Annales de la FSSAP*, *5*(2), [pagination à vérifier].

Mvuezolo Bazonzi, J. (2015). Quelle contribution des diasporas au développement de l'Afrique centrale ? Dans *Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?* (p. 161 et suivantes). Éditions Syllepse.

Mvuezolo Bazonzi, J. (2024). *La migration au rabais : décryptage de l'agir migratoire atypique des Ndjilois*. Generis Publishing.

Nsumbu, B. L. (2003). *Manifestation socio-musicale de l'ethnicité et contre-culture de la paix sur l'espace kinois* [Communication présentée aux Premières journées scientifiques de la FSSAP, Université de Kinshasa, Kinshasa].

Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2010). *Migration en République démocratique du Congo : profil national 2009*. https://publications.iom.int/fr/books/migration-en-republique-democratique-du-congo-profil-national-2009

Parant, M. (2001). *Les politiques d'immigration du Canada : stratégies, enjeux et perspectives*. Centre d'études et de recherches internationales, Sciences Po. https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude80.pdf

Shomba Kinyamba, S., & Kuyunsa Bidum, G. (2000). *Dynamique sociale et sous-développement en République démocratique du Congo*. Presses universitaires du Congo.

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 123 - 136

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.6

Les envois des glacières de nourriture aux migrants congolais

par Kilau Nkangula Augustine & Mutombo Masuta Anaclet

Résumé

A Kinshasa, il se développe une pratique d'envoi des glacières de nourriture à l'extérieur de la RDC. De la production à la consommation des nourritures, le circuit est long. Il implique plusieurs acteurs sous coulisses, notamment les producteurs, vendeurs, acheteurs, débrouillards, garçons-aides puiseurs de l'eau- nettoyeurs des légumes-pileurs de feuilles de manioc, pondu, fabricants, vendeurs des mortiers, des pilons, machine à pondu, les manufacturiers, les industriels, etc. C'est une activité génératrice des revenus.

Mots clés : Envoi, glacière, nourriture.

Abstract

In Kinshasa, a practice of sending coolers filled with food to destinations outside the Democratic Republic of the Congo (DRC) has been developing. From food production to consumption, the supply chain is long and involves numerous actors working behind the scenes. These include producers, sellers, buyers, informal workers, water carriers, vegetable cleaners, cassava and pondu leaf pounders, as well as manufacturers and sellers of mortars, pestles, and pondu-processing machines, together with manufacturers, industrial producers, and other stakeholders. It constitutes an income-generating activity.

Keywords **:** shipments, Food, coolers.

Introduction

La nourriture est un élément essentiel dans l'existence de l'homme. Ce dernier a toujours fourni des efforts pour en avoir, afin de survivre, car sans la nourriture, l'homme meurt. Au fil du temps, l'être humain étudie, travaille, se bat, voyage, détruit, construit, se dépense, s'approvisionne pour avoir la nourriture.

Lorsque nous suivons les chroniques nationales et internationales, il est fréquent d'entendre que la population de la République Démocratique du Congo vit en deçà d'un dollar par jour. Elles commentent ainsi son seuil de pauvreté exagérée. Des telles informations suscitent des inquiétudes et le désarroi. A suivre les informations, le constat serait que la population est en débandade totale. La population ne reste pas les bras croisés. Elle développe saisit l'opportunité des envois des glacières de nourriture vers l'extérieur de la République Démocratique du Congo.

Dans cet article, nous voulons savoir le circuit de l'envoi, les nourritures envoyées dans les glacières, les acteurs du circuit des envois, l'importance d'une telle pratique dans le vécu quotidien de la population. Pour écrire cet article, les données sont venues de la lecture documentaire et de nos recherches de terrain.

Nous sommes allés sur le terrain et avons utilisé nos organes de sens notamment la vue et l'ouïe pour trouver la cible. Au cours de l'une de nos recherches, en passant au Plateau des Résidents, nous avons vu des jeunes femmes qui pillaient de quantités et de quantité des feuilles de manioc, lesquelles feuilles de manioc étaient à envoyer à l'extérieur de la RDC. Lorsque l'opportunité de travailler sur les envois des nourritures s'est présenté, nous sommes rentrés dans le lieu, nous avons eu un entretien avec la mère de la famille. Ensuite, elle nous a mis en contact avec les personnes qui envoient aussi la nourriture dans des glacières.

Nous avons eu des entretiens avec le personnel de l'université de Kinshasa. Le choix de l'université de Kinshasa est dicté par le fait que son personnel a une forte probabilité d'avoir des liaisons avec l'extérieur de la RDC. Pour nous, dans le cadre de cette recherche, l'extérieur désigne toutes les destinations où sont envoyée les glacières de nourriture, à partir de la RDC. Nous considérons les destinations de nos informateurs. Autrement dit, nous nous sommes limités aux destinations qui nous sont données par nos informateurs lors de notre recherche sur le terrain.

Le circuit des envois

A la première vue du titre, le mot envoi nous renvoi à un mouvement qui s'effectue d'un endroit à un autre. Il est fréquent de voir à longueur des journées, la population de Kinshasa en mouvement. Dans le circuit des envois des glacières de nourritures vers l'extérieurs de la RDC, nous avons mis les nourritures envoyées, les acteurs et les différentes activités pour la réalisation des envois.

Les nourritures envoyées dans des glacières

Dans le plan directeur du développement agricole et rural, qui a été l'objet d'une table ronde tenue à Kinshasa, il n'était plus question de rechercher l'autosuffisance alimentaire à l'ensemble de la population. Il était question de créer les conditions qui garantissent l'alimentation (Minien &Tollens, 1994). L'envoi des glacières de nourriture apparait comme ces conditions créées par la population elle-même.

A cours de notre recherche sur le terrain, nous avons répertorié plusieurs sortes de nourriture envoyée dans des glacières à l'extérieur du pays, notamment :

Les légumes, les champignons, les chenilles et les fruits : les feuilles de manioc, pondu, les amarantes, l'oseilles, les matembele, les safu ; huile de palme, farine de manioc, farine de maïs, etc. Les

nourritures envoyées dans les glacières varient suivant l'appartenance ethniques. Comme le soulignent nos interlocuteurs :

> *Pondu, mayebo ya kokawuka, mfumbwa, poissons fumés, mbika, mbinzo, mukubi, mwamba ya nguba*, pâte d'arachide, piments séchés ; produits pharmaceutiques (lesquels et pourquoi), mèches, argent, habits, etc. ? Parce qu'elle n'appréciait pas la nourriture du Kenya. Elle préférait la nourriture, b*ulukutu, tisane, mabele, poissons fumés. Vêtements pièces ya maputa, mayebo, mbinzo, mbika, mukubi »*, à la belle-sœur, glacière, en vacances, appartement à Mont-Ngafula, j'ai mis dans *kilelo* gros, *nzombo ya kokawuka, madia ya bwala*, gros mortiers, leur viande, poulet n'ont pas de goût. Je lui envoie aussi le misili, *matembele, mikungu*, pondu ne manque pas, pour les gens de Bandundu.
>
> Nous envoyons les articles à manger : poissons fumés, mbinzo, mayebo, pondu ; les légumes, surtout les matembele. Nous envoyons aussi les chikwangues, kwanga, médicaments, bakisi ya bokoko (ngadiadia, tumbako, tangawisi, mudongo, tout ce qui est kisi (médicament) de chez nous. Parce que là, ils font durs travaux, ça demande la prise de ces produits.

Notre enquêté justifie l'envoi et l'usage des produits ou médicament de chez nous. Le lien de parenté : père. Notre enquêté fait allusion à la qualité de vie coûteuse sous d 'autres cieux.

> Nous envoyons aussi mbisi, niama ya zamba. Là où ils sont, ils ne sont pas dans leur milieu culturel. Nous envoyons aussi le fufu, farine de manioc. S'il demande et que vous n'envoyiez pas, ils se fâchent. Parce qu'ils demandent tout ce qui est légume, le madesu, le fufu, le makayabu de Kisangani, ils insistent. Mokili makambo, batu na batu bazali na regime alimentaire na bango. Moto azali mosika, akolinga kaka la nourriture que sa mère lui donnait.

Les produits de beauté, le savon ont été cité parmi les articles envoyés à l'extérieur de la RDC.

> J'ai oublié, il y a même les produits de beauté, savon. Ils demandent tout ici, la poudre tel que le produit carolight. Ces marques n'existent pas là-bas. Tu sais quand nous étions à Lubumbashi, je n'appréciais pas le savon de là-bas. J'envoyais le savon sunligth à Kinshasa, car il avait beaucoup d'huile. Mboka mopaya. C'est comme ça la Primus, il n'y a pas à Lubumbashi. Nous faisions la commande de deux ou trois bouteilles à Kinshasa.

> Ma fille avant de mourir, nous lui avons envoyé les matembele par son mari. Elle s'est exclamée : pourquoi ne nous avez-vous pas envoyé une platebande entière, mokala mobimbi ? Biloko ya mpamba-mpamba awa, les articles que nous négligeons ici. Si tu veux qu'on te voie quelqu'un de valeur, prépare matembele, pondu. Les choses que nous négligeons, dénigrons ici, sont de la

> valeur là à l'étranger, mboka mopaya. Matembele ou autres appréciés, parce que ce sont des choses que nous consommions depuis l'enfance.
>
> En Suisse, par exemple, puisque le pays est enclavé, tout coûte cher. Ils viennent acheter en France. Enclavé signifie qu'un pays n'a pas de débouché sur la mer. Pays développé, coût très élevé.

Notre informateur fait une comparaison entre le niveau de vie et le niveau de développement.

> « Kisi ya pharmacie », oui, les médicaments comme confort, bombe de nerf, parce qu'en Europe, si tu as des douleurs, il faut prendre le rendez-vous avec le médecin ou bien ça devient une urgence. Ça coûte trop chère.

Il donne aussi les raisons pour lesquelles ils envoient les produits pharmaceutiques à l'extérieur, notamment l'Europe et autre.

Les acteurs du circuit des envois

Plusieurs acteurs sont impliqués dans le circuit des envois des glacières de nourritures à l'extérieur de la RDC. Ce dernier nous donne la vraie réalité de la vie quotidienne au Congo. D'emblée, lorsque l'on n'a pas été sur le terrain, la tendance est de ne citer que deux acteurs à savoir les vendeurs et les acheteurs des nourritures. Par contre, lorsque nous avons fait le terrain, plusieurs acteurs se révèlent sous coulisse. Le circuit est long et les acteurs sont multiples. Dans ce groupe des acteurs, il y a de sous-groupes. Au cours de cette recherche, nous avons répertorié quelques-uns et la liste que nous présentons n'est pas

exhaustive. Il s'agit des acteurs impliqués dans les envois des légumes et de ceux impliqués dans les envois des dindons.

Les acteurs impliqués dans le circuit des envois des légumes

Pour que les légumes soient envoyés, plusieurs acteurs s'impliquent. En plus des producteurs, vendeurs (maraichères, fermiers) et des acheteurs, il y a des catégories intermédiaires qui jouent un grand rôle. A titre illustratif, nous avons :

- Les producteurs,
- Les fermiers,
- Les mamans maraichères,
- Les fabricants mortiers, pilons (de pondu),
- Les garçons-aides, les filles-aides, nettoyeurs, transporteurs, pileurs des légumes, etc.

Ces acteurs sont liés les uns aux autres comme nous montrent ces récits :

> A l'agence de Lingwala, là, il y a des mamans maraichères qui viennent vendre les bassins de ngai-ngai, matembele, amarantes et pondu aux acheteurs qui les envoient à l'extérieur. On a pris les garçons qui coupent les légumes, pilent le pondu. Ces acheteurs ont engagé les jeunes garçons qui coupent les légumes avec les couteaux, pilent le pondu aux mortiers. J'ai vu les bassins de matembele, pondu que les mamans bilanga de camp Kokolo viennent laisser.
>
> Généralement, nous on le prend déjà coupé, au marché d'Indu dans la commune de Masina à Kinshasa, communément appelé Kingasani ya suka. Il le fait couper

> chez les mamans du marché. Parce que ces dernières savent le couper. Elles sont des spécialistes de coupe de mfumbwa.

Les acteurs impliqués dans le circuit des envois de dindons

Ici également, nous avons retenu quelques acteurs, notamment :

- Le vendeur de dindon et de chikwangue,
- Le vendeur des épices (piment, curcuma, gingembre, cube, sel, etc.),
- Le vendeur de bois de chauffage, de tonneau,
- Le transporteur (appelé porteur), etc.

Lorsque nous listons les acteurs, nous nous rendons compte que la liste est longue. Nous quittons le simple champ du vendeur de chikwangue et dindon et impliquons de nombreux autres acteurs silencieux. Sur cette liste peuvent figurer, le manufacturier, l'industriel, l'agriculteur, le charpentier, l'ajusteur, le coopérant, etc. Comme nous disent ces récits :

> Dans la cuisson de la viande de dindons, le jeune entrepreneur a besoin d'un tonneau troué à côté et au-dessus, de l'étrillage, d'un ou plusieurs fagots de bois, des épices de toute sorte et de toutes les couleurs, des petits bassins, les gourdes d'eau de 25l, etc. Les épices sont un mélange fait au préalable par les vendeurs de différentes couleurs selon les goûts des acheteurs.
>
> La manipulation de la nourriture avant la cuisson consiste à mélanger les épices multicolores que seul le jeune

entrepreneur connait. La viande est dorée des couleurs orange et jaune. Ce mélange est l'addition de plusieurs épices notamment l'oignon, l'ail, poivre noir, poivre blanc, le seul, le muscade, le clou de girofle, de gingembre, le sel, le goût, le poireau, le céleri, le cube tomate, le cube simple, le cube adja, le cube ondja, cube jumbo.

Il y 'a toute une série des cubes ; tomate, simple, crevette, soso, etc. Les séries se différencient les unes des autres par la couleur et l'arôme. Ce mélange donne une texture à la nourriture. Le piment est mélangé au sel. Il y'a le piment à poussière et le piment à l'eau. Le jeune entrepreneur joue avec ces noms, couleurs et ces arômes. Autant qu'il y' a des séries des cubes, autant qu'il y a des séries des noms.

Le jeune entrepreneur est l'utilisateur par excellent des épices :

Il y' a un temps où les épices étaient achetées une à une, mais aujourd'hui, elles sont moulues et vendues prêtes à consommer. Ces épices se vendaient dans un sachet. A un moment donné, les mamans vendeuses pillaient les épices aux mortiers et obtenaient le mélange. Aujourd'hui, les industries manufacturières ont récupéré le jeu et produisent les épices mélangés ou en pièce, cette fois-ci bien emballées. Nous avons le gingembre, le muscade, le poivre noir, poivre blanc, en poudre dans des petits flacons en plastics.

Plusieurs autres nourritures sont vendues au même moment sur le tonneau (*mikongo ya soso,* dos de poule ; *poso ya ngulu,* peau de porc). Seule la viande de dindon est achetée et envoyée à l'extérieur de la République Démocratique du Congo, nous disent ces récits du vendeur de dindon et de l'acheteur :

> Nous nous attelons sur la viande de dindon, parce que c'est elle qui est envoyée dans des glacières à l'extérieur de la RDC. *Elambeli, etumbeli, solo ya milinga ya koni, kitoko, nulle part ailleurs, frappe ya mboka na biso. Pili-pili ya poussière to ya mayi*, (piment en poudre ou en liquide) *elengi ya épice*. *Yango wana to landaka ata tozali libanda ya mboka* . (C'est ce que nous suivons tout en étant à l'extérieur du pays le goût des épices).

La viande est lavée dans une petite bassine et est déposée une autre où elle est mélangée aux différentes épices précitées. Il s'agit de la viande épicée dit-on.

> Cette étape est la toute première dans la réussite de la cuisson. La viande reste le plus longtemps possible dans la bassine. Car, elle doit bien se mélanger aux épices. C'est une étape qui dure : « *Totiki viande ekota épice* », nous avons laissé la viande se mélanger aux épices. La viande épicée à 8h peut être cuite à 11h et est vendue toute la journée. Selon la clientèle, il y en a qui épice l'après-midi pour la cuire le soir et la vendre la nuit.

Le jeune entrepreneur signale ici que cette nourriture s'appelle aussi :

vite fait ; *nzela ya mokuse*, un chemin court, un raccourci ; *wenze ya butu*, marché de la nuit. La vente de dindon sur le tonneau est active à midi quand les élèves sortent de l'école et tard le soir, lorsque la population revient du service. Une personne fatiguée du long trajet effectué à la suite des embouteillages, préfère acheter le dindon et la chikwangue. Ce sont des étudiants et des motards qui en consomment plus, faute de temps de cuisson chez eux.

Pendant que la viande se mélange aux épices, j'apprête le tonneau, je classe le bois au-dessous et j'allume le feu. Dès que le feu est allumé, je dépose l'étrillage et dépose les morceaux de dindon au-dessus. La chaleur et la fumée font cuire la viande. J'ajoute ou je retranche le bois du feu pour modérer le feu. Bien que les morceaux de la viande soient déposés au même moment sur l'étrillage, elles sont cuites l'une après l'autre, selon la température du feu.

À mesure qu'elles sont cuites, elles sont vendues. Les clients préfèrent la viande de dindon chaude. Ainsi, à côté du tonneau se trouve une table où l'on coupe le morceau de viande retiré du feu. Le client demande le prix, donne l'argent. Le jeune entrepreneur retire un morceau du feu, le coupe par rapport au montant donné, met le piment en poudre ou en liquide « pili-pili y a poussière to ya mayi. Ba client oyo basombaka pona kotinda na poto, balobaka ete balandaka elengi ya épice. » Les clients qui achètent

pour envoyer ailleurs rapportent qu'ils suivent le goût des épices tout en étant à l'extérieur du pays.

Une activité génératrice de revenus (AGR) et de survie à Kinshasa : vrai coop, vrai chida

Les bottes des légumes étalés sur le marché de Kinshasa

A Kinshasa, on sait voir sur les avenues, aux marchés des bottes des légumes étalés, des champignons, des chenilles, des poissons, des crevettes, des fruits, frais ou séchés. On sait voir ces légumes emballés dans des sacs transportés dans la ville province de Kinshasa au même rythme que la population, et ce, du matin au soir. On sait entendre pendant qu'on est encore au lit, le cri de la vendeuse ambulante : matembele, ndunda, pondu ya kongo-pondu ya caoutchouc, ngai-ngai, épinard, mujibu-jibu, bilolo, solo, misili, ndongo-dongo, pili-pili, yango eleki. Tout ceci montre la nourriture que nous consommons au quotidien à Kinshasa au-delà des vivres frais.

Tous ces bassins, ces sacs des légumes qui sillonnent la ville retournent vides le soir. Les légumes sont achetés. Autrement dit, les légumes vendus ont généré le revenu qui soutient le vendeur.

Les tonneaux des dindons en fumée toute la journée et tables des chikwangue en plein air.

A travers les rues de Kinshasa, nuit et jour, nous apercevons des tonneaux sur lesquels sont déposés des morceaux de viande appelée dindons par les kinois. A côté de ceux-ci se trouve une table remplie des chikwangue exposés. Cette activité est généralement tenue par les jeunes sans emploi. Le commun de mortel appelle cette nourriture « biloko ya balabala », les choses, la nourriture de la rue. Elle est appelée ainsi par rapport à l'implantation de l'activité partout dans un environ

Dans cette vue simple des tonneaux, des légumes étalés sur les rues ou aux coins des avenues de Kinshasa se cache une réalité, la pléthore des acteurs : les industriels, les manufacturiers, les fermiers, les maraichères, les commerçants, des chambres froides, les grossistes, les détaillants, les vendeurs, les acheteurs, les consommateurs, etc. Cette activité soutient la vie de la population.

Conclusion

Vue de loin, la pratique des envois des glacières des nourritures de Kinshasa vers l'extérieur du pays parait moindre ou banale, alors qu'elle soutient la vie de plus d'une personne dans le contexte congolais. D'emblée, l'initiative semble concernée seulement les parents directs, mais en réalité, plusieurs acteurs sont impliqués et en sont bénéficiaires.

De la production à la consommation des nourritures, le circuit est long. Il implique plusieurs acteurs sous coulisses. Notamment les producteurs, vendeurs, acheteurs, débrouillards, garçons-aides puiseurs de l'eau- nettoyeurs des légumes-pileurs de feuilles de manioc, pondu, fabricants, vendeurs des mortiers, des pilons, machine à pondu, les manufacturiers, les industriels, etc. Sur ce, la pratique des envois des glacières des nourritures de Kinshasa vers l'extérieur de la RDC est une activité génératrice des revenus qui fait vivre la population. Elle est une ouverture de plusieurs circuits d'activité dans plusieurs domaines.

Une très forte organisation s'observe dans le circuit des envois des glacières de nourritures. Nous avons les fermiers, vendeurs, acheteurs, mamans coupeurs de mfumbwa. Nous constatons qu'à différente catégorie de la population y a de la conscience.

L'envoi des nourritures dans les glacières est un circuit, *eza coop, eza chida* comme le disent nos interlocuteurs, qui fait vivre plus d'un Congolais.

Bibliographie

Minien, B. & Tollens, E. (1994). *Nourrir Kinshasa : l'approvisionnement locale d'une métropole africaine*. l'Harmattan.

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 137 - 172

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.7

De la marginalité à la reconnaissance : parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora

par Eder Kitapandi Luzau

Résumé

Cet article analyse les parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora. L'étude met l'accent sur les mécanismes qui favorisent le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale. L'étude adopte une démarche méthodologique qualitative fondée sur la sociologie des migrations, la théorie de la reconnaissance et les perspectives transnationales. La recherche montre que, malgré les discriminations et les obstacles structurels, ces jeunes femmes mobilisent leurs ressources éducatives, professionnelles, relationnelles et entrepreneuriales pour construire des trajectoires d'intégration. Les résultats soulignent leur contribution au développement des sociétés d'accueil et de la République démocratique du Congo. Tout en plaidant pour une gouvernance inclusive valorisant leurs compétences, leur engagement citoyen et leur rôle dans le développement transnational.

Mots clés : Marginalité, Reconnaissance, Parcours sociaux, Jeunes femmes congolaises, Diaspora.

Abstract

This article examines the social trajectories of young women Congolese women in the diaspora, with a particular focus on the mechanisms that enable their transition from marginalization to social recognition. Using a qualitative approach grounded in the sociology of migration, recognition

theory, and transnational perspectives. The study shows that, despite discrimination and structural barriers, these young women mobilize their educational, professional, social, and entrepreneurial resources to build successful integration pathways. The findings highlight their significant contribution to the development of both host societies and the Democratic Republic of the Congo, while advocating for inclusive governance that recognizes their skills, civic engagement, and role in transnational development.

Keywords: Marginality, Recognition, Social trajectories, Young Congolese women, Diaspora

Introduction

Les mobilités internationales constituent aujourd'hui l'un des phénomènes sociaux les plus structurants des transformations contemporaines. Elles redéfinissent les rapports entre les individus, les États et les sociétés, tout en remodelant les trajectoires biographiques des migrants. Loin d'être un simple déplacement géographique, « la migration est un processus social complexe marqué par des dynamiques d'inclusion, d'exclusion, de négociation identitaire et de recomposition des appartenances » (Castles, de Haas, & Miller, 2020). Dans ce contexte, les diasporas africaines occupent une place croissante dans les débats scientifiques en raison de leur rôle économique, culturel, politique et social, tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine.

La diaspora congolaise s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Les crises politiques, les difficultés économiques, l'instabilité sécuritaire et les aspirations à une meilleure qualité de vie, ont favorisé une intensification des migrations des Congolais vers l'Europe, l'Amérique du Nord et d'autres régions du monde. Les analyses de Vunduawe te Pemako montrent que, « ces migrations dépassent largement la recherche d'opportunités économiques.

Elles traduisent également une quête de sécurité, de mobilité sociale et de reconnaissance individuelle » (Vunduawe, 2008). Dans les mêmes ordres d'idée, les recherches de MacGaffey et Bazenguissa-Ganga soulignent que, « les réseaux diasporiques congolais constituent des espaces de solidarité, mais aussi de fortes compétitions sociales où les statuts se construisent à travers des mécanismes complexes de réussite économique, de capital social et de prestige symbolique » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000).

Parmi les acteurs de cette mobilité, les jeunes femmes congolaises occupent une position particulière. Longtemps considérées comme des migrantes dépendantes ou des accompagnatrices des trajectoires masculines, elles apparaissent aujourd'hui comme des actrices autonomes développant leurs propres stratégies migratoires. Mirjana Morokvasic a largement contribué à démontrer que, « les femmes migrantes ne sont pas des victimes passives de la migration, mais des actrices capables de produire des ressources économiques, sociales et culturelles dans des contextes souvent marqués par la précarité » (Morokvasic, 1984). Cette perspective est également développée par les chercheurs africains comme Joseph Tonda (2005) et Abdemalik Sayad (1999), qui montrent que les femmes participent activement à la restructuration des familles transnationales et des économies migratoires.

Cependant, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora demeurent fortement marqués par diverses formes de marginalité. Celle-ci prend plusieurs dimensions : marginalité économique liée à la difficulté d'accès au marché de l'emploi, marginalité sociale résultant des discriminations ethniques ou raciales. Marginalité juridique liée aux politiques migratoires restrictives, ainsi que marginalité symbolique produite par les représentations sociales négatives associées aux migrants africains. Selon Pierre Bourdieu, « ces formes de domination se traduisent par une distribution inégale des capitaux économique, culturel, social et symbolique, limitant les

possibilités de mobilité sociale des groupes minoritaires » (Bourdieu, 1993).

Pareille, les recherches de Didier Fassin montrent également que, « les politiques contemporaines de contrôle migratoire produisent des formes institutionnelles d'exclusion qui fragilisent davantage les migrants africains » (Fassin, 2010). Cette vulnérabilité est encore plus importante chez les jeunes femmes, confrontées simultanément aux rapports de pouvoir liés au genre, à l'âge, à la race et au statut migratoire.

Dans cette perspective, les analyses d'intersectionnalité développées par Kimberlé Crenshaw montre que, « les discriminations ne s'additionnent pas simplement, mais s'entrecroisent et produisent des formes spécifiques d'inégalité, notamment pour les femmes noires » (Crenshaw, 1989). La marginalisation des jeunes femmes congolaises résulte de l'articulation de plusieurs facteurs : leur statut, leur origine africaine, leur appartenance raciale, leur statut migratoire, et leur position socio-économique.

Pourtant, réduire les jeunes femmes congolaises de la diaspora à leur seule condition de marginalité serait une lecture incomplète. Les recherches récentes mettent en évidence leurs capacités d'adaptation, de résilience et d'innovation sociale. À travers les études, le travail, l'entrepreneuriat, les réseaux associatifs, les initiatives culturelles ou encore les engagements citoyens. Elles construisent progressivement de nouvelles formes de reconnaissance sociale. Dans cette perspective, Axel Honneth considère que, « la reconnaissance constitue une condition fondamentale de la construction identitaire et de l'intégration sociale. Elle ne relève pas uniquement de l'insertion économique, mais également de la valorisation sociale des compétences, des expériences et des identités » (Honneth, 2000).

François Dubet quant à lui, montre que, « les individus contemporains construisent leurs trajectoires à travers des processus permanents de négociation entre contraintes structurelles et capacités

d'action » (Dubet, 2006). Cette approche rejoint celle d'Amartya Sen, selon laquelle, « le développement humain dépend avant tout des capacités réelles des individus à transformer leurs ressources en libertés effectives » (Sen, 1999). Ainsi, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora, témoignent de véritables dynamiques d'agentivité, leur permettant de dépasser progressivement les situations d'exclusion pour accéder à différents espaces de reconnaissance sociale.

Du côté africain, les analyses de Felwine Sarr insistent sur « la nécessité de considérer les migrations africaines comme des espaces de production de savoirs, d'innovations et de nouvelles citoyennetés, plutôt que comme de simples réponses aux crises économiques » (Sarr, 2016). De même, Joseph Tonda (2005) met en évidence les recompositions identitaires qui accompagnent les circulations africaines contemporaines, tandis que les recherches de Georges Balandier (1955) sur les transformations sociales en Afrique centrale offrent un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les mutations des rapports sociaux dans les contextes de mobilité.

La diaspora congolaise constitue également un espace privilégié de circulation des ressources économiques, des compétences et des normes sociales entre les pays d'accueil et la République démocratique du Congo. Les travaux de MacGaffey et Bazenguissa-Ganga démontrent que :

> Les migrants congolais développent des réseaux transnationaux particulièrement denses qui favorisent la mobilité sociale de certains membres tout en reproduisant parfois de nouvelles formes d'inégalités. Les jeunes femmes y occupent désormais une place de plus en plus visible, notamment dans les secteurs de l'entrepreneuriat, de la santé, de l'éducation, des services numériques et des organisations communautaires. (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000)

Malgré ces avancées, la littérature scientifique demeure relativement peu développée sur les parcours spécifiques des jeunes femmes congolaises en diaspora. Particulièrement, sous l'angle du passage de la marginalité à la reconnaissance sociale. Les recherches existantes privilégient souvent, les dimensions économiques des migrations ou les questions d'intégration générale, sans analyser suffisamment les mécanismes sociaux, culturels et symboliques qui permettent à ces jeunes femmes de transformer leurs trajectoires individuelles en véritables processus de reconnaissance.

Les migrations internationales constituent aujourd'hui un espace privilégié d'observation des transformations des sociétés contemporaines. Les travaux de Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller montrent que, « les migrations ne produisent pas uniquement des déplacements de populations. Elles engendrent également des recompositions des identités, des rapports sociaux et des formes de citoyenneté » (Castles, de Haas, & Mark, 2020). Dans ce contexte, les diasporas africaines occupent une place croissante dans les dynamiques économiques, culturelles et politiques des pays d'accueil comme des pays d'origine.

La diaspora congolaise illustre particulièrement cette évolution à travers l'intensification des mobilités internationales, la multiplication des réseaux transnationaux et la diversification des profils migratoires. Les jeunes femmes congolaises y occupent désormais une place de plus en plus visible grâce à leur engagement dans les domaines de l'éducation, de l'entrepreneuriat, des professions qualifiées, des organisations communautaires et de la vie associative. Pourtant, malgré cette présence croissante, leurs parcours demeurent marqués par des formes persistantes de marginalisation.

Les recherches de Pierre Bourdieu (1993) insistent sur les inégalités d'accès aux capitaux économique, culturel, social et symbolique limitent les possibilités d'insertion sociale des groupes minoritaires, tandis que Kimberlé Crenshaw (1989) met en évidence

l'effet cumulatif des discriminations liées au genre, à la race, à l'origine nationale et au statut migratoire. Dans le même sens, Didier Fassin (2010) souligne que les politiques migratoires contemporaines contribuent souvent à renforcer les mécanismes d'exclusion institutionnelle auxquels sont confrontés les migrants africains.

Cependant, la littérature scientifique récente montre également que les jeunes femmes migrantes ne sont pas de simples victimes des contraintes structurelles. Les travaux de Mirjana Morokvasic (1984), d'Axel Honneth (1995, 2000), de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga (2000) mettent en évidence leur capacité à développer des stratégies de résilience, à mobiliser des réseaux transnationaux, à acquérir de nouvelles compétences et à construire progressivement une reconnaissance sociale, économique et professionnelle.

Le présent article s'inscrit dans cette perspective. Il vise à analyser les parcours sociaux des jeunes femmes congolaises vivant en diaspora en mettant en évidence les mécanismes qui conduisent de situations initiales de marginalisation vers différentes formes de reconnaissance sociale, professionnelle, culturelle et citoyenne. L'étude mobilise une approche sociologique articulant les théories de la reconnaissance, de l'intersectionnalité, des parcours de vie et des migrations transnationales, afin de mieux comprendre les facteurs favorisant cette mobilité sociale, ainsi que, les obstacles qui continuent de limiter leur pleine inclusion dans les sociétés d'accueil.

Cette insuffisance théorique et empirique justifie la présente étude, qui cherche à comprendre comment ces jeunes femmes congolaises transforment les contraintes liées à la migration en ressources favorisant leur intégration et leur mobilité sociale. Dès lors, la question centrale de cette recherche est la suivante : Quels sont les mécanismes sociaux, économiques, culturels et relationnels qui permettent aux jeunes congolaises vivant en diaspora de passer de situations de marginalité à des formes durables de reconnaissance

sociale dans les sociétés d'accueil, tout en maintenant des liens transnationaux avec la République démocratique du Congo ?

Cette problématique repose sur l'hypothèse selon laquelle, le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale des jeunes femmes congolaises en diaspora résulte de l'interaction entre les ressources individuelles, les réseaux transnationaux et les opportunités offertes par les sociétés d'accueil. Plus précisément, il est supposé que, malgré les discriminations liées au genre, à l'origine nationale, à la race et au statut migratoire, ces jeunes femmes mobilisent leur capital éducatif, leur capital social, leurs compétences professionnelles, leurs initiatives entrepreneuriales et leur engagement associatif pour construire des trajectoires ascendantes d'intégration et de mobilité sociale.

Cette dynamique est favorisée par les réseaux diasporiques, qui constituent des espaces de solidarité, de circulation des ressources et de reconnaissance symbolique, tout en permettant le maintien de liens étroits avec la République démocratique du Congo. L'étude postule ainsi que, la reconnaissance sociale ne dépend pas exclusivement des politiques d'intégration des pays d'accueil, mais résulte également de l'agentivité des migrantes, de leur capacité à convertir leurs ressources en opportunités et à négocier de nouvelles formes d'identité, de participation citoyenne et de légitimité sociale dans des espaces transnationaux.

1. Méthodologie

La présente recherche s'inscrit dans une démarche méthodologique qualitative, fondée sur une approche compréhensive et interprétative, qui vise à saisir les logiques sociales qui structurent les parcours des jeunes femmes congolaises vivant en diaspora. Ce choix méthodologique se justifie par la volonté d'appréhender les expériences subjectives de la marginalité, les mécanismes de résilience et les processus de reconnaissance sociale à partir des récits des principales concernées.

1.1. Cadre théorique

Cette étude s'appuie principalement sur la théorie de la reconnaissance développée par Axel Honneth (2000), qui constitue un cadre analytique particulièrement pertinent pour comprendre le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale des jeunes femmes congolaises en diaspora. Selon Axel Honneth :

> La reconnaissance est une condition fondamentale de la construction de l'identité et de l'intégration sociale. Elle se déploie dans trois sphères complémentaires : la reconnaissance affective, qui favorise la confiance en soi, la reconnaissance juridique, qui garantit l'égalité des droits, et la reconnaissance sociale, qui repose sur la valorisation des compétences et des contributions de l'individu à la collectivité. (Honneth, 2000)

L'absence de reconnaissance engendre des formes de mépris, d'exclusion et de dévalorisation susceptibles d'entraver la participation sociale.

Appliquée aux parcours migratoires, cette théorie permet d'analyser comment les jeunes femmes congolaises, souvent confrontées à des discriminations liées au genre, à l'origine nationale, à la race ou au statut migratoire, développent des stratégies de résilience et d'agentivité, leur permettant d'accéder progressivement à une reconnaissance professionnelle, économique, culturelle et citoyenne. Cette lecture est enrichie par la théorie des capitaux de Pierre Bourdieu, selon laquelle, « les trajectoires sociales dépendent de la capacité des individus à mobiliser et à convertir différents types de capitaux (économique, culturel, social et symbolique) » (Bourdieu, 1986). Dans le contexte diasporique, ces ressources sont continuellement reconfigurées grâce aux réseaux transnationaux, aux parcours éducatifs, aux engagements associatifs et aux expériences professionnelles. Ce qui

explique la diversité des trajectoires d'insertion et de mobilité sociale observées chez les jeunes femmes migrantes congolaises.

Ce cadre théorique est complété par l'approche transnationale des migrations développée notamment par Nina Glick Schiller, Linda Basch, et Cristina Blanc-Szanton (1992), ainsi que par les travaux de Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller (2020), qui considèrent les migrations comme des processus inscrits dans des espaces sociaux transnationaux où circulent personnes, capitaux, normes et identités. Cette perspective permet de comprendre que, les jeunes femmes congolaises ne rompent pas avec leur société d'origine. Elles construisent au contraire des appartenances multiples en maintenant des liens économiques, familiaux, culturels et politiques avec la République démocratique du Congo.

Les analyses de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que la diaspora congolaise constitue un espace de production de ressources sociales, de solidarités et de nouvelles formes de mobilité, tout en restant traversée par des rapports de pouvoir et des inégalités. En complément, *l'approche inter-sectionnelle* proposée par Kimberlé Crenshaw (1989) met en évidence l'imbrication des rapports de domination liés au genre, à la race, à l'âge et au statut migratoire, offrant ainsi un cadre explicatif des expériences spécifiques des jeunes femmes congolaises.

Les réflexions de Felwine Sarr (2016) sur les mobilités africaines, ainsi que celles de Joseph Tonda (2005) sur les recompositions sociales en Afrique centrale, invitent à considérer la migration non seulement comme une réponse aux contraintes structurelles, mais également comme un espace d'innovation, de production de nouvelles identités et de conquête de la reconnaissance sociale. L'articulation de ces perspectives théoriques permet d'appréhender de manière intégrée les interactions entre contraintes structurelles, ressources individuelles et dynamiques transnationales qui façonnent les parcours sociaux des jeunes Congolaises en diaspora.

1.2. Cadre conceptuel

La compréhension des parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora repose sur plusieurs concepts fondamentaux, au premier rang desquels figurent la *marginalité*, la *diaspora* et *les parcours sociaux*. La marginalité renvoie à une situation d'exclusion ou de participation limitée aux principales sphères de la vie sociale, économique, politique et culturelle. Pour Robert E. Park, « le marginal occupe une position intermédiaire entre deux univers sociaux, sans être pleinement intégré à l'un ou à l'autre » (Park, 1928). Cette réflexion a été approfondie par Everett C. Hughes, qui montre que, « la marginalité résulte des rapports sociaux produisant des statuts inégaux et des mécanismes de stigmatisation » (Hughes, 1945).

Dans une perspective francophone, Serge Paugam considère la marginalité comme « une forme de disqualification sociale caractérisée par la fragilisation des liens d'intégration » (Paugam, 1991, 2005), tandis que Pierre Bourdieu l'explique par « l'inégale distribution des capitaux économique, culturel, social et symbolique » (Bourdieu, 1980, 1993). Appliquée aux jeunes femmes congolaises en migration, cette notion renvoie aux difficultés d'accès à l'emploi, aux discriminations liées au genre et à l'origine, à la précarité administrative et aux obstacles rencontrés dans les processus d'intégration. Le concept de diaspora, quant à lui, dépasse aujourd'hui l'idée d'une simple dispersion géographique.

Selon William Safran (1991) et Robin Cohen (2008), une diaspora désigne une communauté transnationale qui entretient des liens durables, matériels et symboliques, avec son pays d'origine tout en développant de nouvelles formes d'appartenance dans les sociétés d'accueil. Les travaux de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que, « la diaspora congolaise constitue un espace de circulation des ressources économiques, des compétences, des normes sociales et des solidarités transnationales » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000).

Les parcours sociaux sont entendus, à la suite de François Dubet, « comme des trajectoires évolutives façonnées par les interactions entre les contraintes structurelles et les capacités d'action des individus, permettant d'analyser les transformations successives de la position sociale des jeunes migrantes » (Dubet, 1994, 2006).

Le second ensemble conceptuel mobilisé dans cette étude est constitué des notions de *reconnaissance sociale*, d'*agentivité*, de *résilience* et de *mobilité sociale*, qui permettent d'expliquer les processus par lesquels les jeunes femmes congolaises transforment progressivement leur condition de marginalité. La reconnaissance sociale est définie par Axel Honneth comme « le processus par lequel une personne acquiert une valeur sociale, juridique et morale reconnue par autrui, condition indispensable à la construction de son identité et à son intégration » (Honneth, 2000). Dans le contexte migratoire, elle se manifeste notamment par l'accès à un emploi qualifié, la participation citoyenne, l'engagement associatif, la réussite entrepreneuriale ou encore la valorisation des compétences acquises.

Le concept d'agentivité, développé notamment par Anthony Giddens (1984) et enrichi par les travaux d'Amartya Sen (1999), renvoie à la capacité des individus à agir sur leur environnement, à faire des choix et à mobiliser des ressources malgré les contraintes structurelles. Cette capacité est étroitement liée à la résilience, entendue comme l'aptitude à surmonter les épreuves, à reconstruire des projets de vie et à transformer les difficultés en opportunités.

La mobilité sociale désigne le changement de position d'un individu au sein de la structure sociale grâce à l'accumulation de ressources économiques, éducatives, professionnelles ou relationnelles.

Dans le cas des jeunes femmes congolaises en diaspora, ces concepts permettent d'appréhender les mécanismes par lesquels elles construisent des trajectoires ascendantes, développent des réseaux transnationaux, renforcent leur autonomie et accèdent progressivement

à une reconnaissance dans les sociétés d'accueil tout en maintenant des liens actifs avec leur société d'origine. L'articulation de ces différents concepts offre ainsi une grille d'analyse cohérente pour comprendre les dynamiques de transformation sociale qui structurent leurs parcours migratoires.

2. Les déterminants de la marginalisation des jeunes femmes congolaises en diaspora

La marginalisation des jeunes femmes congolaises en diaspora constitue un phénomène multidimensionnel qui s'inscrit à l'intersection des rapports sociaux de genre, des dynamiques migratoires et des mécanismes de production des inégalités dans les sociétés contemporaines. Loin de se limiter à une situation de précarité économique, elle renvoie à un ensemble de processus sociaux qui restreignent l'accès à certaines ressources matérielles, symboliques et institutionnelles nécessaires à une pleine participation à la vie sociale. Les travaux consacrés aux migrations internationales montrent que les populations migrantes, particulièrement celles originaires d'Afrique subsaharienne, sont souvent confrontées à des formes de vulnérabilité qui résultent autant des conditions d'accueil que des représentations sociales associées à leur origine. Dans le cas des jeunes femmes congolaises, cette marginalisation est renforcée par la combinaison de plusieurs facteurs qui influencent leurs trajectoires sociales dès leur arrivée dans les pays d'installation.

Un premier déterminant réside dans les conditions structurelles de l'immigration. Abdelmalek Sayad souligne que, « la migration est une expérience marquée par une double absence : l'immigré n'appartient plus totalement à la société d'origine sans être pleinement reconnu dans la société d'accueil. Cette situation produit un sentiment de décalage social et identitaire qui affecte durablement les trajectoires des migrants » (Sayad, 1999). Pour les jeunes femmes congolaises, cette condition se traduit souvent par des difficultés d'accès à l'emploi, à la formation et à la reconnaissance de leurs qualifications.

Plusieurs études montrent que, les diplômes obtenus dans les pays africains sont fréquemment sous-évalués dans les pays occidentaux, obligeant de nombreuses migrantes à accepter des emplois précaires ou faiblement qualifiés malgré leur niveau de compétence. Cette déqualification professionnelle contribue à leur marginalisation économique et limite leurs perspectives de mobilité sociale.

À ces contraintes structurelles s'ajoutent les discriminations liées à l'origine ethnique et à la couleur de peau. Pap Ndiaye souligne :

> Les populations noires vivant dans les sociétés occidentales demeurent confrontées à des mécanismes persistants de racialisation qui influencent leur accès au marché du travail, au logement et aux espaces de représentation sociale. Ces discriminations ne se manifestent pas uniquement à travers des actes explicites d'exclusion. Elles prennent également la forme de préjugés, de stéréotypes et d'attentes sociales qui réduisent les opportunités offertes aux personnes concernées. (Ndiaye, 2008)

Les jeunes femmes congolaises sont ainsi souvent perçues, à travers des catégories identitaires qui occultent leurs compétences individuelles et renforcent leur position périphérique dans l'espace social.

La question du genre constitue également un facteur central de marginalisation. Les recherches sur les migrations féminines montrent que les femmes migrantes sont exposées à des formes spécifiques d'inégalités résultant de la division sexuée du travail et des représentations sociales associées à la féminité. Elles sont fréquemment orientées vers des secteurs d'activité caractérisés par une faible valorisation économique et sociale, tels que les services domestiques,

les soins à la personne ou les emplois précaires du secteur informel. Cette situation limite leur autonomie économique et leur capacité à accéder aux positions sociales les plus valorisées. Les jeunes femmes congolaises doivent ainsi composer simultanément avec les contraintes liées à leur statut de migrantes et avec celles produites par les rapports sociaux de genre.

Les processus de marginalisation trouvent également leur origine dans la faiblesse des ressources sociales disponibles au moment de l'installation. Pierre Bourdieu montre que, « le capital social constitue un facteur déterminant de l'intégration sociale » (Bourdieu, 1980). Or, de nombreuses jeunes femmes migrantes arrivent dans les pays d'accueil avec des réseaux limités et une connaissance insuffisante des mécanismes institutionnels susceptibles de faciliter leur insertion. Cette situation réduit leur accès aux opportunités professionnelles, éducatives et économiques. Même lorsque des réseaux communautaires existent, ceux-ci ne garantissent pas toujours une intégration réussie et peuvent parfois reproduire certaines formes de dépendance ou d'inégalités internes.

Par ailleurs, la marginalisation des jeunes femmes congolaises ne peut être comprise sans prendre en compte les enjeux de reconnaissance sociale. Axel Honneth considère que, « la reconnaissance constitue une condition essentielle de la construction identitaire et de l'intégration sociale. L'absence de reconnaissance se traduit par des expériences de mépris, de dévalorisation et d'invisibilisation qui affectent la confiance en soi et le sentiment d'appartenance » (Honneth, 2000).

Dans les sociétés d'accueil, les jeunes femmes congolaises peuvent éprouver des difficultés à voir leurs compétences, leurs expériences et leurs contributions pleinement reconnues. Cette situation favorise le développement d'un sentiment d'exclusion symbolique qui vient s'ajouter aux formes plus visibles de marginalisation économique et institutionnelle.

Les récits de vie constituent également un outil privilégié pour comprendre les mécanismes de marginalisation. Daniel Bertaux souligne que, « les trajectoires individuelles permettent de mettre en évidence les interactions entre les structures sociales et les expériences vécues » (Bertaux, 2016). L'analyse des parcours des jeunes femmes congolaises révèle ainsi que les situations de marginalisation ne sont ni uniformes ni définitives. Elles varient en fonction de l'âge, du niveau d'éducation, de la situation familiale, du statut administratif et des ressources mobilisées par les individus. Cette diversité des trajectoires montre que la marginalisation doit être appréhendée comme un processus social dynamique plutôt que comme un état figé.

Les déterminants de la marginalisation doivent être replacés dans une perspective transnationale. Les jeunes femmes congolaises entretiennent souvent des liens économiques, affectifs et sociaux avec leur pays d'origine, ce qui influence leurs stratégies d'insertion dans les sociétés d'accueil. Les obligations familiales, les attentes communautaires et les responsabilités économiques envers les proches restés en République démocratique du Congo peuvent constituer à la fois des ressources et des contraintes. Si ces liens renforcent parfois les solidarités diasporiques, ils peuvent également accentuer les pressions sociales et économiques auxquelles les migrantes sont confrontées.

Ainsi, la marginalisation des jeunes femmes congolaises en diaspora apparaît comme le résultat d'une combinaison complexe de facteurs structurels, institutionnels, économiques, identitaires et relationnels. Les discriminations liées à l'origine, les inégalités de genre, la faiblesse des ressources sociales, les difficultés de reconnaissance et les contraintes transnationales contribuent à façonner leurs trajectoires.

Toutefois, ces mécanismes de marginalisation ne déterminent pas entièrement leur devenir social. Ils constituent plutôt le point de départ de processus de négociation, d'adaptation et de construction de nouvelles formes de reconnaissance qui seront analysés dans les points suivants de cette étude.

3. Les stratégies de résilience et de construction des ressources sociales dans les parcours migratoires

Les parcours migratoires des jeunes femmes congolaises en diaspora ne peuvent être réduits aux seules expériences de précarité ou de marginalisation. Si les recherches sur les migrations internationales mettent en évidence les multiples obstacles auxquels sont confrontées les femmes migrantes, elles soulignent également leur capacité à développer des stratégies d'adaptation, de résilience et de mobilisation des ressources.

Les travaux d'Abdelmalek Sayad rappellent que, « l'expérience migratoire est traversée par des tensions permanentes entre exclusion et intégration. Toutefois, ces tensions donnent naissance à des formes d'organisation sociale qui permettent aux migrants de reconstruire progressivement leur place dans les sociétés d'accueil » (Sayad, 1999). Les jeunes femmes congolaises illustrent cette dynamique en développant des initiatives individuelles et collectives destinées à transformer les contraintes migratoires en opportunités d'insertion sociale et professionnelle.

La résilience constitue un premier levier de cette transformation. Dans les sciences sociales, elle renvoie à la capacité des individus à faire face aux épreuves, à mobiliser leurs ressources et à reconstruire leur trajectoire malgré les difficultés rencontrées. Boris Cyrulnik montre que, « la résilience ne relève pas uniquement d'une disposition individuelle. Elle est également favorisée par les ressources relationnelles, institutionnelles et communautaires auxquelles les personnes ont accès » (Cyrulnik, 2009).

Chez les jeunes femmes congolaises en diaspora, cette capacité se manifeste par la poursuite des études, l'apprentissage de nouvelles langues, la reconversion professionnelle, l'acquisition de compétences numériques et la diversification des activités génératrices de revenus. Ces démarches traduisent une volonté de dépasser les contraintes initiales pour accéder à une autonomie économique et sociale.

La construction des ressources sociales constitue un deuxième mécanisme fondamental. Selon Pierre Bourdieu, « le capital social est l'ensemble des ressources mobilisables grâce aux relations durables entretenues par les individus » (Bourdieu, 1986). Dans le contexte migratoire, les réseaux familiaux, communautaires, religieux et professionnels jouent un rôle essentiel dans l'accès à l'information, à l'emploi, au logement et aux opportunités de formation. Les jeunes femmes congolaises investissent ces espaces de sociabilité afin de renforcer leur intégration et d'élargir leurs possibilités d'action. Les associations de la diaspora, les organisations de femmes, les communautés religieuses et les plateformes numériques deviennent ainsi des lieux privilégiés de solidarité, d'entraide et de circulation des connaissances.

Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que, « les réseaux transnationaux de la diaspora congolaise dépassent largement les échanges économiques. Ils favorisent également la transmission des savoirs, le mentorat, l'accompagnement des nouveaux arrivants et la constitution de partenariats professionnels » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Ces réseaux permettent aux jeunes femmes de renforcer leur capital social tout en maintenant des liens actifs avec la République démocratique du Congo. Les technologies numériques renforcent encore cette dynamique en facilitant les échanges, la coopération et la participation à des projets économiques ou associatifs transnationaux.

L'accès à l'éducation et à la formation représente également une stratégie majeure de construction des ressources. Amartya Sen pense que, « le développement dépend avant tout des capacités que les individus acquièrent pour transformer leurs ressources en libertés réelles » (Sen, 1999). Les jeunes femmes congolaises investissent souvent dans les études supérieures, les formations professionnelles et l'apprentissage continu afin d'améliorer leur employabilité et leur autonomie. L'acquisition de qualifications reconnues dans les pays

d'accueil facilite leur insertion sur le marché du travail et contribue à la reconnaissance de leurs compétences.

L'entrepreneuriat apparaît également comme une stratégie de résilience particulièrement importante. Face aux difficultés d'accès à certains emplois, de nombreuses jeunes femmes créent des activités économiques dans les secteurs du commerce, des services, de la restauration, de la mode, de la coiffure, des technologies numériques ou du conseil. Ces initiatives permettent non seulement de générer des revenus, mais aussi de renforcer leur indépendance économique et leur visibilité sociale. Felwine Sarr souligne que, « les diasporas africaines constituent aujourd'hui des espaces d'innovation économique où émergent de nouvelles formes d'entrepreneuriat fondées sur les échanges transnationaux et la valorisation des compétences acquises à l'étranger » (Sarr, 2016).

La participation associative représente une autre ressource essentielle. Les organisations communautaires, les associations de femmes, les ONG et les réseaux citoyens offrent aux jeunes femmes congolaises des espaces d'expression, de formation et de représentation. Pour Robert Putnam, « l'engagement associatif favorise la création de la confiance, renforce les liens sociaux et développe le capital civique » (Putnam, 2000). Pour les jeunes femmes migrantes, ces organisations constituent également des lieux où se construisent des formes de leadership féminin et où se développent des actions de solidarité en faveur des communautés d'origine et d'accueil.

Les trajectoires étudiées mettent également montre le rôle de l'agentivité dans la transformation des parcours sociaux. Anthony Giddens, « l'agentivité comme la capacité des acteurs sociaux à agir sur leur environnement malgré les contraintes structurelles » (Giddens, 1984). Les jeunes femmes congolaises ne subissent pas passivement les discriminations ou les obstacles liés à la migration. Elles élaborent des stratégies de négociation, d'adaptation et d'innovation qui leur permettent de créer de nouvelles opportunités. Cette capacité d'action

contribue à modifier progressivement leur position sociale et à renforcer leur autonomie.

La théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth (2000) permet enfin d'interpréter ces stratégies comme des processus de conquête de la légitimité sociale. Les ressources construites au fil des parcours, compétences professionnelles, réseaux sociaux, diplômes, activités entrepreneuriales ou engagements citoyens, deviennent des supports de reconnaissance dans les différentes sphères de la vie sociale. Cette reconnaissance ne se limite pas à l'accès au marché du travail. Elle s'exprime également par la participation aux espaces publics, la prise de responsabilités au sein des associations, la valorisation des compétences et la capacité à influencer positivement les communautés d'appartenance.

Ainsi, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora révèlent que la résilience et la construction des ressources sociales constituent des dimensions essentielles de leur intégration. En mobilisant leurs réseaux, leur capital éducatif, leurs compétences professionnelles, leur engagement associatif et leurs initiatives entrepreneuriales, elles transforment progressivement les contraintes de la migration en leviers de mobilité sociale. Ces stratégies témoignent de leur capacité d'innovation, de leur autonomie et de leur contribution au développement des sociétés d'accueil comme de la République démocratique du Congo, tout en illustrant que, les parcours migratoires sont des processus dynamiques de recomposition sociale plutôt que de simples expériences de vulnérabilité.

4. Les mécanismes d’accès à la reconnaissance sociale, professionnelle et citoyenne

Le passage de la marginalité à la reconnaissance constitue un processus progressif, construit au fil des interactions entre les individus, les institutions et les réseaux sociaux. Pour les jeunes femmes congolaises en diaspora, cette reconnaissance ne se limite pas à une

insertion économique réussie. Elle renvoie également à l'acquisition d'une légitimité sociale, à la valorisation des compétences, à la participation à la vie citoyenne et à la capacité d'influencer positivement les communautés d'appartenance.

Dans cette perspective, la reconnaissance apparaît comme un processus relationnel qui se construit à travers les expériences professionnelles, les engagements associatifs, les parcours éducatifs et les interactions avec les sociétés d'accueil. Les travaux d'Axel Honneth montrent que, « les individus développent leur identité et leur estime de soi lorsqu'ils bénéficient d'une reconnaissance dans les sphères affective, juridique et sociale. À l'inverse, le déni de reconnaissance favorise l'exclusion, le sentiment d'injustice et la marginalisation » (Honneth, 2000). Les parcours des jeunes femmes congolaises illustrent ainsi une dynamique de transformation où les obstacles initiaux deviennent progressivement des occasions de démontrer leurs compétences et leur capacité d'action.

Le premier mécanisme d'accès à la reconnaissance est l'insertion professionnelle. Les recherches de Pierre Bourdieu soulignent que, « le travail constitue un espace privilégié d'accumulation de capitaux économique, culturel, social et symbolique » (Bourdieu, 1980, 1986). En obtenant un emploi stable, en développant une activité entrepreneuriale ou en accédant à des responsabilités professionnelles, les jeunes femmes congolaises renforcent leur autonomie financière et améliorent leur position sociale. Cette insertion permet également la reconnaissance de leurs qualifications, de leurs savoir-faire et de leurs contributions au développement économique.

Même lorsque les débuts sont marqués par des emplois précaires ou des situations de déclassement, de nombreuses migrantes investissent dans la formation continue et l'acquisition de nouvelles compétences afin d'élargir leurs perspectives professionnelles. Cette dynamique confirme l'idée selon laquelle la mobilité sociale repose sur la capacité à transformer les ressources disponibles en opportunités durables.

Le deuxième mécanisme réside dans l'accès à l'éducation et à la qualification. Selon Amartya Sen, « le développement humain dépend des capacités dont disposent les individus pour choisir librement leur parcours de vie. L'éducation représente ainsi une ressource stratégique qui favorise l'autonomie, l'insertion professionnelle et la participation sociale » (Sen, 1999). Les jeunes femmes congolaises en diaspora investissent fréquemment dans les études universitaires, les formations techniques, les certifications professionnelles et l'apprentissage des langues afin d'améliorer leur compétitivité sur le marché du travail. Au-delà de l'obtention de diplômes, ces parcours de formation renforcent leur confiance en elles, développent leur leadership et facilitent leur accès à des espaces de décision.

La reconnaissance sociale se construit également grâce aux réseaux relationnels et à l'engagement communautaire. Les analyses de Robert Putnam montrent que, « le capital social constitue un facteur essentiel de cohésion et de participation collective » (Putnam, 2000). Les associations de la diaspora, les organisations féminines, les communautés religieuses et les réseaux professionnels offrent aux jeunes femmes congolaises des espaces où elles peuvent développer leurs compétences, partager leurs expériences et construire des solidarités.

Les travaux de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga soulignent que, « les réseaux de la diaspora congolaise jouent un rôle déterminant dans la circulation des informations, le mentorat, l'accompagnement des nouvelles arrivantes et la création d'opportunités économiques » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Ces espaces favorisent également la reconnaissance des compétences et le renforcement du sentiment d'appartenance.

La participation citoyenne constitue un autre mécanisme essentiel de reconnaissance. Dans de nombreux pays d'accueil, les jeunes femmes congolaises s'impliquent dans des associations, des initiatives de solidarité, des projets éducatifs, des actions humanitaires

ou des organisations de défense des droits. Cette implication favorise leur visibilité dans l'espace public et renforce leur légitimité comme actrices du développement local. Elle leur permet également d'exercer une influence sur les politiques publiques concernant les migrations, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations ou encore la coopération internationale. En développant ces formes d'engagement, elles dépassent le statut de bénéficiaires des politiques d'intégration pour devenir des citoyennes actives contribuant à la transformation de leur environnement social.

Les technologies numériques représentent également un levier majeur d'accès à la reconnaissance. Les plateformes professionnelles, les réseaux sociaux et les espaces numériques facilitent la création de réseaux internationaux, la diffusion des initiatives entrepreneuriales, la promotion des compétences et le maintien des liens avec la République démocratique du Congo. Les jeunes femmes congolaises utilisent ces outils pour partager leurs expériences, valoriser leurs réalisations, développer leurs activités économiques et participer aux débats publics. Cette présence numérique contribue à accroître leur visibilité et à élargir leurs opportunités de reconnaissance au-delà des frontières nationales.

La reconnaissance repose enfin sur la capacité à maintenir des liens transnationaux avec le pays d'origine. Les transferts financiers, les investissements communautaires, les actions philanthropiques, le mentorat des jeunes et le partage des compétences témoignent de l'engagement des jeunes femmes congolaises envers la République démocratique du Congo. Les approches transnationales des migrations développées par Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton montrent que, « les migrants construisent des espaces sociaux qui dépassent les frontières nationales » (Glick Schiller, Basch, & Blanc-Szanton, 1992). Cette double appartenance favorise une reconnaissance à la fois dans les sociétés d'accueil et dans les communautés d'origine, où les migrantes deviennent des modèles de réussite, des entrepreneures, des professionnelles qualifiées ou des actrices du développement.

Ainsi, les mécanismes d'accès à la reconnaissance sociale, professionnelle et citoyenne reposent sur une combinaison de ressources individuelles, de réseaux relationnels et d'opportunités institutionnelles. Les parcours des jeunes femmes congolaises montrent que, la reconnaissance ne constitue pas un état acquis, mais un processus évolutif fondé sur la mobilisation des compétences, l'investissement éducatif, l'engagement citoyen, la participation aux réseaux diasporiques et la valorisation des expériences acquises. Ces trajectoires mettent en évidence la capacité des jeunes femmes migrantes à dépasser les situations de marginalité pour devenir des actrices reconnues de la vie économique, sociale et citoyenne, tant dans les sociétés d'accueil qu'au sein de la diaspora

5. Les dynamiques transnationales et la contribution des jeunes femmes congolaises au développement des sociétés d'accueil en RDC

Les migrations contemporaines ne peuvent plus être appréhendées comme des mouvements linéaires aboutissant à une rupture définitive avec le pays d'origine. Les approches transnationales ont montré que, les migrants développent des espaces sociaux qui relient durablement les sociétés de départ et d'accueil par des échanges continus de ressources économiques, sociales, culturelles et politiques. Les travaux de Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton soulignent que, les migrants construisent des réseaux transnationaux au sein desquels circulent les capitaux, les compétences, les valeurs et les identités » (Glick Schiller, Basch, & Blanc-Szanton, 1992).

Dans cette perspective, les jeunes femmes congolaises en diaspora apparaissent comme des actrices majeures de ces circulations. Elles entretiennent simultanément des liens étroits avec les pays d'accueil et avec la République démocratique du Congo, participant

ainsi à la création d'espaces sociaux transnationaux qui favorisent le développement des deux contextes.

L'une des principales contributions des jeunes femmes congolaises concerne le développement économique. À travers leurs activités professionnelles, entrepreneuriales et commerciales. Elles participent activement à la création de richesses dans les sociétés d'accueil. Leur présence dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des services, des technologies numériques, de la finance, de la recherche ou encore de l'entrepreneuriat renforce la diversité économique et répond aux besoins de nombreux marchés du travail confrontés au vieillissement démographique et aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller soulignent que, « les migrations internationales constituent aujourd'hui un facteur important de croissance économique, d'innovation et de renouvellement des compétences dans les pays de destination » (Castles, de Haas, & Miller, 2020). Les jeunes femmes congolaises contribuent ainsi à la production de biens et de services tout en favorisant les échanges interculturels et l'ouverture des sociétés d'accueil.

Cette contribution dépasse cependant la seule dimension économique. Les jeunes femmes congolaises participent également à la vie sociale, culturelle et citoyenne des pays où elles résident. Leur engagement dans les associations communautaires, les organisations de femmes, les structures de jeunesse, les institutions religieuses et les initiatives humanitaires favorise le dialogue interculturel, la cohésion sociale et la promotion de la diversité. Robert Putnam montre que, « le capital social produit par les engagements associatifs renforce la confiance, la coopération et la participation citoyenne » (Putnam, 2000). En occupant progressivement des responsabilités au sein de ces organisations, les jeunes femmes migrantes deviennent des intermédiaires entre différentes communautés et contribuent à la lutte contre les discriminations, les préjugés et les exclusions.

Parallèlement, leur contribution au développement de la République démocratique du Congo demeure considérable. Les transferts de fonds envoyés aux familles représentent l'une des manifestations les plus visibles de cet engagement. Selon les analyses de Banque mondiale, « ces transferts constituent une source importante de revenus pour de nombreux ménages africains et participent au financement de l'éducation, de la santé, de l'habitat et des activités économiques » (Banque mondiale, 2023).

Toutefois, l'apport des jeunes femmes congolaises ne se limite pas au soutien financier. Elles investissent également dans des projets entrepreneuriaux, soutiennent des initiatives communautaires, financent des associations locales et participent à des actions de solidarité destinées à améliorer les conditions de vie dans leurs communautés d'origine.

Les réseaux diasporiques jouent un rôle central dans cette dynamique. Les travaux de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que, « la diaspora congolaise fonctionne comme un espace de circulation des capitaux, des compétences et des savoir-faire » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Les jeunes femmes congolaises mobilisent ces réseaux pour accompagner des projets de développement, partager leurs expériences professionnelles, encadrer les jeunes générations et promouvoir des partenariats entre les institutions de la diaspora et celles de la République démocratique du Congo. Cette circulation des connaissances favorise l'émergence de nouvelles pratiques entrepreneuriales, éducatives et sociales adaptées aux défis contemporains.

Les technologies numériques renforcent considérablement ces échanges transnationaux. Les plateformes de communication, les réseaux sociaux, les outils de visioconférence et les services financiers numériques permettent aux jeunes Congolaises de maintenir des relations permanentes avec leurs familles, leurs partenaires professionnels et leurs organisations d'origine. Arjun Appadurai

souligne que, « la mondialisation s'accompagne d'une intensification des flux d'informations, d'idées et de pratiques culturelles qui transforment les rapports entre les territoires » (Appadurai, 1996). Grâce à ces outils numériques, les jeunes migrantes participent à des projets collaboratifs, organisent des formations à distance, développent des entreprises numériques et renforcent les échanges entre la diaspora et la République démocratique du Congo.

Les dynamiques transnationales contribuent également à la diffusion de nouvelles normes sociales. Les expériences acquises dans les sociétés d'accueil permettent aux jeunes femmes congolaises de promouvoir des valeurs liées à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'éducation, à la gouvernance, à l'entrepreneuriat et à la participation citoyenne. Felwine Sarr considère que, « les diasporas africaines constituent des espaces de production d'innovations sociales capables d'accompagner les transformations du continent » (Sarr, 2016). À travers leurs initiatives, les jeunes femmes congolaises participent ainsi à la modernisation des pratiques économiques et sociales tout en valorisant les ressources culturelles congolaises.

Toutefois, ces contributions s'accompagnent également de défis. Les attentes importantes des familles restées au pays, les obligations financières, les difficultés liées à la double appartenance, les politiques migratoires restrictives ou encore les discriminations peuvent limiter la capacité d'action des migrantes. Abdelmalek Sayad rappelle que, « les migrants vivent souvent dans une tension permanente entre les exigences du pays d'origine et celles du pays d'accueil » (Sayad, 1999). Les jeunes femmes congolaises doivent ainsi concilier leurs projets personnels, leurs responsabilités familiales et leurs engagements transnationaux, ce qui nécessite une forte capacité d'adaptation.

Les dynamiques transnationales révèlent que les jeunes femmes congolaises en diaspora ne sont pas de simples bénéficiaires des opportunités offertes par la migration. Elles sont des actrices du développement qui créent des passerelles durables entre les sociétés d'accueil et la République démocratique du Congo. Par leurs

compétences, leurs investissements, leurs engagements associatifs, leurs initiatives entrepreneuriales et leurs transferts de connaissances, elles participent à la croissance économique, à l'innovation sociale, au renforcement du capital humain et à la consolidation des liens entre les deux espaces. Leur contribution illustre ainsi le rôle stratégique de la diaspora congolaise dans la promotion d'un développement fondé sur la circulation des ressources, des savoirs et des solidarités transnationales.

6. Perspectives pour une gouvernance inclusive et une meilleure valorisation des parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora

Les analyses précédentes ont montré que, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora s'inscrivent dans une dynamique complexe où se croisent des expériences de marginalisation, des stratégies de résilience, des processus de reconnaissance et des engagements transnationaux. Ces trajectoires mettent en évidence que, les jeunes femmes ne sont pas de simples bénéficiaires des politiques migratoires, mais de véritables actrices du développement économique, social, culturel et citoyen.

Toutefois, la pleine reconnaissance de leur contribution suppose la mise en place d'une gouvernance inclusive capable d'articuler les politiques migratoires, les politiques d'intégration et les stratégies de mobilisation des diasporas. Selon Amartya Sen, « le développement ne peut être réduit à la croissance économique. Il repose sur l'élargissement des libertés, des capacités et des opportunités offertes aux individus » (Sen, 1999). Cette perspective invite à concevoir des politiques publiques qui favorisent l'accès des jeunes femmes congolaises aux ressources éducatives, professionnelles, économiques et citoyennes, tout en reconnaissant leur rôle dans les sociétés d'accueil et dans le développement de la République démocratique du Congo.

Une première perspective consiste à renforcer les politiques de lutte contre les discriminations. Axel Honneth montre que, « la

reconnaissance constitue un fondement essentiel de la justice sociale. Les discriminations fondées sur le genre, l'origine nationale, la couleur de peau ou le statut migratoire compromettent l'égalité des chances et limitent les possibilités de participation sociale » (Honneth, 2000). Une gouvernance inclusive implique ainsi la mise en œuvre de mécanismes institutionnels garantissant l'égalité d'accès à l'emploi, à la formation, au logement, aux services publics et aux responsabilités professionnelles. Elle suppose également la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger, la promotion de la diversité dans les institutions publiques et privées ainsi que, le renforcement des dispositifs de protection contre les discriminations.

La deuxième orientation concerne la valorisation du capital humain des jeunes femmes congolaises en diaspora. Pierre Bourdieu souligne que, « les capitaux culturel, social et symbolique constituent des ressources essentielles de mobilité sociale » (Bourdieu, 1986). Les politiques publiques devraient donc soutenir l'accès à la formation continue, à l'entrepreneuriat, aux technologies numériques et aux réseaux professionnels. Les dispositifs de mentorat, les incubateurs d'entreprises, les programmes de leadership féminin et les partenariats entre les universités, les entreprises et les organisations de la diaspora peuvent favoriser une meilleure reconnaissance des compétences acquises par les jeunes femmes migrantes. Cette approche contribuerait à transformer leurs expériences migratoires en véritables leviers de développement.

Le renforcement des organisations de la diaspora représente une troisième perspective stratégique. Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga soulignent que, « les réseaux diasporiques constituent des espaces privilégiés de solidarité, d'innovation et de circulation des ressources » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Les associations de femmes congolaises, les réseaux professionnels, les plateformes numériques et les organisations communautaires jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement des nouvelles arrivantes, la diffusion des connaissances et la promotion de l'entrepreneuriat. Les

pouvoirs publics des pays d'accueil comme ceux de la République démocratique du Congo gagneraient à reconnaître ces organisations comme des partenaires de la gouvernance migratoire et du développement, en soutenant leurs initiatives et en favorisant leur participation aux processus de décision.

Une quatrième perspective concerne le renforcement des liens entre la diaspora et la République démocratique du Congo. Les approches transnationales développées par Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton montrent que, « les migrants construisent des espaces sociaux dépassant les frontières nationales » (Glick Schiller, Basch, & Blanc-Szanton, 1992). Les autorités congolaises pourraient mettre en place des politiques favorisant les investissements productifs de la diaspora, le transfert de compétences, les programmes de retour temporaire d'experts, les partenariats scientifiques et universitaires ainsi que, la participation des jeunes femmes aux projets nationaux de développement. Une telle orientation permettrait de valoriser les expériences acquises à l'étranger tout en renforçant les capacités nationales dans des secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé, les technologies numériques, l'entrepreneuriat et l'innovation.

La promotion du leadership féminin constitue également une priorité. Les jeunes femmes congolaises disposent de compétences importantes qui restent encore insuffisamment représentées dans les espaces de décision économique, politique et associative. Des politiques favorisant leur accès aux responsabilités, leur participation aux instances consultatives et leur représentation dans les réseaux de gouvernance contribueraient à renforcer leur visibilité sociale. Felwine Sarr rappelle que, « le développement africain exige une mobilisation de toutes les ressources humaines disponibles, notamment celles des femmes et des diasporas, dont les expériences internationales constituent un atout majeur pour l'innovation et la transformation sociale » (Sarr, 2016).

La valorisation des parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora nécessite une gouvernance fondée sur la reconnaissance, l'égalité des chances, la participation et la coopération transnationale. Elle implique un engagement conjoint des États, des organisations internationales, des collectivités territoriales, des universités, de la société civile et des organisations diasporiques. En reconnaissant pleinement les compétences, les initiatives et les contributions des jeunes femmes congolaises, les sociétés d'accueil et la République démocratique du Congo pourront transformer la migration en un véritable levier de développement durable, de cohésion sociale et d'innovation. Les parcours de ces jeunes femmes démontrent que la diaspora ne constitue pas seulement un espace de mobilité, mais également un laboratoire de nouvelles formes de citoyenneté, de solidarité et de développement partagé.

Enfin, une gouvernance véritablement inclusive suppose la production de connaissances scientifiques plus approfondies sur les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora. Malgré les progrès des recherches sur les migrations africaines, les expériences spécifiques des femmes congolaises demeurent encore insuffisamment documentées. Il apparaît donc nécessaire de développer des recherches comparatives, longitudinales et interdisciplinaires portant sur les trajectoires professionnelles, les stratégies entrepreneuriales, les pratiques transnationales, les mécanismes de reconnaissance sociale et les formes d'engagement citoyen. Ces travaux permettront de mieux éclairer les politiques publiques et de produire des données empiriques susceptibles d'améliorer les dispositifs d'accompagnement des migrantes.

Conclusion

Objectif de cette étude était celui d'analyser les parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora à travers le prisme du passage de la marginalité à la reconnaissance. En mobilisant les apports de la sociologie des migrations, de la théorie de la reconnaissance, de

l'approche des capitaux et des perspectives transnationales. Elle a montré que, les trajectoires des jeunes migrantes ne peuvent être réduites à des expériences d'exclusion ou de vulnérabilité. Certes, leur insertion dans les sociétés d'accueil demeure marquée par des obstacles structurels liés aux discriminations, aux inégalités de genre, à la déqualification professionnelle, aux politiques migratoires restrictives et aux difficultés de reconnaissance des compétences.

Toutefois, ces contraintes ne déterminent pas de manière définitive leurs parcours. Les jeunes femmes congolaises développent des stratégies de résilience fondées sur la formation, l'entrepreneuriat, la mobilisation des réseaux diasporiques, l'engagement associatif et citoyen ainsi que la valorisation de leurs ressources culturelles, sociales et professionnelles. Ces stratégies leur permettent de transformer progressivement les situations de marginalité en opportunités d'intégration, de mobilité sociale et de reconnaissance.

L'analyse montre également le rôle central des dynamiques transnationales dans la construction de ces parcours. Les jeunes femmes congolaises participent activement au développement des sociétés d'accueil par leur contribution économique, professionnelle, culturelle et citoyenne. Tout en maintenant des liens durables avec la République démocratique du Congo à travers les transferts de ressources, les investissements, le partage de compétences et les initiatives de solidarité.

Les résultats confirment que la diaspora constitue un acteur stratégique du développement et que les parcours féminins méritent une reconnaissance plus importante dans les politiques migratoires et de coopération. Dès lors, la promotion d'une gouvernance inclusive fondée sur la reconnaissance des compétences, l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et le renforcement des partenariats avec les organisations diasporiques apparaît comme une condition essentielle pour valoriser pleinement le potentiel des jeunes femmes congolaises.

Enfin, cette recherche ouvre des perspectives pour de futurs travaux empiriques comparatifs portant sur les expériences des femmes dans différents contextes migratoires, afin d'approfondir la compréhension des mécanismes de reconnaissance, des formes d'engagement transnational et de leur contribution au développement durable des sociétés d'accueil et de la République démocratique du Congo.

Bibliographie

Appadurai, A. (1996). *Modernity at Large Cultural Dimensions of Globalization*. University of Minnesota Press.

Balandier, G. (1955). *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. Presse Universitaires de France.

Banque mondiale (2023), *rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrations, réfugiés et sociétés*. Washington DC : Banque mondiale.

Bertaux, D. (2016). *Le récit de vie*. Armand Colin.

Bourdieu, P, (1993). *La misère du monde*. Editions du Seuil.

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Minuit.

Bourdieu, P. (1986). The Forms of Capital. Dans J.G. Richarson (Ed). *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (pp. 241-258). Greenwood Press.

Castles, S, de Haas, H, & Miller, M, J. (2020). *The Age of Migration International Population Movements in the Modern World* (6th éd). Guilford Press.

Cohen, R. (2008). *Global diasporas: An introduction* (2nd ed.). Routledge.

Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex. *University of Chicago Legal Forum, 1989* (1), 139-167.

Cyrulnik, B. (2009). *Autobiographie d'un épouvantail*. Odile Jacob.

Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. Seuil.

Dubet, F. (2006). *Injustice. L'expérience des inégalités au travail*. Seuil

Fassin, D. (2010). *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Seuil/Gallimard.

Giddens, A. (1984). *The constitution of society: Outline of the theory of structuration*. Polity Press.

Glick Schiller, N., Basch, L., & Blanc-Szanton, C. (Eds.). (1992). *Towards a transnational perspective on migration: Race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered*. The New York Academy of Sciences.

Honneth, A. (1995*). The Struggle for Recognition. The Moral Grammar of Social Conflicts*. MIT Press.

Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Cerf.

Hughes, E. C. (1945). Dilemmas and contradictions of status. *American Journal of Sociology, 50*(5), 353–359. https://doi.org/10.1086/219652

Lapeyronnie, D. (2018). *Les nouvelles frontières de la société française.* Seuil

MacGaffey, J, &, Rémy Bazenguissa. G (2000). *Congo-Paris : transnational Traders on Margins of the Law*. James Ourrey.

Morokvasic, M. (1984). Birds of Passage Are Also Women. *International Migration Review, 18*(4), 886-907.

Ndiaye, P. (2008). *La condition noire*. Calmann-Lévy.

Park, R. E. (1928). Human migration and the marginal man. *American Journal of Sociology, 33*(6), 881–893. https://doi.org/10.1086/214592

Paugam, S. (1991). *La disqualification sociale : Essai sur la nouvelle pauvreté*. Presses Universitaires de France.

Paugam, S. (2005). *Les formes élémentaires de la pauvreté*. Presses Universitaires de France.

Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster.

Safran, W. (1991). Diasporas in modern societies: Myths of homeland and return. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies, 1*(1), 83–99. https://doi.org/10.1353/dsp.1991.0004

Sarr, F. (2016). *Afrotopia*. Phippe Rey.

Sayad, A. (1999). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Seuil

Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press.

Tonda, J. (2005). *Le souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)*. Karthala.

Vunduawe te Pemako. (2008). *Traité de droit administratif Congolais*. Larcier.

LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 173 - 185

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.8

Le pseudo-conflit Yaka-Teke et ses conséquences sur la sécurité alimentaire à Kinshasa

par Didier Kutakani, Ruphine Tumba Mukiana, Willy Muyololo Kadi, Celestine Mbo Nsele, Jacquie Mfwakang Muniar, Florence Nzeba Lubala, Blanchard Mulopo Kamba, Manassé Ibinda & Guélord Kutudila Mbemba

Résumé

Cet article analyse les conséquences du conflit interethnique Yaka-Teke, qui sévit depuis août 2022 dans les plateaux de Bateke en République démocratique du Congo. Il examine l'évolution de la situation agricole avant et pendant le conflit, ainsi que ses répercussions économiques et sociales sur les populations locales et les ménages de Kinshasa. Alors qu'avant les affrontements, la région constituait un important bassin de production de produits vivriers, les violences ont entraîné l'abandon des terres agricoles, la destruction des récoltes, la perte du bétail et le déplacement des populations. Cette situation a provoqué une diminution de l'approvisionnement des marchés de Kinshasa, une hausse des prix des denrées alimentaires et une aggravation de l'insécurité alimentaire. L'étude met également en évidence la dégradation de la cohésion sociale entre les deux communautés et souligne la nécessité d'une médiation, d'une reconstruction socio-économique et de solutions durables aux causes foncières et structurelles du conflit.

Mots-clés : Conflit Yaka-Teke ; production agricole ; insécurité alimentaire ; prix des denrées alimentaires ; déplacement des

populations ; cohésion sociale ; République démocratique du Congo.

Abstract

This article analyses the consequences of the Yaka-Teke interethnic conflict, which has been ongoing since August 2022 in the Bateke Plateaux of the Democratic Republic of the Congo. It examines agricultural conditions before and during the conflict, as well as its economic and social repercussions for local communities and households in Kinshasa. Before the outbreak of hostilities, the region was an important food-producing area. However, the violence has led to the abandonment of farmland, the destruction of crops, the loss of livestock and the displacement of populations. This situation has reduced the supply of agricultural products to markets in Kinshasa, driven up food prices and worsened food insecurity. The study also highlights the deterioration of social cohesion between the two communities and emphasizes the need for mediation, socioeconomic reconstruction and sustainable solutions to the land-related and structural causes of the conflict.

Introduction

Au moment où les guerres ensanglantent beaucoup de parties du monde, en Ukraine, en Russie, en Israël, en Iran, à Gaza et en Palestine pour ne citer que ces pays-ci, d'autres guerres similaires ravagent également quelques régions africaines (au Mali, au Burkina, en Libye et autres).

Il est de même pour notre pays, la R.D. Congo, qui connaît dans sa partie Est, des conflits de groupes armés qui pillent les richesses du sol et du sous-sol, dévastent, tuent et violent avec atrocité les vies humaines ; laissant ainsi en désolation plusieurs familles.

Cela ne laisse pas à l'écart la partie Ouest du pays, plus particulièrement « les plateaux de Bateke », où un conflit interethnique oppose deux tribus : « Yaka » et « Teke ». Non seulement, ceux qui sont cités par-dessus, plutôt ce conflit emballe tous les paisibles citoyens congolais qui y résident, qui y travaillent et luttent pour leur survie.

Ce soi-disant conflit « Yaka–Teke » a atteint toute la communauté nationale et son impact est lourde de conséquences sur plusieurs plans de la vie nationale : politique, économique, sociale, religieuse et culturelle, comme l'a souligné Joseph Musiki Kupenza (2024).

Ce conflit perdure et sème de la panique, de la terreur, et cause jusqu'à ces jours des déplacés et des morts à travers l'espace des « plateaux de Bateke », sans aucune sécurisation des populations. Civiles par le pouvoir public qui a les prérogatives exorbitants de sécuriser les personnes et leurs biens.

Toutefois, notre orientation à cette étude porte ses regards sur le volet économie, plus particulièrement sur les produits agricoles devenus rares et coûteux sur le marché à Kinshasa, lesquels produits agricoles sont de première nécessité pour l'alimentation et la nutrition de la plupart de ménages à Kinshasa. Il s'agit du fufu, maïs, ignames, courge, arachides, patate douce, etc.

Notre travail abordera les points ci-après :

1. Notions de généralités sur le conflit dans les zones agricoles;
2. La situation agricole du plateau avant le conflit ;
3. La situation agricole du plateau durant le conflit ;
4. Impact sur l'économie des ménages à Kinshasa ;
5. Conclusion et apport.

Pourquoi le terme : « pseudo » ? ce terme veut simplement signifier que le conflit vrai de sens entre ces deux ethnies est un semblant, qui en soi, n'a pas de sérieuse explications d'existence. Tout

le monde ignore la vraie source du conflit. Tout le monde tâtonne et personne ne peut fournir des preuves internes du conflit sanglant.

Il semble absurde à toutes les deux parties concernées. Seulement des accusations mutuelles de part et d'autre sans une référence donnant lieu au conflit meurtrier. Alors que le conflit gagne les âmes des populations, sans solutions durables. Voilà le sens d'usage dans notre texte du terme pseudo. Un conflit vrai et vécu certes, mais qui dans le profond consentement des uns et des autres, n'a pas de sens. Il est semblant étant donné la source est ailleurs. Notre argumentation du terme pseudo provient du Dictionnaire Larousse.

1. Situation générale de l'agriculture dans les zones à conflit

Il est conformé que les conflits armés et les troubles civils ont toujours été des causes majeures d'insécurité alimentaire à travers plusieurs pays et continueront de l'être plus tard même si le nombre de dégâts qu'ils causent pourraient diminuer.

Plusieurs pays du monde et surtout ceux d'Afrique, sont en proie des conflits à la fin de ce XXème siècle finissant et en pleine vingtième siècle.

A l'échelle mondiale, ces conflits ont affecté des centaines de millions de personnes, la grande majorité d'entre elles vit dans les pays à faible revenu, dans lesquels, l'agriculture joue un rôle essentiel en tant que moyen de subsistance, source de recettes et facteur de stabilité sociale. Un nombre disproportionné des pays touchés se trouvent en Afrique subsaharienne et en Asie.

Il est à comprendre que les pertes économiques et la perturbation de l'approvisionnement en produits agricoles deviennent rares par le fait que les déplacements massifs de populations fuyant les atrocités, les tueries et autres menaces vers d'autres horizons, abandonnant ainsi leurs champs. L'insécurité reste totale et peu de gens audacieux semble

résister aux menaces, tueries, pertes matérielles ; cela cause le manque de production, de récolte, manque de sarclage et l'abandon total pour des durées longues avec désespoir de non-retour suite aux violences incessantes.

Par voie des ondes télévision TV5 monde dans son journal télévisé du 06/01/2026, nous avions suivi les images d'un agriculteur palestinien déclarer : « Nous ne pouvons plus cultiver, ni récolter les produits de nos efforts aux champs parce que ces cruels Juifs Israéliens ont bombardé nos champs agricoles pour nous contraindre à quitter définitivement le territoire, nous faire périr de faim. Ils ont placé des chars de combat, des militaires lourdement armés. Nous sommes en débandade tous, il n'y reste plus rien ». Ceci prouve que dans les zones agricoles, les conflits armés ne permettent pas à ce que la production agricole soit rentable à cause de tout ce qui se passe comme insécurité.

2. Situation Agricole du plateau avant conflit

A la connaissance de tous, avant le dit-conflit qui a opposé les Yaka aux Teke, disons que ces deux tribus vivaient en harmonie parfaite à tel enseigne qu'ils se partageaient tout et même le pouvoir coutumier, par exemple dans la culture Teke, lorsqu'un homme épouse une fille appartenant aux pouvoir coutumier Teke, ce dernier devient membre dans la hiérarchie des autorités coutumières et le droit de vendre, posséder la terre. Ils se mariaient et formaient un tout cohérent.

De fois sans même le mariage, certains Yaka se retrouvaient au plus haut sommet du pouvoir coutumier chez les Teke dans l'administration et les choses se décidaient de commun accord, pour une régulation sociale équilibre, hétérogène sans aucun impact négatifs sur tous les plans de la vie.

Un des chefs coutumiers Teke reconnait que c'est grâce à la cohabitation Yaka-Teke que lui-même est devenu chef de groupement à Bokumi, de son nom Bokumi Mukurenso et que les Yaka étaient des grands producteurs de fufu, maïs et autres produits vivriers. Cela faisait

sa fierté et son pouvoir pesait sur tous. Il souhaiterait que cette cohésion soit durable et le modèle à suivre. (Déclarations du chef Bokumi Monkini Munkurenso à Bokumi, le 26 Août 2024).

Tous les peuples habitant les plateaux avant conflit, reconnait cet état pacifique entre Yaka-Teke et la production Agricole de tous, plus particulièrement des Yaka était admirable, rentable pour tout un chacun, à part un droit coutumier d'un sac de fufu, maïs par an que le producteur rendait comme redevance au chef de terre Teke. Cette redevance connaitra une tournure autre, elle sera exorbitante et sera la cause imminente du conflit plutôt.

Le fufu, maïs, arachides sans citer les autres produits agricoles constituaient des revenus pour une vie meilleure du producteur et une économie de subsistance pour chaque communauté.

Les véhicules des commerçants se précipitaient pour évacuer ces marchandises à tour de rôle et cela un véhicule pouvait effectuer la sortie des produits agricoles à plus des fois par semaine. Une grande rentabilité des produits agricoles était ressentie et les marchés (lieu de vente) comme Kambi à Masina liberté, Hindou étaient surabondés de tous les produits agricoles venant du plateau. De fois, ces produits agricoles en abondance trainaient au marché parce que les acheteurs étaient dépourvus de l'argent, par le fait d'avoir assez chez soi.

Avant Août 2022, les plateaux de Bateke étaient un paradis où il faisait beau vivre. Les gens mangeaient, cultivaient, achetaient, vendaient en toute quiétude. Aux marchés de vente à Kinshasa, un sac de fufu revenait à 50.000Fc, le sac de Maïs à 75.000Fc. Donc, la vie était rose. La circulation de véhicules, de personnes et leurs biens était libre, sans faille.

Les étalages du fufu dans des fermes formaient un habillement blanchâtre, admirable et coloraient les espaces de multicolores dans la nature verdâtre des étalages de 15 mètres de longueur et 10 mètres de

largeur peuvent atteindre dix au total dans une ferme. Joyeuse vie d'ensemble pour tous, chacun produisait selon ses forces, ses techniques et ses stratégies et personne n'en voulait à l'autre. Aucun soupçon du mal, de vol, etc. Tout le monde cherchait à investir aux plateaux dans les domaines agricoles et dans l'élevage des bovins qui prenait déjà de l'ampleur.

Un exemple typique des investissements dans le domaine Agro-pastoral aux plateaux de Bateke est celui de la ferme DINEV avait un total de Quinze hectares de manioc à récolter entre Août 2022 et janvier 2023 et a semé vingt hectares dont cinq d'arachide et manioc, dix de manioc seulement et cinq autres mixtes de manioc, maïs et courge. Ces champs ont été semé dans la totalité. Et c'est la dote du 22 Août 2022, que survient des atrocités du conflit et l'abandon total des tous ces champs jusqu'aux jours d'aujourd'hui, en 2026 au mois de Mai où nous rédigeons.

3. Situation Agricole durant les conflits

Suite aux atrocités diverses commises par des groupes constitués par soient les Yaka, soient les Teke pour riposter aux attaques meurtrières des uns contre les autres ; il y a eu aussi des militaires corrompus surtout par les Teke qui ont pris massivement part aux tueries des paisibles citoyens congolais.

Les gens ont abandonné leurs champs, bétails, argent et autres biens matériels nécessaires et se sont déplacées vers les centres villes du pays tels que : Kinshasa, Kenge, Kikwit et bien ailleurs sans aucun esprit ou goût de retour, vu les pertes en vie humaines de beaucoup de leurs condisciples.

La situation agricole qui dépend des activités des hommes, a connu un frein spontané de son essor. Les champs agricoles abandonnés durant les années sans sarclages, sans récolte. C'est finalement les herbes qui ont poussé et ont envahi le semis, une perte agricole qui n'a presque pas satisfait les attentes des agriculteurs déçus.

Lorsque les assaillants de part et d'autres passaient dans des fermes, ils détruisaient certains champs, brûlaient les dépôts de produits agricoles et les habitations des paisibles citoyens en fuite.

Cet exemple ut supra évoqué de la ferme DINEV avec tous ces champs, rien n'a été encore récupéré, ils ont tout perdu comme champs à récolter et semés. Les pertes ont été énormes et une désolation totale pour les agriculteurs qui ont engagé des dépenses inutiles en terme de finance, d'énergie au travail sans intérêt. Autres pertes, car ce domaine agricole va avec l'élevage de porcins, basse-cour, bovins perdu et abandonné au triste sort de la nature.

Cette situation Agricole durant les conflits a entrainé une pauvreté dans le fief des investisseurs dans ce domaine précis de l'agriculture, l'insécurité alimentaire par la rareté de produits alimentaires et nutritifs pour des populations tant des résistants du plateau que des consommateurs vivants en ville.

Disons que durant les conflits, l'économie domestique des populations Kinoises ont vu leur panier ménager basculer suite à la rareté des denrées alimentaires de première nécessité : fufu, maïs, etc. Cette rareté a fait appliquer sur les marchés, la loi de l'offre et de la demande qui s'explique par une forte demande et une faible offre.

4. Conséquences du pseudo-conflit *Yaka-Teke*

Les principales conséquences de ce conflit sur le secteur agricole sont notamment :

4.1. Sur le plan économique

Suite à ce conflit qui a provoqué (causé) des atrocités énormes, il y a eu une rareté sans pareille des produits alimentaires surtout à Kinshasa précisément dans des marchés à forte possibilité d'approvisionnement ; surtout dans la partie est de la capitale qui fournit

le plus de quoi à nourrir la population kinoise, il s'agit des marchés Kambi à Masina, Liberté et Hindou toujours à Masina. Marché Mangobo à N'djili, Mobutu à Kimbanseke, Mumbele, à Limete, etc.

La flambée, des prix du fufu, Maïs et autres a pesé sur le coût du panier ménager (le sac de Maïs 240.000Fc, le sac de manioc coûte 150.000Fc). Il est à reconnaitre que les conséquences des conflits armés et fonciers dévident l'agriculture en provoquant l'insécurité alimentaire, la destruction des infrastructures, et l'abandon de terres.

Ils causent comme déjà dit les déplacements massifs des populations, la perte de récolte, la flambée des prix et surtout l'arrêt des circuits commerciaux plongeant les régions rurales dans la précarité et la faim.

4.1.1 L'insécurité alimentaire et la famine

Les affrontements empêchent les travaux agricoles, entrainant un faible rendement, la destruction des greniers et la consommation des semences de réserve ; provoquant des famines au plateau.

4.1.2. Déplacements massifs des populations et abandons des terres

Les violences ont forcé les agriculteurs à finir, abandonnant ainsi champs et bétail, ce qui stoppe la production locale.

4.1.3. Destruction des infrastructures

Les conflits ont causé des dégâts matériels sur les outils de production et de stockage.

4.1.4. Perturbation des marchés et de la chaine d'approvisionnement

L'insécurité bloque le transport des produits, entrainant la désorganisation des marchés, la pourriture de produits fragiles tels que tomate, pili-pili, aubergine, une augmentation des coûts de transport et la flambée des prix des denrées alimentaires.

4.1.5. Perte de la main-d'œuvre et de bétail

La mobilisation des hommes, les blessures et les pertes en vie humaines ont réduit la main-d'œuvre disponible, tandis que le bétail été souvent pris en proie, volé ou tué par les assaillants de part et d'autre. Surtout par des militaires profitant de la non-assistance de l'État.

4.2. Sur le plan social :

Les conflits Yaka-Teke ont brisé fortement la cohésion sociale, entravant les relations normales et le savoir vivre ensemble. Le mépris des uns envers les autres qui ont poussé certaines familles mixte Yaka-Teke à se disloquer. Plus pire encore à tuer les enfants issus de ce mariage mixte Yaka-Teke.

Ces actes ont un impact durable, augmentant la pauvreté des familles et les inégalités. Ils rendent le relèvement agricole difficile comme en témoignent la situation sociale en RDC et en Somalie. (Africanews, 2024, 2026)

Suite à ce conflit Yaka-Teke, une anomie s'est installée entre ces ethnies, comme nous confirme le Professeur Adélard Nkuanzaka Inzanza (2025) :

> Les normes ou les règles sociales qui guidaient, orientaient la conduite et les aspirations entre les deux ethnies, ont perdu leur pouvoir, leur appréciation, leur importance et sont devenues incompatibles et ont cédé leur place à la tuerie, méfiance, rancœur, l'insécurité, aux sentiments d'anxiété.

Notons que le déplacement des populations à Kinshasa venant du plateau a encore causé une promiscuité, un nombre croissant numériquement afflue les rues de la ville, les maisons. Ce déplacement est la base d'un chômage accentué déjà vécue par manque d'emploi.

5. Conclusion

Ce conflit Yaka-Teke est à la base d'une dissolution de la cohésion sociale, de la perte de plusieurs vies humaines, de la déstabilisation des économies domestiques par la rareté des produits agricoles de première nécessité pour les populations, de l'immoralité, d'un surpeuplement croissant surtout dans des communes périphériques de Kinshasa, du chômage accru. Il y a lieu que les autorités du pays arrivent à se dépasser pour faire régner la quiétude et mettre en place une politique basée sur le respect de la vie humaine qui est sacrée. Qu'ils évitent les inégalités sociales basées sur l'égocentrisme, le régionalisme, le tribalisme et les castes politiques et instaurer des normes ou des règles sociales qui régissent et guident la conduite et les aspirations entre ces deux ethnies, lesquelles ont donné lieu à des anomies.

Ce conflit Yaka-Teke qui semble avoir des camps armés, est un mécontentement d'origine foncière, lequel dévaste l'agriculture en provoquant l'insécurité alimentaire, la destruction des infrastructures, et l'abandon des terres. Ils ont ainsi causé la perte de la récolte, la flambée des prix au marché et l'arrêt des circuits commerciaux, plongeant les plateaux des Bateke dans la précarité et la faim.

Nous épinglons aussi quelques conséquences sur le secteur agricole qui sont :

1. L'insécurité alimentaire et la famine dans la ville capitale ;
2. La perte de la main-d'œuvre et de bétail aux plateaux, etc.

Comment résoudre ce conflit Yaka-Teke ?

La résolution du conflit Yaka-Teke doit reposer sur une combinaison de diplomaties : une négociation, une médiation et un arbitrage, un maintien de la paix par des tiers et un désarmement de deux corps.

Les solutions durables impliquent le renforcement de l'État de droit, la reconstruction socio-économique, la justice transitionnelle et la lutte contre les causes structurelles, telles que la pauvreté, le droit coutumier et l'exclusion politique. Ainsi proposons quelques approches qui peuvent contribuer à mieux gérer ce conflit, qui jusqu'à ce jour continue à semer, ravage les vies humaines et appauvrit l'économie des ménages tant du plateau que de la ville de Kinshasa.

Ces mesures visent non seulement à faire cesser les tueries, les pertes économiques et agricoles, amis surtout à consolider une paix durable en traitant les causes profondes de la violence.

Nous disons que les plateaux des Bateke sont en proie à l'instabilité, aux conflits sanglants et aux guerres inter ethniques. Pour lesquelles, les solutions adéquates être trouvés pour une harmonie et cohabitations pacifiques entre ces ethnies et leurs voisins qui en pâtissent de leurs comportements ignobles.

Bibliographie

Africanews. (2024, 22 mars). *RDC : le conflit avec le M23 aggrave la crise alimentaire dans l'Est*. https://fr.africanews.com/2024/03/22/rdc-le-conflit-avec-le-m23-aggrave-la-crise-alimentaire-dans-lest

Africanews. (2026, 24 août). *Somalie : la sécheresse plonge six millions de personnes dans la faim.* https://fr.africanews.com/amp/2026/08/24/somalie-la-secheresse-plonge-six-millions-de-personnes-dans-la-faim

Musiki, J. (2024). *Les non-dits du conflit Yaka-Teke* [Manuscrit inédit]. Département de Sociologie, Université de Kinshasa.

Nkuanzaka Inzanza, A. (2025). *Cours de promotion des valeurs traditionnelles* [Notes de cours L1, inédites]. Faculté de Pharmacie, Université de Kinshasa.

TV5 Monde. (2024, 6 Janvier à 13h). *Allons à Gaza.* Dans *Actualité Agricole au monde.*

